

## M. Reagan face à l'Europe verte

Vieux paradoxe du monde industriel, les Etats-Unis et la CEE n'ont jamais cessé de s'affronter sur le terrain agricole. Le ton employé cette fois-ci des deux côtés de l'Atlantique est à la mesure des enjeux économiques : pratiquement guerrier.

Washington, une fois de plus, a tiré le premier. La Maison Blanche se déclare prête à se dédouaner de la mesure des exportations agricoles. A moins que les Douze n'acceptent de compenser d'une façon ou d'une autre les pertes de marché des agriculteurs américains en Espagne et au Portugal, du fait de l'application à ces deux nouveaux membres des règles de l'Europe verte.

La menace est à la fois claire et ambiguë. Les mesures de rétorsion pouvant englober certains produits industriels européens ne sont en effet pas exclues tant que ne seront pas précisées - elles doivent l'être cette semaine - les intentions américaines. La réplique communautaire est pour l'instant tout aussi belliqueuse. Face à une « agresseur inutile », la Commission se déclare prête à relever le gant, tout en rappelant les risques d'une « confrontation ouverte ».

Pour mieux prendre ses marques, chacun excipe de son bon droit. Les Etats-Unis jouent la conscience libre-échangiste après avoir réduit les subventions à des agriculteurs de sérieuse difficulté, mais dissimulent d'un voile pudique une sensible augmentation des aides à l'exportation. Les Européens estiment contradictoire la volonté des Etats-Unis de faire parti d'un élargissement de la Communauté qu'ils ont appelé de leurs vœux, pour tenter de torpiller à nouveau la politique agricole commune, l'un des piliers de la CEE.

Bataille de titans ? Ce n'est pas certain. Face au géant américain, les Européens sont moins soudés que les premières réactions de la Commission ne pourraient le laisser croire. Les Douze n'ont pas tous la « tête agricole », et Washington sait qu'en élargissant ses menaces de rétorsion au secteur industriel il dispose d'un bon moyen de semer la zizanie dans le camp adverse. La France et l'Italie seraient les premières touchées par une guerre agricole ouverte, les Pays-Bas et le Danemark sans doute aussi. Mais la RFA verrait sûrement d'un très mauvais œil se dégrader les relations américano-européennes au nom d'une volonté exportatrice qu'elle ne partage pas dans le domaine agricole.

Il existe plusieurs niveaux de négociations que les deux parties utiliseront à plein au cours des semaines et des mois à venir pour éviter l'irréparable. Les contacts bilatéraux pourraient reprendre de façon discrète en marge de la réunion ministérielle de l'OCDE dès la mi-avril à Paris. Les discussions dans le cadre du GATT (Accord général sur le commerce et les tarifs douaniers) laissent la porte ouverte à un compromis si les Etats-Unis acceptent de discuter des conséquences globales, et pas seulement agricoles, de l'élargissement de la CEE, comme le demandent les Européens. Restent enfin les discussions en cours sur les négociations commerciales multilatérales souhaitées par le président Reagan pour définir des règles du jeu plus adaptées aux échanges mondiaux. Le moins qu'on en puisse dire est que les passes d'armes actuelles sur l'agriculture ne favoriseront pas des contacts sereins si une solution viable ne finit pas, comme par le passé, par l'emporter.

(Lire page 29 l'article de JACQUES GRALL.)

## DÉSENGAGEMENT PARTIEL AU LIBAN

### La France décide de retirer ses observateurs à Beyrouth

Le Quai d'Orsay a annoncé officiellement mardi matin 1<sup>er</sup> avril le retrait des observateurs installés en mars 1984 à Beyrouth. Les quarante-cinq « casques blancs » ont quitté leurs trois postes d'observation dans la capitale libanaise. Leur évacuation devrait s'opérer en deux ou trois jours.

La décision du gouvernement français a été prise, indique le communiqué du Quai, « en accord avec les autorités libanaises ».

Le retrait des observateurs français de Beyrouth a été annoncé officiellement ce mardi 1<sup>er</sup> avril par le Quai d'Orsay. Les quarante-cinq « casques blancs » restant sur le terrain devaient être rassemblés dès ce mardi dans la partie est (chrétienne) de Beyrouth ; le matériel et les gendarmes en assurant la garde seront évacués dans les trois jours de la résidence des Pins, siège du commandement du corps des observateurs, après avoir été la résidence de l'ambassadeur de France au Liban puis le PC de la force multinationale. La résidence des Pins, située sur la ligne de démarcation, séparant les deux secteurs, chrétien et musulman de Beyrouth, au passage du Musée,

devrait être totalement abandonnée. Pour tenter d'éviter toute bataille à propos de la milice qui pourrait s'en emparer, la France essaye, avec l'aide du Comité de sécurité, rassemblant, outre l'armée libanaise, les trois principales milices (druze, chiite et chrétienne) de déterminer avant son retrait qui pourrait l'occuper. La décision de retrait des « casques blancs » français prise unilatéralement par Paris fait suite à l'assassinat, le 12 mars dernier, d'un septième observateur, tué alors qu'il se trouvait dans l'enceinte de la résidence des Pins.

F. Ch.

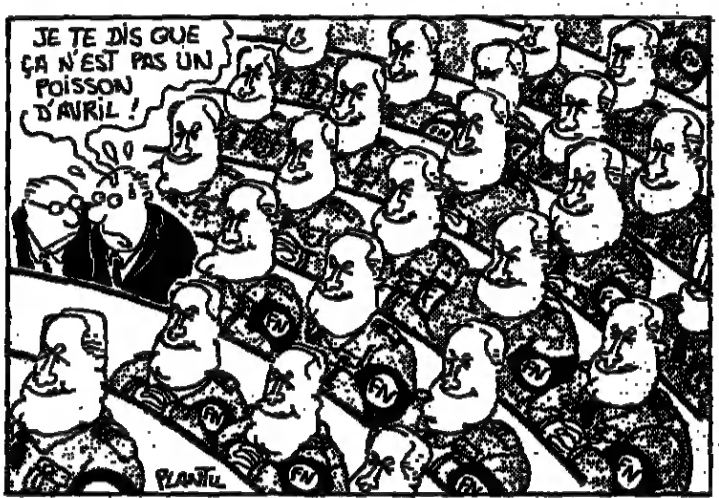
(Lire la suite page 3.)

## LA RENTRÉE PARLEMENTAIRE

### L'étroitesse de la majorité complique les premiers votes

La huitième législature de la V<sup>e</sup> République débute le mercredi 2 avril, à 16 heures. Les 577 députés commenceront par entendre un discours de leur doyen d'âge, M. Dassault, en présence du premier ministre, M. Chirac. L'étroitesse de la nouvelle majorité compliquera les premiers votes, et d'abord l'élection de M. Chaban-Delmas à la présidence de l'Assemblée. C'est lui qui lira le message du président de la République, que celui-ci a préparé durant le week-end au fort de Brégançon.

(Lire page 8 l'article de THIERRY BRÉHIER.)



## LES ACCUSATIONS CONTRE L'ANCIEN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ONU

### M. Waldheim rattrapé par son passé...

De notre envoyé spécial

Vienne. — Qui connaît un jour la vérité sur la traversée du III<sup>e</sup> Reich par un jeune homme ambitieux nommé Kurt Waldheim, aujourd'hui candidat à la présidence de la République d'Autriche ? Lui seul, probablement, et encore... Le travail de *Verdringung*, ce refoulement au fond de la conscience d'un passé gênant, a été mené si parfaitement à son terme par l'ancien secrétaire général de l'ONU qu'il ne doit plus bien savoir maintenant où il en est lui-même. Sinon, comment est-il devenu blanchi sous le harnois diplomatique, qui connaît le poids des mots, aurait-il pu s'enfermer de la sorte dans la spirale des mensonges, des demi-vérités, des omissions significatives ?

Depuis un mois, depuis que sont connues les accusations portées par le Congrès juif mondial sur le passé nazi de M. Kurt Waldheim, il n'est pas de jour qui n'ait apporté son lot de précisions sur une période qui couvre sept

ans de sa vie, de 1938 à 1945. Une image, encore bien floue, certes, commence à apparaître de ce personnage, dont la grande silhouette dégingandée est, malheureusement pour lui, reconnaissable entre toutes sur les clichés qui paraissent dans *Stern* ou dans le magazine autrichien *Profil* : cravaté de noir et botté comme les étudiants nazis dans les rues de Vienne, ou en uniforme d'officier de la Wehrmacht, Kurt Waldheim est bien là, physiquement. Quant à savoir où était alors son âme...

Il ne faut pas trop compter sur les discours de M. Waldheim sur son passé pour en savoir plus. Au début de l'actuelle campagne électorale, une brochure a été diffusée à plusieurs millions d'exemplaires dans tout le pays afin de mieux faire connaître le candidat au public. Une feuille électorale classique, destinée, bien sûr, à mettre en valeur les éminentes qualités politiques et humaines du candidat. M. Waldheim, dans un entretien « intime », parle de son passé, de sa jeunesse, des diffi-

cultés qu'il a rencontrées, étudiant d'origine modeste, pour se hisser jusqu'aux sommets, à accéder à la « plus haute fonction mondiale ». Le III<sup>e</sup> Reich, la guerre, se résument à une phrase dans ce long entretien : « Après ma blessure au front, déclaré inapte au combat, j'ai rédigé ma thèse de doctorat en droit, que j'ai soutenue en 1944. »

Quelques semaines d'enquête ont suffi au Congrès juif mondial pour modifier sensiblement cette biographie, à laquelle s'est toujours tenue M. Waldheim depuis son entrée dans la vie publique. Avant-guerre, alors qu'il entreprenait ses études de droit, le jeune homme savait parfaitement ce qu'il voulait : devenir diplomate. « Pour moi, ce n'était pas une profession, c'était la profession », dit-il dans sa brochure. Nous sommes en 1938, peu après l'annexion de l'Autriche par Hitler. Pour être diplomate, il faut mieux être officier, et le fin du fin, c'est d'entrer dans la cavalerie, l'arme noble... Le jeune étudiant s'inscrit à un club d'équitation. Dans sa petite ville de

Basée-Autriche, à Döbling, il ne sait que de l'équitation. C'est ainsi qu'il devient membre du corps de cavalerie des SA, organisation paramilitaire nazie, le 18 novembre 1938, à la veille de fêter son vingtième anniversaire. Quelques mois auparavant, il avait adhéré à la Ligue des étudiants nationaux-socialistes.

Les faits sont attestés par les archives de Reich, réapparus récemment dans le feu des polémiques (1).

Kurt Waldheim est-il « entré en nazisme » par conviction ? Probablement pas.

LUC ROSENZWEIG.

(Lire la suite page 7.)

(1) La fiche établie par le RJM (ministère de la justice du Reich) est formulée de la sorte : « Nom : Waldheim ; prénom : Kurt ; date de naissance : 2-12-1918 ; religion : catholique ; origine ethnique : sang allemand attesté par les certificats des ascendants ; profession du père : inspecteur primaire ; fortune : aucune ; addition à des organisations : corps de cavalerie SA le 18-11-1938, Ligue des étudiants nationaux-socialistes le 1-4-1938. »

## Accident d'avion au Mexique

Cent soixante-six morts dont neuf Français.

PAGE 14

## La tension sikhs-hindous

Grève de protestation à Delhi contre les « tueries du Pendjab ».

PAGE 4

## Les élections au Soudan

Une consultation qui aggraverait la division du pays.

PAGE 3

## Un geste du Vatican

Rome a levé sa sanction contre le « théologien de la libération » Leonardo Boff.

PAGE 12

## Le PS, parti attrapé tout ?

Une enquête sur les motivations...

Pages 13 et 14

## Le Monde SCIENCES

Les programmes des spectacles (18) • Radio-télévision (19) • Informations services : Météo (19) • Météorologie (20) • Légion d'honneur (20 et 21) • Carbet (21) • Annonces classées (22 à 25)

## Etre historien aujourd'hui

par RENÉ RÉMOND

« Etre historien aujourd'hui », tel fut le thème qui ordonna pendant quatre jours la réflexion d'une quinzaine d'historiens, parmi les plus éminents, venus d'autant de pays appartenant à toutes les grandes aires culturelles, réunis à l'initiative de l'UNESCO. L'organisation de cette rencontre avait été confiée à la Commission française pour l'UNESCO et aux historiens de notre pays.

L'intitulé paraît peut-être déconcertant : l'historien n'est-il pas assujéti à des règles immuables, indépendantes des lieux et des temps, celles de la recherche de la vérité ? En fait, l'historien, dans son élaboration, n'échappe pas à l'histoire : elle est tributaire de son environnement.

L'historien, prenant une conscience plus juste de ses déterminations, s'est affranchi des illusions du positivisme, qui croyait à la possibilité d'accéder à la vérité totale dans la neutralité de l'esprit et guéri de la superbe que lui ins-

pirait cette certitude. Si ce n'est pas une excuse à se dispenser de l'effort pour tendre à l'objectivité, c'est une invitation à prendre une conscience exacte de ses limitations.

L'activité de l'historien est bel et bien modifiée par tous les changements, à commencer par ceux qui affectent la définition de son champ d'investigation, considérablement étendu, et la nature de ses sources, prodigieusement diversifiées. La diffusion des résultats de son travail n'est pas moins transformée par les innovations qui ont bouleversé les rapports avec les médias : la connaissance de l'histoire passe aujourd'hui autant par la télévision que par l'enseignement. Enfin, les relations entre ceux qui font profession d'écrire l'histoire et la société dont ils font partie évoluent, elles aussi, au rythme des fluctuations de l'esprit public.

Les échanges de vues entre les représentants d'autant d'écoles historiques, nationales ou continentales, la confrontation de leurs pratiques personnelles comme de leurs expériences collectives n'ont

pas seulement vérifié cette dépendance du métier d'historien à l'égard des circonstances : ils ont aussi révélé des analogies surprenantes, des convergences inattendues et jusqu'à des concurrences entre des pays aussi divers. Par exemple pour la sociologie et la démographie de la profession.

L'essor en France de l'histoire, qui assure à notre école un grand prestige dans le monde, est plus qu'on ne pense à la croissance de l'enseignement supérieur dans les années 1960-1970 : la multiplication des emplois, l'expansion des universités, ont créé un appel d'air qui a attiré de nombreuses vocations, encourageant les recherches, favorisant les publications. Mais depuis une douzaine d'années, le mouvement s'est inversé : après pour quelques années l'apogée du recrutement, le vieillissement du corps, et à terme, probablement, le tarissement de la recherche et la rétraction de la production historique. Quelque s'interroge sur l'avenir de la discipline ne peut échapper à une inquiétude anxieuse.

(Lire la suite page 21.)

**MERCEDES, CENT ANS D'AUTOMOBILE ET DE TIMBRES • LES CARNETS EN FRANCE**

En vente chez votre marchand de journaux



# débats

## Haro sur l'administration !

Le soutien de l'opinion et le courage politique ne suffiront pas à remettre de l'ordre dans la maison.

par ALAIN LEROUX (\*)

### LES FONCTIONNAIRES LE POUVOIR ET L'OPINION

*Le changement de majorité va-t-il être accompagné d'un important mouvement dans l'administration ? Rémy Prud'homme compare les comportements américain et français et Alain Leroux s'interroge sur les critiques de tous bords qui pleuvent sur la fonction publique et leur efficacité pour une lutte contre la bureaucratie.*

QUE notre administration soit décriée n'est pas un fait nouveau. Les tentures des salons et la sciure des bistrotiers sont depuis des siècles les témoins imperturbables. Ce qui paraît neuf, en revanche, c'est que ces injures ordinaires ne sont plus les seules à faire siffler les oreilles des fonctionnaires. Depuis peu, journaliste et politicien, chacun à sa manière, enfoncent le même clou, avec le même entrain. Si ce renfort mérite d'être noté, c'est que l'on

accorde le plus grand crédit à ces deux citoyens. L'un est informé, l'autre est influent. A eux deux, ils détiennent les clés de notre mystère social.

#### Le journaliste...

Soit ! Il est pourtant des domaines où ni l'un ni l'autre ne sont réellement armés pour percer l'énigme. Ainsi en est-il de cette administration, dont ils font pourtant la coupe réglée.

Lorsqu'il parvient à conquérir un moment de liberté, le journaliste écrit son livre. Cette tâche lui donne l'opportunité de fonctionner comme il a toujours rêvé de le faire : par enquête. Et puisque le thème doit être à la mesure de l'ambition, ce sont des pans entiers de l'organisation sociale qui passent à l'inspection.

Ce faisant, le journaliste s'attaque à plus gros que lui. Car si sa méthodologie fondatrice se révèle efficace pour le traitement de problèmes circonscrits, personnalisés, intimes, l'adaptation de son approche est non moins évidente dès qu'il s'agit d'appréhender de vastes ensembles : interroge-t-on les masses ? Soupe-t-on les foules ?

Par les temps qui courent, notre administration est devenue la cible privilégiée de ces enquêtes en free-lance. Immédiatement, de telles entreprises viennent souligner les perversions et les turpitudes de notre fonction publique, ce dont tout un chacun ne demande qu'à être persuadé.

Le triomphe est donc réel, d'autant que la profession s'y entend pour lui faire la courte échelle. La traque avaricieuse des « privilèges » (1), l'enquête de mœurs sur les « danses de la République » (2), la dénonciation antislavophile d'une « nomenclature française » (3), sont ainsi les dernières (et les plus remarquables) productions du genre.

Certes, les privilèges existent, et peut-être même parfois une amorce de corruption. Sans aucun doute,

l'irresponsabilité et la folle excitation du pouvoir peuvent amener à la gabegie, aux gouffres financiers, aux grands projets imbéciles. Les révélations du journaliste ne sont donc pas négligeables. Mais elles ne suffisent pas à boucler le dossier. Car si la dénonciation moralisatrice fait vendre les livres, elle n'est que d'un piètre secours pour remédier aux dysfonctionnements d'une administration.

#### ...le politicien...

La verve du politicien a, elle, d'autres origines. Depuis la Libération, nos gouvernants avaient pris soin de ménager une administration qui a toujours valu son poids d'électeurs. Or, en 1980, Raymond Barre ose s'en prendre directement à l'administration publique. En taxant les fonctionnaires de « nantis », il transgresse un véritable tabou politique. Son initiative conforte une série d'analyses qui expliquent les malheurs de la France par l'inquiétante césure qui la traverse. On y oppose les Français « du front » au contact de la concurrence internationale, et ceux « de l'arrière », barricadés dans leurs statuts. Les uns entretiennent le surmat national, au risque d'y perdre l'emploi et la santé. Les autres entretiennent leur santé et leur emploi, au risque de couler la nation. C'est « la France à deux vitesses » (4). Plus exactement la France en perte de vitesse.

Aujourd'hui, cette idée andalouse a largement contaminé le « microcosme ». Et s'il fait encore bon être fonctionnaire, il ne fait plus bon le proclamer. A l'exception du dernier carré communiste, il n'y a plus de case, sur l'échiquier politique, où l'administration française ne soit jugée disproportionnée, dépassée, dépassée. Il faut évidemment se féliciter de ce soudain consensus. Mais il convient aussi de voir ses limites. Car si un coup d'arrêt à l'expansion administrative est devenu nécessaire, il peut se révéler bientôt insuffisant, faute d'avoir compris en profondeur la dynamique de l'organisation bureaucratique. Le courage politique est certes une bonne chose. Adossé à une sensibilité de l'opinion publique convenablement mise en éveil par le journaliste, il peut déboucher sur

une action véritable. Mais si la connaissance fait défaut, cette volonté politique va vite se réduire à un seul principe : il faut agir ! Et tout principe n'est qu'une sale manie s'il se suffit à lui-même.

#### ...et le scientifique ?

Pourtant, cette connaissance est là à portée de la main. Cela fait vingt ans que le sociologue démonte les cercles vicieux qui entraînent le « phénomène bureaucratique ». Cela fait quinze ans que le juriste et le politologue mettent au clair le rôle de ces fonctionnaires très spéciaux, situés aux confins de l'administration et du pouvoir de tutelle : les technocrates. Cela fait dix ans que l'économiste explique comment la rationalité du bureaucrate provoque l'irrationalité de la bureaucratie. Et, depuis peu, une approche nouvelle, conduite en termes de pouvoir, délimite les zones critiques où se fictionnent les pouvoirs dominants (administratif, politique, syndical...).

Toutes ces analyses existent. Leurs angles d'attaque diffèrent et se complètent pour procurer une meilleure compréhension des tendances lourdes. Et s'il est vrai que leurs approches sont plus pesantes que celles revenues par le journaliste ou le politicien, c'est parce qu'elles respectent l'ascèse méthodologique que se sont données les sciences humaines. Car c'est à ce prix que la connaissance progresse ! Par quel miracle un phénomène complexe pourrait-il être rendu par des formules à l'emporte-pièce ?

Allié à la sensibilisation de l'opinion publique et au courage politique, la connaissance scientifique permettrait de mettre un peu d'ordre dans la maison. Encore faudrait-il que cette connaissance s'évade du ghetto universitaire dans lequel elle est tenue ! En ce domaine au moins, il serait utile que le scientifique partage l'audace éditoriale des journalistes et des politiciens. Mais pour un Michel Crozier dont le travail parvient à forcer leurrage, c'est par dizaines que l'on s'écrit les papiers habilement et répétitivement, les discours hâtifs et maccartistes.

- (1) François de Closets : *Toujours plus loin*, Grasset, 1982.
- (2) J.-P. Gaudard : *Les Danses de la République*, Belfond, 1984.
- (3) A. Wichham et S. Coignard : *La Nomenclature française*, Belfond, 1985.
- (4) L. Stoléru : *La France à deux vitesses*, Flammarion, 1982.

## Le système des dépouilles à la française

Les défauts de la formule américaine sans en avoir les avantages.

par RÉMY PRUD'HOMME (\*)

SYSTÈME des dépouilles : l'expression est américaine, ainsi que la pratique qu'elle désigne. Aux Etats-Unis, le président nouvellement élu nomme la plupart des cadres de l'administration. Ces nominations sont « politiques » à un double titre. Elles sont le fait des politiciens au pouvoir. Elles prennent ouvertement en compte les engagements politiques des candidats, et se font selon des critères de fidélité davantage que selon des critères de compétence. Depuis une dizaine d'années, le système français change de plus en plus vite et semble s'aligner sur le système américain. En réalité, il le dépasse, sur au moins cinq points.

Tout d'abord, le champ des nominations politiques est beaucoup plus étendu en France qu'aux Etats-Unis. Cela est la conséquence ou le corollaire direct d'une plus grande intervention de l'Etat dans notre pays. Aux Etats-Unis, la nomination politique de directeurs de théâtre, de PDG de sociétés, de présidents de chaînes de télévision ou d'administrateurs de la Bibliothèque nationale est évidemment inimaginable. Il y a plus. Les nominations dans l'administration, en France comme aux Etats-Unis, se limitent aux nominations visibles, les autres fonctionnaires étant protégés par leur statut. Mais dans les théâtres ou dans les entreprises publiques, les nominations politiques sont la partie émergée d'un iceberg : elle entraînent à leur tour d'autres nominations politiques, moins visibles, mais néanmoins aussi réelles.

#### Responsabilités ou sinécures ?

Deuxièmement, le pouvoir de nomination est davantage contrôlé aux Etats-Unis qu'en France. Là, les amis politiques présentés par le président doivent passer un véritable examen devant une commission du Sénat ; leurs compétences sont examinées, leur passé discuté. Ici, le gouvernement et le président décident en conscience, et souverainement.

Troisièmement, les nominations américaines interviennent toutes au début du mandat du président, alors que les nominations politiques françaises s'étalent sur toute la durée de la vie d'un gouvernement. Elles sont même particulièrement nombreuses lorsque cette vie est menacée, comme on peut le voir depuis quelques mois. Corrélativement, aux Etats-Unis, les responsables nommés par le pouvoir politique s'en vont avec lui ; en France, dans beaucoup de cas, ils restent. La pratique française prive la nomination politique de sa justification : faciliter la mise en œuvre d'une politique démocratiquement décidée. Loin d'être instrument de l'alternance, comme aux Etats-Unis, le système des dépouilles à la française est une façon d'empêcher l'alternance.

Quatrièmement, les dépouilles américaines correspondent toutes à des postes de responsabilité, alors que certaines dépouilles françaises sont des sinécures. Pas toutes, bien sûr, et les directeurs des grandes sociétés publiques ou des ministères français ne chôment certes pas (encore qu'on ait vu le numéro deux d'une très grande entreprise nationale trouver la tête d'une liste aux élections européennes ainsi que le contrôle d'un parti, ce qui laisse songeur). Mais certains postes dans les grands corps de contrôle, dans les inspections générales ou dans le corps diplomatique n'impliquent pas nécessairement une activité intense. C'est du moins ainsi que certains bénéficiaires voient leurs nominations : un

peut évaluer à 4 ou 5 millions de francs (si, si, calculez ce que représentent 300 000 francs par an pendant vingt ou trente ans, ou bien le capital nécessaire pour produire 300 000 francs chaque année), et qui ne coûte rien au pouvoir politique qui le fait.

Le système des dépouilles américain a souvent été critiqué, notamment par des Français, non sans raison. Il affaiblit l'administration. Ceux qui y rentrent savent qu'ils n'atteindront jamais le poste de directeur, quels que soient leurs mérites. Le moins que l'on puisse dire est que cela n'attire pas les meilleurs. D'autre part, la fidélité politique, même contrôlée par le Sénat, n'est pas une garantie d'efficacité. Du moins le système démontre-t-il aux politiciens élus un moyen de mettre en œuvre leur politique. Le système des dépouilles à la française a les défauts du système américain sans en avoir l'avantage. Il fait du mal à l'administration. Il fait du mal à la politique. L'augmentation des nominations politiques, d'autant plus qu'elle intervient au moment où les visions et les projets des grands partis se rapprochent, accrédite l'idée que le combat politique n'est rien d'autre que la lutte pour les places. Si certains ont à y gagner, la démocratie a tout à y perdre.

(\*) Professeur à l'université Paris-XII.

## POUR 20 FRANCS, OFFREZ-VOUS UN CABINET CONSEIL.

*Magazine conseil*

*Conseil en réussite*

*Conseil en gestion*

**TERTIEL**

Comment on devient...  
Gary Degrenne

*Conseil en équipement*

Aujourd'hui dirigeant d'entreprise, vous avez besoin d'un conseil. TERTIEL, c'est le conseil disponible du conseil. Disponible tous les jours, 24 h sur 24 et à vos côtés dans tous vos déplacements. Pour 20 francs 00 par mois, le magazine TERTIEL est des idées, des solutions, des profits pour l'entreprise.

En vente chez votre marchand de journaux.

**TERTIEL. LE MAGAZINE CONSEIL DES DIRIGEANTS.**

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 650572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-83  
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :  
André Fontaine,  
directeur de la publication

Anciens directeurs :  
Hubert Bonne-Méry (1944-1969)  
Jacques Faure (1969-1982)  
André Lemaire (1982-1985)

Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social :  
570 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde.

M. H. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Bonne-Méry, fondateur.

Administrateur général :  
Bernard Wozniak.

Rédacteur en chef :  
Daniel Verne.

Correspondant en chef :  
Claude Sales.

**Le Monde  
PUBLICITE**

5, rue de Montigny, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Tél. MONDIPUB 206 136 F

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 p. ; Canada, 1,75 \$ ; Côte d'Ivoire, 510 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 130 pes. ; États-Unis, 120 c. ; France, 120 c. ; Grèce, 170 L. ; Israël, 0,400 N. ; Luxembourg, 30 L. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 170 esc. ; Suède, 336 F CFA ; Suisse, 9 fr. ; Suisse, 1,90 L. ; USA, 1,25 \$ ; USA (West Coast), 1,50 \$ ; Venezuela, 110 bol.

**ABONNEMENTS**  
BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE  
354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)  
L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG,  
PAYS-BAS  
399 F 762 F 1 069 F 1 300 F

IL - SUISSE, TUNISIE  
504 F 972 F 1 404 F 1 900 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changement d'adresse définitif ou provisoire (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine ou deux avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'indiquer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395 - 2037



# étranger

## PROCHE-ORIENT

### Soudan

## Les élections générales contribueront à aggraver la division du pays

Les dirigeants soudanais ont tenu leurs engagements et, pour la première fois depuis dix-sept ans, près de six millions de Soudanais, sur une population totale de vingt millions, se rendront aux urnes pour désigner une Assemblée constituante de deux cents cinquante-quatre membres. Celle-ci aura pour tâche essentielle de remplacer le régime militaire provisoire qui a dirigé le pays depuis la chute du maréchal Nemeiry le 6 avril 1985.

Cependant, ces élections qui devaient en principe sceller l'unité du Soudan contribueront à aggraver sa division, puisque plus de la moitié des habitants du Sud-Soudan, siège de la rébellion armée que dirige le colonel John Garang, ne participeront pas à la consultation électorale, qui va durer du 1<sup>er</sup> au 16 avril. Selon les autorités, l'abstention massive de l'électorat sudiste, qui toucherait trente-sept des soixante-huit circonscriptions du Sud, est uniquement due au faible nombre d'inscrits dans ces régions. En vérité, cette situation reflète le nouveau rapport de forces qui s'est créé dans le Sud entre les troupes loyalistes qui ne contrôlent pratiquement que la province de l'Equatoria et les guérilleros de l'Armée populaire pour la libération du Soudan (APLS) du colonel Garang qui sont omniprésents dans

les provinces du Haut-Nil et de Bahr-el-Ghazal où ils viennent de remporter d'importants succès militaires.

Tous les efforts du gouvernement central de négocier un accord de compromis avec les autonomistes du Sud se sont heurtés à l'intransigeance de John Garang, alimentée en partie par le fait que son mouvement a réussi à paralyser les deux projets les plus prometteurs de pays : les champs pétrolifères de Bentiu qui devaient normalement être opérationnels à partir de 1986 et le canal de Jonglei appelé à fournir à l'agriculture six milliards de mètres cubes d'eau supplémentaires.

Le gouvernement de Khartoum n'a cependant pas facilité l'entente de réconciliation en s'abstenant d'annuler sans réserve la charia (loi islamique) imposée par le président Nemeiry, tout au moins dans les trois provinces méridionales dont les populations sont en majorité animistes ou chrétiennes. Il semble toutefois que les dirigeants soudanais viennent de faire un pas en direction du colonel Garang en portant, à la veille des élections, l'estocade à la charte d'intégration économique égypto-soudanaise, moribonde depuis un an, c'est-à-dire en décrétant la dissolution des institutions communes qui en étaient le support.

Cette concession, réclamée depuis plusieurs mois par le colonel Garang, vient trop tard pour satisfaire les guérilleros, d'autant plus qu'elle paraît ne pas concerner l'accord de défense commune égypto-soudanaise de 1976, qui prévoit une intervention militaire de l'un des deux pays aux côtés de l'autre.

Pour leur part, les partisans de John Garang verront surtout dans cette décision un cadeau fait au « nouvel allié libyen » dont le regain d'influence au Soudan s'est manifesté ces dernières semaines par l'envoi de deux Tupolev « prêts » à l'armée soudanaise, qui s'est d'ailleurs empressée de les utiliser à plusieurs reprises contre les positions rebelles au Sud-Soudan.

### La « connexion libyenne »

Malgré les mises en garde répétées de Washington, les dirigeants soudanais ne sont pas du tout disposés à mettre fin à leur alliance avec la Libye. Il se pourrait même que les résultats des élections renforcent la « connexion libyenne ». On s'attend, en effet, que le principal vainqueur de la consultation électorale soit le Parti de l'Oumma, dirigé par l'ancien premier ministre Sadiq el Mahdi, arrière-petit-fils et héritier politique du Mahdi, qui entretient de bons rapports avec la Libye et l'Arabie saoudite, mais garde ses distances avec l'Égypte. Le parti Oumma tire ses racines des Ansars, disciples de la doctrine traditionnelle religieuse du Mahdi, mais, sous l'autorité de Sadeq el Mahdi, cette formation s'est recentrée et préconise une version moderniste de la loi islamique, une économie mixte, une politique de son-

alignement et un système de gouvernement présidentiel.

Selon les sondages, le Parti d'union démocratique, dirigé par M. Cherif el Hindi, qui bénéficie du soutien de la secte musulmane des Khatmias et qui prône une politique d'unité arabe, a commencé avec l'Égypte, pourrait être la seconde formation de l'Assemblée.

Le grand inconnu de la consultation sera le score qu'obtiendra le Front islamique national du Dr Hassan el Tourabi, le dirigeant des Frères musulmans soudanais qui ne s'était dissocié qu'en 1982 du régime de Nemeiry. Cette formation est, en effet, la seule à suggérer que le prochain gouvernement s'inspire de la charia introduite en 1983 par l'ancien président Nemeiry et dont le Dr Tourabi avait été l'un des principaux inspirateurs. L'abolition franche de la loi islamique n'est, en fait, demandée clairement que par le Parti communiste soudanais, qui revendique, en outre, un rôle prédominant du secteur public dans le développement économique du pays.

J. G.

● **Manifestation d'étudiants palestiniens en Cisjordanie.** — L'armée israélienne est intervenue lundi 31 mars en lançant des gaz lacrymogènes afin de disperser quelque trois cents étudiants palestiniens qui manifestaient sur le campus de l'université de Bir-Zeit (Cisjordanie occupée). Les étudiants ont scandé des slogans nationalistes favorables à l'O.L.P., brandi des drapeaux palestiniens, incendié des pneus et lancé des pierres contre des véhicules israéliens. Le porte-parole de l'armée israélienne a minimisé l'importance de la manifestation. « Il n'y a eu ni heurts ni victimes », a-t-il dit. — (A.F.P.)

### Liban

## La France décide de retirer ses observateurs à Beyrouth

(Suite de la première page.)

Envisagé depuis plusieurs mois, le retrait des observateurs avait longtemps été reporté autant par crainte des réactions de la communauté chrétienne, toujours prompte à accuser Paris d'abandonner le Liban, que par souci de ne pas toucher à un fragile *status quo* sur le terrain. Les déclarations de certaines personnalités françaises proches de la nouvelle majorité qui, lors de leur séjour au Liban, en particulier dans les régions chrétiennes, avaient exhorté Paris à accroître son soutien à ce pays, avaient également incité l'ancien gouvernement à laisser à M. Chirac le soin d'officialiser la décision. On souligne à Matignon que l'Élysée a été tenu « très précisément au courant » de celle-ci. M. Boidevaix, émissaire spécial du gouvernement, qui s'était rendu à Beyrouth les 10 et 11 mars dans le cadre de l'affaire des otages, avait informé le président Gémayel des intentions françaises.

De quatre-vingts au départ, le nombre des observateurs, au fil des derniers mois, avait discrètement diminué pour atteindre quarante-cinq aujourd'hui. Les « casques blancs » avaient aussi dû évacuer les postes particulièrement exposés où ils devenaient des cibles trop tentantes et trop faciles pour toutes les milices. Cette décision ne contrariera sans doute pas Damas, qui n'a jamais vu d'un bon œil la présence française dans une région qu'elle estime être de son unique ressort.

Les observateurs français étaient arrivés à Beyrouth en mars 1984, au lendemain du retrait du contingent français de la force multinationale, atténuant par là même l'impact négatif d'un départ opéré, après celui des États-Unis, de l'Italie et de la Grande-Bretagne, sous la pression syrienne. Paris répondait ainsi à un souhait du président Gémayel qui, au lendemain de la conférence de Lausanne, avait sollicité la présence d'observateurs français pour contrôler le cessez-le-

feu décidé lors de ce sommet. Tous les dirigeants libanais avaient alors donné leur accord à cette présence.

Leur rôle consistait à consigner quotidiennement les violations du cessez-le-feu, et à en faire rapport au comité de sécurité. La situation, il est vrai, a bien changé depuis le lendemain de la conférence de Lausanne, qui avait tenté de dégager les bases d'un règlement de la question libanaise. Depuis de longs mois, le rôle des observateurs apparaissait de plus en plus vain, d'autant plus que le comité de sécurité quadripartite ne se réunissait plus qu'épisodiquement, et que les voies de passage que contrôlaient les observateurs sont quasi fermées.

Légitime, cette décision marque toutefois un nouveau recul de la France au Liban, même si on laisse entendre qu'elle ne laisse pas présager, pour le moment, d'un retrait des coopérateurs encore en poste à Beyrouth-Ouest. Paris maintient toujours près de 1 400 soldats au sud du Liban dans le cadre de l'ONU.

F. Ch.

### LE COMMUNIQUÉ DU QUAI D'ORSAY

Voici le texte du communiqué diffusé par le Quai d'Orsay ce mardi 1<sup>er</sup> avril en fin de matinée : « En accord avec les autorités libanaises, il est mis fin à la mission du contingent d'observateurs français mis en place en mars 1984, à la suite de la conférence de Lausanne, pour observer l'application du cessez-le-feu. Ces observateurs ont accompli pendant deux ans, au prix des plus grands sacrifices, une action efficace et appréciée de toutes les parties. « L'évolution de la situation sur place ne leur permet plus de remplir leur mission comme il convient : c'est pourquoi il a été décidé d'y mettre un terme. La mise en œuvre de cette mesure fait l'objet d'une concertation avec le Comité quadripartite. »

## AFRIQUE

### LA COOPÉRATION SELON LE RPR

## Les francophones d'abord

Reconstruire et rétablir la confiance : tels sont, semble-t-il, les objectifs essentiels du RPR agissant de la politique de coopération de la France. Le mouvement de M. Chirac a rassemblé ses propositions dans une brochure dont le titre — *Une politique nouvelle de coopération* — et le contenu confirment l'idée, largement répandue, selon laquelle l'action des socialistes dans ce domaine, loin de marquer une « dérive », s'est rapidement conformée à celle des gouvernements successifs de la V<sup>e</sup> République.

Ce projet, qui a été établi sous la direction de M.M. Kosciuszko-Morizet, secrétaire national du RPR chargé des affaires internationales et Michel Guillou, délégué national au développement, reprend pour l'essentiel les idées que M. Guillou, devenu chargé de mission au cabinet de M. Michel Aurillac, nouveau ministre de la coopération, développe dans un livre récemment paru (1).

Le constat n'est pas tendre pour la gauche, coupable de tiédeur, d'achoppement, d'approche idéologique et le concept même de nouvel ordre économique mondial (défendu par M. Mitterrand) « sous battus en brèche », peut-on lire dans cette brochure. Le résultat est que « les dirigeants africains ont mal supporté les interventions politiques des socialistes dans leurs affaires intérieures, particulièrement indiscrètes et fréquentes dans la première partie du septennat, le néo-paternalisme socialiste prétendant connaître mieux que les Africains eux-mêmes ce qui leur convenait ».

Cette affirmation, qui ne manquera pas de faire sourire ceux qui ont encore en mémoire les critiques faites justement par des « dirigeants africains » dans le passé, concernant un certain interventionnisme de la politique africaine menée par les gouvernements de droite, est suivie par quelques autres. Sur le passé, les auteurs n'ont « aucun complexe de culpabilité », parce que la colonisation « n'a été que rarement colonisatrice ».

Si le Nord doit aider le Sud, c'est d'abord pour un « impératif de solidarité », imposé par « notre héritage chrétien et humaniste », ensuite « pour des raisons d'intérêt mutuel », les pays africains étant « nos clients ». Les auteurs insistent sur ce point : « Ce mythe de la coopération-pénitence, de la coopération-repentir est une invention de la propagande des marxistes, gâtée par des tiers-mondistes complexes. »

Le problème est de savoir quel type d'« association » durable le pays du Nord peuvent offrir à ceux du Sud. Et ceux-ci, tout en étant aidés par les premiers, doivent « d'abord compter sur eux-mêmes ». Pour le RPR, il ne s'agit ni

de « plaquer artificiellement notre civilisation sur leurs sociétés », ni de maintenir des « structures sociales archaïques qui paralysent tout progrès ». « Il n'est rien de plus néfaste et réactionnaire, est-il indiqué, que l'idéologie socialiste qui magnifie les systèmes primitifs de propriété collective et envoie toute perspective d'évolution économique et sociale. Le préjudice respect des coutumes est souvent un alibi pour l'immobilisme et la perpétuation des inégalités. »

### Les grandes orientations

Le RPR propose notamment de créer des « sociétés d'investissement industriel » dans les pays en voie de développement, ainsi qu'un « fonds de développement économique solidaire », ces deux structures devant faciliter l'investissement local. Dans ce domaine, les auteurs reconnaissent l'« utile contribution » du Fonds spécial pour l'Afrique, créé par la gauche. S'agissant des immigrés, il est prévu que la procédure de naturalisation « ne doit en aucun cas être automatique » et doit comporter une « période probatoire ». De plus, dès le début de son travail en France, l'immigré devrait cotiser à un « compte d'épargne retour ».

S'agissant des grandes orientations, le RPR insiste surtout sur la priorité qui doit être accordée à la coopération bilatérale, éloignée « de prétentions mondialistes au-dessus de nos moyens ». Dans ce domaine, les pays francophones sont des partenaires privilégiés, ce qui, pour la France, « n'est pas compatible étant donné les moyens limités dont elle dispose, avec une dispersion mondiale de nos efforts de coopération ». Avec les « francophones », des « traités d'association pour le codéveloppement » doivent être conclus. Mais, reconnaissent les auteurs, « la conjoncture n'autorise pas à envisager dans l'immédiat d'importantes augmentations budgétaires ».

Le RPR entend, d'autre part, redonner à un « ministère de la coopération et des relations culturelles, scientifiques et techniques » ses « vraies dimensions » et « rendre aux coopérateurs et aux agents de l'administration centrale, désabusés et découragés par la pagaille et la politisation, leur foi et leur dynamisme ».

Reste à savoir si ces orientations très « volontaristes » seront appliquées par la nouvelle majorité. M. Michel Aurillac, qui donnera une conférence de presse jeudi 3 avril, apportera sans doute un début de réponse sur ce point.

L. Z.

(1) *Une politique africaine pour la France*, par Michel Guillou. Éditions Albatros, collection « Club 89 », 60 F.

Batavia - Bangkok - Bombay - Bratslav - Bruc - Dhahran - Djakarta - Doha - Frankfurt - Fukuoka - Hong Kong - Kuala Lumpur - Londres - Manille - Melbourne - Nagoya - Osaka - Paris - Pékin - Peking - Perth - Rome - San Francisco - Seoul - Singapour - Sydney - Taipei - Tokyo - Vancouver

## L'Extrême Orient Express.

Paris-Hong Kong. Vol express, confort extrême.



Volez de Paris à Hong Kong en temps express. Depuis le 2 avril, la Cathay Pacific assure une nouvelle liaison directe avec une seule escale à Rome. Départs : mercredi et dimanche à 11 heures à partir d'Orly Sud. Sur la Cathay Pacific, confort extrême, courtoisie et cuisine raffinée sont toujours au rendez-vous ; pour que vous arriviez au votre en pleine forme. Cathay Pacific Airways : 42.27.00.05

Arrive in better shape

**CATHAY PACIFIC**  
The Swire Group Ltd.

سكوتون الاصل



## A TRAVERS LE MONDE

### CANADA

#### Le sénateur Hébert met un terme à sa grève de la faim

Ottawa. — Le sénateur libéral, Jacques Hébert, soixante-deux ans, a annoncé, lundi 31 mars, la fin de la grève de la faim qu'il avait entreprise le 9 mars dernier dans les locaux du Sénat canadien pour obtenir du gouvernement fédéral le maintien d'un programme de travail communautaire pour les jeunes (le *Monde* du 23 mars). M. Hébert a pris cette décision à la suite de la formation pendant le week-end d'une commission spéciale par un groupe de personnalités, dont le sénateur libéral, Jean Chrétien. Cette commission tentait de trouver les moyens nécessaires à la poursuite du programme dit *Katimavik*, lancé il y a une dizaine d'années par M. Hébert et permettant une rémunération minimale de jeunes travailleurs en contrepartie de tâches communautaires. Le gouvernement conservateur avait mis fin l'an dernier à ce programme. — (AFP.)

### CHINE

#### Pékin et les PC est-européens

Pékin. — La Chine cherche à rétablir des liens avec tous les partis communistes d'Europe de l'Est, mais n'envoiera pas de la faire avec Moscou tant que les « trois obstacles » seront maintenus, a déclaré un porte-parole du Parti communiste chinois lundi 31 mars à Pékin. Ces trois obstacles sont : soutien de l'URSS à la présence vietnamienne au Cambodge, occupation de l'Afghanistan par les Soviétiques et maintien de forces soviétiques à la frontière nord de la Chine. C'est la première fois, relèvent les observateurs, que le PC chinois indique officiellement qu'il poursuit une stratégie à deux niveaux concernant ses relations avec le PC soviétique, d'une part, et, d'autre part, avec les autres PC d'Europe de l'Est. M. Wu Xingtang, porte-parole du PCC, a déclaré : « Pour ce qui est de l'Europe de l'Est, la Chine est prête à rétablir ses relations avec tous les partis », mais que la faire avec l'Union soviétique est « actuellement hors de question ». — (AFP.)

### MOZAMBIQUE

#### Quarante-quatre morts dans l'accident survenu à un avion militaire

Maputo. — Quarante-quatre personnes ont été tuées, dimanche 30 mars, lors de l'accident d'un Antonov-26 des forces armées mozambicaines, qui s'est écrasé peu après le décollage près de la ville de Pemba, capitale de la province de Cabo Delgado, dans le nord-est du pays. M<sup>me</sup> Maria Chipande, épouse du ministre mozambicain de la défense, M. Alberto Chipande, qui était, comme son mari, fondatrice du Front de libération du Mozambique (devenu le FRELIMO, parti unique), figure parmi les victimes, ainsi que plusieurs responsables du FRELIMO. L'accident a fait également cinq blessés, tous dans un état grave. Le commandant des forces aériennes du Mozambique, le général Hama Thai, s'est rendu sur place pour diriger une enquête sur les causes de cet accident. Le mardi 1<sup>er</sup> avril a été déclaré journée de deuil national. — (AFP, Reuters, UPI.)

### UGANDA

#### Le président Museveni annonce la fin de la « guerre de libération »

Kampala. — Le président ougandais, M. Yoweri Museveni, a annoncé, dimanche 30 mars, que l'Armée nationale de libération (NRA) contrôlait désormais tout le pays et que la « guerre de libération » était terminée. Les combattants de la NRA, dont les actions de guérilla remontent à 1981, progressant du sud vers le nord, ont peu à peu pris le contrôle de toutes les villes du pays, repoussant les troupes de l'ancien régime militaire du général Tito Okello. La dernière ville importante, Arua, ville natale de l'ancien président Idi Amin Dada et capitale de la province du Nil-Occidental (nord-ouest de l'Ouganda), a été conquise la semaine dernière, a indiqué le radio de Kampala. Des combats auraient encore lieu dans deux petites agglomérations situées au nord d'Arua, Koboko et Yumbe. Le ministre ougandais des affaires étrangères, M. Ibrahim Mukibi, a, d'autre part, lancé un appel à la communauté internationale pour que celle-ci vienne en aide à son pays ravagé, a-t-il indiqué, par vingt années de destructions et de génocide. — (AFP, Reuters, UPI, AP.)

### URUGUAY

#### Démission du gouvernement

Montevideo. — Le gouvernement uruguayen s'est ramené, lundi 31 mars, sa démission au président Julio Sanguinetti. Dans un communiqué, les dix ministres démissionnaires indiquent qu'ils entendent donner ainsi « toute latitude [au président] pour une éventuelle refonte » du gouvernement avant la signature d'un accord avec les partis d'opposition. M. Sanguinetti, un centriste, a pris ses fonctions en mars 1985 après douze ans de régime militaire. Il négocie depuis des mois un accord avec l'opposition, l'action de son gouvernement étant entravée par l'absence d'une majorité parlementaire. Les effets de cette paralysie du pouvoir se sont fait particulièrement sentir dans le domaine économique. — (AFP, Reuters.)

### NOUVELLE-ZÉLANDE

#### M. Lange serait prêt à venir à Paris

M. David Lange, premier ministre de Nouvelle-Zélande, se déclare prêt à venir à Paris « n'importe quand » pour y discuter avec les dirigeants français des relations entre son pays et la France. Dans une interview accordée à *Libération* du 1<sup>er</sup> avril, M. Lange fait une nouvelle fois état de sa « bonne volonté » à l'égard de la France et rappelle ce qu'il avait déjà souligné précédemment, notamment dans un entretien accordé au *Monde* (en date du 28 février). D'abord que les négociations avec Paris sur la question des réparations dans l'affaire du *Rainbow Warrior* sont au point mort ; ensuite qu'il n'est pas question d'un « marchandage » en vue de la libération des deux agents français incarcérés en Nouvelle-Zélande, le capitaine Dominique Prieur et le commandant Alain Mafart. Lors de l'entretien qu'il nous avait accordé, M. Lange avait notamment regretté qu'à la fin de l'été dernier M. Mitterrand n'ait pas donné suite à une proposition de rencontre entre le chef de gouvernement néo-zélandais et lui-même et dont le lieu et la date avaient été laissés à la convenance du président français. Dans l'entourage de M. Lange on avait à plusieurs reprises déploré l'« attitude de repli » de Paris et la difficulté de renouer le dialogue au niveau politique.

## ASIE

### Inde

#### Grève de protestation à New-Delhi contre les « tueries du Pendjab »

De notre correspondant

New-Delhi. — « Si on laisse les hindous s'approcher du temple sikh, ce sera le massacre ! » Sombre prophétie, énoncée par un officier de police de Delhi, qui illustre bien le climat général d'appréhension prévalant, ce mardi matin 1<sup>er</sup> avril, à l'aube de la grève déclenchée dans la capitale par un grand parti de droite hindouiste (le BJP) et soutenue par toute l'opposition, communistes exceptés. Grève de protestation contre les « tueries du Pendjab » (quarante morts la semaine dernière), grève dangereuse, puisqu'il est toujours possible qu'une journée d'action contre le terrorisme sikh dégénère en pogrom.

Lundi, à Delhi, des militants du BJP avaient manifesté pour réclamer l'arrêt du « massacre des innocents » au Pendjab. Plus de mille d'entre eux avaient été brièvement détenus pour s'être approchés, menaçants, d'un temple sikh du vieux quartier. Pour la journée de mardi, le gouvernement de M. Rajiv Gandhi n'a pas voulu prendre de risques inutiles : la police a annoncé que les manifestations, discours publics, slogans et réunions de plus de quatre personnes sur la voie publique étaient interdits pour au moins vingt-quatre heures.

Minoritaire à Delhi, comme partout en Inde hors du Pendjab, la communauté des « disciples » (sikh en sanscrit) se souvient avec horreur de la véritable Saint-Barthélemy déclenchée contre elle après l'assassinat d'Indira Gandhi. Trois mille sikhs furent assassinés, durant soixante-douze heures de folie organisée et méthodique. Ce bain de sang, les sikhs, dans leur immense majorité, font tout pour en éviter la répétition. Toutes leurs organisations politico-religieuses, en dehors des trois mouvements extrémistes (1), ont multiplié les « fermes condamnations » du terrorisme sikh et les appels anglosaxés à l'« harmonie intercommunautaire ». Le message adressé à la majorité hindoue est clair : « Nous ne sommes pas responsables des activités criminelles d'une infime minorité, ne vous en prenez pas à nous. »

L'Akali Dal, le parti modéré des sikhs au pouvoir dans le Pendjab, a appelé les commerçants sikhs de la capitale à garder, mardi, leurs rideaux tirés. La veille, M. Surjit Singh Barnala, le ministre en chef du Pendjab, avait rappelé que six des huit personnes abattues le 29 mars à Nakodar par des terroristes enturbannés, étaient elles-mêmes de confession sikh.

L'offensive meurtrière des séparatistes — encore trois morts lundi au

Pendjab — semble avoir été déclenchée par ce qu'ils appellent le « lâche assassinat » de neuf de leurs militants, abattus le 26 mars par les forces de sécurité à Anandpur, Sahib, autre ville « sainte » avec Amritsar. Ce jour-là, plusieurs centaines d'activistes s'étaient jetés sabre au clair sur le podium où discourait le chef des modérés, M. Barnala avait failli y laisser sa vie. Le lendemain, neuf hindous étaient tués dans un parc de Ludhiana au pistolet-mitrailleur. La cible avait été choisie pour provoquer la colère hindoue : les victimes participaient à un exercice d'entraînement physique organisé par le RSS, une organisation musclée de l'extrême droite hindouiste.

#### Les inquiétudes de M. Gandhi

Revendiqué à la fois par le Dashmesh Regiment, mouvement armé clandestin du séparatisme, et par un tout nouveau Commando du Khalistan — du nom de l'Etat sikh indépendant rêvé par les activistes, — l'attentat s'inscrivait dans une stratégie typique. Il s'agit à la fois d'effrayer les hindous du Pendjab pour qu'ils quittent la région (2) et de provoquer la fureur des autres pour qu'ils terrorisent à leur tour les minorités sikhs de Delhi, Bombay ou Calcutta, les forçant ainsi à rentrer au Pendjab. Ainsi, peu à peu débarrassé de sa minorité hindoue et repeuplé par ses enfants prodiges, le Pendjab « khalistanais » serait-il formé de facto.

Trois des terroristes qui avaient participé au mitraillage de Nakodar ont été arrêtés. Une vaste chasse à l'homme a été ouverte au Pendjab pour retrouver leurs cinq complices. Neuf villes de la région demeurent soumises à un couvre-feu total ou partiel, toutes les localités sont quadrillées par les forces paramilitaires. La surveillance à la frontière avec le Pakistan a également été renforcée.

M. Barnala a directement accusé ses voisins musulmans de soutenir la rébellion sikh, et M. Gandhi a écrit au président Zia Ul Haq pour lui rappeler sa promesse de ne fournir aux terroristes sikhs ni refuge, ni armes, ni entraînement. Le Pakistan proteste toujours énergiquement de son innocence.

Vingt mille hommes de troupe paramilitaires sont en faction aux

côtés de la police pendjabie, et le gouvernement local vient d'en réclamer cinq mille de plus. A l'instar des extrémistes qui se sont attachés les services d'anciens soldats sikhs, M. Barnala a annoncé que son gouvernement pourrait recourir aux retraités sikhs de l'armée indienne pour « lutter contre la menace terroriste inspirée de l'étranger ». « Le temps pour tous les habitants du Pendjab de se joindre à la lutte est venu », a-t-il ajouté.

A New-Delhi, M. Rajiv Gandhi juge la situation « très sérieuse ». Il a présidé lundi une réunion avec les chefs de l'opposition parlementaire. Il a été décidé de présenter un front commun au terrorisme et d'apporter « le soutien maximum à M. Barnala ». La majorité et l'opposition se sont mises d'accord, selon M. Arun Nehru, vice-ministre de l'intérieur, sur « une stratégie commune » aux termes de laquelle « rien ne sera fait ou dit qui puisse affaiblir la position de M. Barnala ».

Le gouvernement a, d'autre part, assuré l'opposition qu'il était prêt à dépêcher au Pendjab « autant de troupes paramilitaires qu'il faudra ». L'interdiction faite depuis deux ans aux étrangers de visiter l'Etat des sikhs a été prorogée jusqu'au 2 juillet prochain.

PATRICE CLAUDE.

## AMÉRIQUES

### CORRESPONDANCE

#### La situation au Nicaragua

Nous avons reçu une lettre de François Biot, de la communauté dominicaine de La Tourette, dont nous publions les extraits suivants :

An cours d'un récent séjour dans ce pays, j'ai vécu avec des paysans dans les régions de Chinandega et de Somotillo, et j'ai pris part à une rencontre régionale des Délégués de la parole de Dieu, souvent également animateurs de coopératives paysannes. J'ai rencontré des responsables des partis politiques, ainsi que les cadres de la réforme agraire, le président de la commission des droits de l'homme et les rédacteurs du projet de Constitution (souvent des pères jésuites !). Constitution qui, vous le savez, s'inspire des trois principes fondamentaux : pluralisme politique, économie mixte, non-alignement. Enfin, j'ai rencontré des professeurs d'université, ainsi que des théologiens, des philosophes et des sociologues du centre Antonio Valdivieso ou à l'institut historique Centre-Amérique.

De tous ces contacts, débats, discussions, il résulte une vue du Nicaragua quand même fort différente de celle que résume l'article intitulé « L'heure des durs » dans le *Monde* daté 29-30 décembre 1985.

J'ai circulé en toute liberté dans le pays, avec mon seul visa ordinaire. Et j'ai rencontré, au cours de ces voyages, de nombreux Nicaraguayens circulant en toute liberté, eux aussi. Les seuls contrôles dont j'ai été non pas l'objet (il n'y en a pas en), mais le témoin, concernaient les véhicules dans lesquels je me trouvais, ainsi que la vérification de l'absence d'armes dans les bagages des passagers. Cette absence de contrôle policier envers les personnes se vérifie même à quelques kilomètres de la frontière du Honduras.

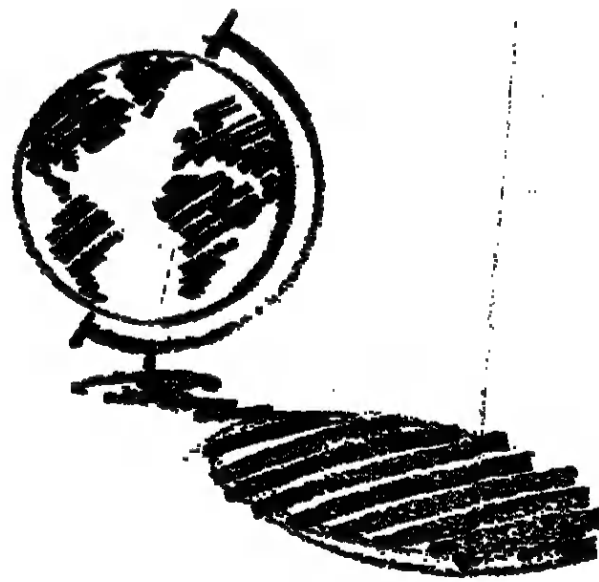
Pendant les fêtes de la Purissima, du 29 novembre au 8 décembre, des centaines de réunions se sont tenues, sans restriction apparente.

Les journaux ont continué de paraître, même la *Prensa*, qui exprime chaque jour des positions ouvertement anti-sandinistes (et ce malgré une censure préventive qui ne me paraît pas être d'une efficacité extrême). Les écoles privées continuent tranquillement leur travail, soutenues par les finances publiques (il est vrai que ce dernier point est critiqué par le cardinal

Ochoa comme une atteinte à la liberté !).

Croyez-vous vraiment qu'un pays de trois millions d'habitants (en majorité des paysans), sans industrie ni technologie avancée, puisse être une menace réelle pour les deux cent trente-huit millions d'habitants des Etats-Unis ? Au point qu'il faille contribuer, par n'importe quel moyen, à son écrasement idéologique, même au prix de l'objectivité ? Ne faudrait-il pas plutôt faire en sorte que la France, ou même l'Europe, parvienne à faire entendre un peu plus, même au grand allié nord-américain, la voix de la raison, dans une telle question ?

- A** l'Afrique du Sud  
 • Algérie • Argentine  
 • Belgique • Brésil  
 • Canada • Chili  
 • Colombie • Corée du Sud  
 • Cuba • Espagne  
 • États-Unis • France  
 • Grèce • Guatemala  
 • Haïti • Hongrie  
 • Inde • Indonésie  
 • Iran • Israël  
 • Italie • Japon  
 • Jordanie • Kenya  
 • Liban • Libéria  
 • Libye • Luxembourg  
 • Malaisie • Malawi  
 • Mexique • Maroc  
 • Maurice (Ré) • Mexique  
 • Mozambique  
 • Nicaragua  
 • Niger • Nigeria  
 • Norvège • Nouvelle-Zélande  
 • Oman • Pakistan  
 • Panama • Paraguay  
 • Pays-Bas • Pérou  
 • Philippines  
 • Pologne • Portugal  
 • Qatar • Roumanie  
 • Royaume-Uni  
 • Sénégal • Singapour  
 • Suède • Suisse • Syrie  
 • Tchécoslovaquie • Tunisie  
 • Turquie • Uruguay  
 • Venezuela • Yémen  
 • Zaire



#### LE CENTRE DU MONDE EST AU 30 RUE LA PÉROUSE.

C'est l'adresse de l'ACIFE. C'est là que vous attendent plus de 100 monographies, traitant chacune en détail d'un pays étranger. Du prix des loyers à Calcutta aux écoles françaises en Argentine, en passant par la protection sociale au Zaïre ou la fiscalité au Japon, vous saurez tout avant de partir. Venez sur place, consultez les monographies de votre choix, ou commandez-les, en joignant un chèque de 60 F par monographie, établi à l'ordre du Comité d'Entraide aux Français rapatriés. Pour toute question relative à l'expatriation, appelez l'ACIFE.

Accueil et information des Français à l'étranger  
 30, rue La Pérouse - 75001 Paris  
 Tél. (1) 45.42.12.13 - Poste 20 et 21  
**MONOGRAPHIES ACIFE, ALLEZ EN PAIX.**

**Cet été**  
 28 hôtels,  
 5 agences immobilières,  
 piscine, tennis,  
 randonnées, escalade  
**la Clusaz**  
 MAISON DU TOURISME 50.02.60.92

مكتبة العالم



Philippines

# Les musulmans dans l'attente d'un « geste » de M<sup>me</sup> Aquino

De notre envoyé spécial

Zamboanga. — Perché sur une hauteur des environs de Zamboanga, l'imposant bâtiment blanc du conseil exécutif régional, avec ses coupoles de style moderne islamique, son aspect grandiose et ses bureaux quasiment vides, est le symbole de l'autonomie inachevée concédée par le régime Marcos à la minorité musulmane de Mindanao.

L'accord de Tripoli (1976) entre le gouvernement philippin et le chef du Front national de libération Moro (MNLF), Nur Misuari, conclu sous l'égide de la Conférence islamique, prévoyait l'autonomie pour les treize provinces de Mindanao. Deux seulement, les régions 9 (Zamboanga) et 12 (Cotabato), l'ont obtenue.

De surcroît, cette autonomie est limitée : par rapport aux dispositions de l'accord, elle apparaît à certains musulmans comme une superie. Nur Misuari n'a d'ailleurs pas poursuivi avec le gouvernement Marcos les négociations qui auraient dû prolonger l'accord, estimant que celui-ci n'avait pas été convenablement appliqué. A la fin des années 70, la lutte armée du MNLF avait repris. Sans doute avait-elle moins d'ampleur qu'au cours des années 70 (l'insurrection musulmane) aurait fait alors près de cent cinquante mille morts dans la population civile et trente mille dans les rangs des combattants, mais les combats n'en étaient pas moins quotidiens et meurtriers.

Depuis le début de la campagne électorale en décembre 1985, ils avaient pratiquement cessé, à Zamboanga, qui fut comme l'archipel de Salu le lieu d'affrontements violents au milieu des années 70, est calme.

« Les meurtres, en recrudescence, sont des règlements de comptes non politiques : certains profitent de la chute de Marcos », nous dit l'archevêque, Mgr Croes.

Comme dans le reste des Philippines, Zamboanga vit une période transitoire : aucune autorité, ni les élus ni les responsables de la police, ne sait si elle est encore en place et personne ne prend d'initiative, chacun faisant des aller-retour à Manille pour consulter son sort.

La question musulmane, qui paraît, pour l'instant, en sommeil, peut redevenir un facteur d'instabilité pour le gouvernement de M<sup>me</sup> Aquino si celle-ci ne tient pas ses promesses électorales. « Nous devons reconnaître que nous avons échoué dans notre effort pour trouver une solution au problème de Mindanao », dit Nur Misuari, président de l'assemblée régionale. « Mais, pour l'instant, le nouveau gouvernement n'a fait aucune proposition. On attend », ajoute-t-il.

## Les communistes d'abord

A Manille, M. Abul Kheyr Alonto, représentant du Parti fédéral musulman (une des couvertures légales du MNLF), ne mâche pas ses mots : « Si le gouvernement ne parvient pas à stabiliser la situation, ce que l'on appelle ici la « révolution », pourrait conduire à une véritable révolution : les atterrissements peuvent, en effet, nous conduire à dissoudre le parti et à déléguer tous les pouvoirs au MNLF, c'est-à-dire à la lutte armée. »

Le gouvernement de M<sup>me</sup> Aquino procède par priorités. Sur le front insurrectionnel, son principal problème est la rébellion communiste.

La question musulmane passe au second plan des préoccupations. M<sup>me</sup> Aquino n'en a pas moins pris des engagements lorsqu'elle exprima sa sympathie à « nos frères musulmans qui furent les premiers à combattre la tyrannie de Marcos, payant un lourd tribut en vies humaines. (...) Il faut satisfaire

## Le nouveau gouvernement accordera-t-il davantage d'autonomie à la minorité musulmane de Mindanao ?

leurs aspirations à l'autonomie dans le respect de l'intégrité territoriale, des droits et libertés de tous les citoyens et de la sécurité nationale ».

Lorsque son mari, Ninoy Aquino, rencontra Nur Misuari en 1983 au Proche-Orient, il s'était déjà déclaré favorable à une application pleine et entière des accords de Tripoli. Au cours d'une autre rencontre en octobre 1985, le beau-frère de la présidente, Agapito Aquino, avait confirmé au chef du MNLF qu'elle entendait respecter les engagements du dirigeant assassiné envers les musulmans. Ceux-ci soutinrent en majorité sa candidature.

Le 22 mars, M<sup>me</sup> Aquino a créé une commission chargée de reprendre le dialogue avec le MNLF. L'un de ses membres, M. Data Michael Mastura, a cependant précisé : « Nous ne sommes pas encore au stade de la négociation. » Pour l'ancien gouverneur de la région de Maguindanao, lui aussi membre de la commission, « la clé de la paix à Mindanao passe par la mise en œuvre intégrale des accords de Tripoli ». Le sultan de Salu, Jamal ul Kiram III, qui se réclame de Nur Misuari, estime pour sa part que,

« si le gouvernement reste trop longtemps dans l'expectative, la situation peut lui échapper ».

La tâche du gouvernement Aquino est d'autant plus délicate que le mouvement musulman est divisé en trois courants : le Front islamique de libération de Mindanao, que dirige Hashim Salamat,

L'organisation de libération Bangsa Moro et la tendance la plus militante du MNLF qui se réclame de Nur Misuari.

Ce clivage politique recouvre, en fait, des rivalités tribales. Alors que Nur Misuari est soutenu par la tribu des Tausug, originaires de l'archipel de Salu, et traditionnellement guerrière, Hashim Salamat a derrière lui les Maguindanaos de la région de Cotabato. Le Bangsa Moro de Dimas Pundato et Macapanton Abbas recrute parmi les Maranaos de la région de Lanao-del-Sur. L'un des grands desseins de Nur Misuari avait été d'essayer de faire sortir la communauté musulmane de telles rivalités et de donner au MNLF une base populaire de type moderne. La situation présente, caractérisée par la résurgence des luttes internes, témoigne de la faillite de cette entreprise. Aux clivages traditionnels se sont ajoutées les divisions que M. Marcos a su habilement créer par une politique d'autonomie assortie des habitudes pratiques de corruption. Une bonne partie des musulmans qui se sont prêtés au jeu du régime se trouvent aujourd'hui dans une position inconfortable.

Le grand problème auquel se heurtent les musulmans philippins est celui de leur unité face au nouveau pouvoir. Chaque dirigeant, soucieux d'apparaître comme l'interlocuteur du gouvernement, minimise l'autorité des autres. Ainsi, le sultan Abbas, du Bangsa Moro, qui a passé dix ans en exil en Malaisie, a-t-il refait surface à Manille peu après la chute de Marcos (avec lequel il avait plus ou moins flirté). Il nous a déclaré que Nur Misuari a perdu le contrôle du MNLF et que vingt des trente-cinq membres de son comité central ont rejoint son courant.

## Rivalités personnelles

Ce sont bien plus des rivalités personnelles que des divergences politiques qui divisent le mouvement musulman. Tant les modérés d'Abbas que les radicaux d'Hashim Salamat, qui l'année dernière appelaient à la « guerre sainte » avec des accents fondamentalistes, au demeurant sans grand écho dans une communauté où le fanatisme religieux ne semble pas prévaloir, sont pour l'application intégrale des accords de Tripoli. C'est également la ligne suivie par Nur Misuari. Ce dernier apparaît sur le terrain comme le véritable leader du mouvement, bénéficiant en outre du soutien de la conférence islamique.

L'application des accords de Tripoli suppose de nouvelles négociations, afin de résoudre les questions restées en suspens : création d'une force militaire régionale intégrée à l'armée régulière, autonomie financière du gouvernement autonome et sa participation aux profits tirés de l'extraction des matières premières.

A Rio-Hondo, misérable village sur pilotis d'une communauté musulmane de Zamboanga, on n'est pas dans les subtilités des rivalités politiques. Vivant, on plus exactement survivant, de la pêche, les habitants, dont la plupart avaient fui les zones de combats dans les années 70, ne paraissent pas avoir constaté de grands changements dans leur vie quotidienne depuis la mise en place du gouvernement autonome et ils n'attendent guère d'amélioration dans le futur proche.

Le fatalisme des masses musulmanes pauvres tranche sur l'inquiétude des chrétiens qui craignent de devenir des « citoyens de deuxième classe » si les accords sont appliqués à la lettre. Ils ont immigré massive-

ment dans les années 50 et constituent aujourd'hui la majorité de la population de Mindanao. Les musulmans ne dominent que dans l'archipel de Salu et dans la région de Lanao-del-Sur. Dans la péninsule de Zamboanga, chrétiens et musulmans sont en nombre égal, mais les premiers ne sont représentés au conseil régional exécutif que par un membre sur cinq. « Tant donné la faiblesse des pouvoirs du gouvernement régional, les chrétiens ne s'étaient jusqu'à présent guère inquiétés. La seule chose qu'ils faisaient le gouvernement régional fut d'instituer les jours fériés musulmans, dont nous profitons aussi », dit l'archevêque.

La grande question que se posent les chrétiens de Mindanao est de savoir si le gouvernement Aquino accordera aux musulmans une plus grande autonomie que celle que leur avait concédée M. Marcos. « Nous devrions être protégés par les jésuites qui conseillent Cory », dit en souriant un prêtre.

PHILIPPE PONS.

# OCÉANIE

## Australie

## Le débat nucléaire divise l'opinion

De notre correspondante

Sydney. — Plus de trois cents personnes ont manifesté récemment à travers l'Australie en faveur de la paix et du désarmement nucléaire.

Aux cris de « Non aux mines d'uranium ! », « Non aux bases américaines en Australie ! » et, en français : « Foutez-nous la paix sans terrorisme nucléaire ! », des Australiens de tous les âges ont exprimé leur peur à l'idée que leur pays puisse devenir une « cible prioritaire » en cas de guerre nucléaire, comme vient de l'envisager leur ministre des affaires étrangères, M. Hayden.

Allié des Etats-Unis au sein du pacte de l'ANZUS, l'Australie abrite sur son sol une douzaine d'installations militaires américaines. Trois bases sont d'une grande importance stratégique.

La base de North-West-Cape, en Australie occidentale, est un lien de communication vital entre les Etats-Unis et leur flotte de sous-marins nucléaires dans l'océan Indien et dans le Pacifique.

Au centre de l'Australie, la base de Pine-Gap, contrôlée par la Central Intelligence Agency, emploie plus de quatre cent cinquante personnes. Elle permet aux Américains, pense-t-on, d'écouter les communications militaires et les signaux

radar des Soviétiques et des Chinois. Depuis Pine-Gap, les Américains peuvent également surveiller les essais des missiles soviétiques.

La base de Nurrungar, dans le désert de l'Australie du Sud, permet aux Américains d'être avertis à l'avance d'une attaque de missiles soviétiques. Grâce aux radars de Nurrungar, les Etats-Unis pourraient, en cas d'attaque, disposer de trente minutes, au lieu de quinze minutes, pour s'organiser.

Ces bases américaines, les travaillistes semblent plutôt bien s'en accommoder depuis leur entrée en fonctions en 1983. Mais cela n'empêche pas le débat sur leur présence d'aller bon train.

Les pacifistes, ici, ne manquent jamais une occasion de dénoncer la politique « hypocrite » du gouvernement fédéral : l'Australie, d'une part, se fait signataire du traité de Karotonga qui vise à établir une zone dénucléarisée dans le Pacifique. D'autre part, elle accueille dans ses ports, contrairement à la Nouvelle-Zélande, les navires américains porteurs d'armes nucléaires et brite sur son sol des bases vitales pour l'arsenal nucléaire américain.

Le débat s'est intensifié ces derniers mois. Le contrat de dix ans qui lie à Pine-Gap Américains et Australiens arrive à expiration en octobre 1987. Un préavis d'un an doit

être donné si l'une ou l'autre partie décide de ne pas renouveler le contrat. Par ailleurs, la conférence nationale du Parti travailliste, au cours de laquelle le Parti définit les grandes options de sa politique, se tiendra en juillet. La position officielle que le Labour y défendra, et qui sera vraisemblablement retenue, est celle qu'ont adoptée au mois de mars les tenants de la droite et du centre du parti, sous l'impulsion de M. Beazley, ministre de la défense, et de M. Hayden, ministre des affaires étrangères, en dépit d'une vive opposition de l'aile gauche. La motion reconnaît que l'Australie court un risque : « Les bases américaines en Australie peuvent constituer en soi des cibles nucléaires. Mais, leur présence est un élément essentiel dans l'équilibre nucléaire global. Sans la capacité de surveillance et de détection rapide qu'elles assurent, tout effort à venir en faveur du contrôle des armes et du désarmement sera entravé plutôt que renforcé ». Et la motion conclut : « Par conséquent, les bases existantes peuvent demeurer sur le sol australien aussi longtemps qu'elles continuent de remplir ce rôle. »

L'aile gauche du parti a promis de manifester sa vive désapprobation lors de la conférence nationale.

SYLVIE CROSSMAN.

**COUPE D'AFRIQUE DES NATIONS** au Caire

avec les vedettes africaines du foot, un reportage photos de 10 pages.

C'est dans JEUNE AFRIQUE MAGAZINE

● Fethia Mzali : une tunisienne et le pouvoir.  
● Pourquoi toutes ces conversions à l'islam en Occident ?  
● Les femmes excisées sont-elles frigides ?  
● Le triomphe du groupe Kassav  
● Cory Aquino : son combat d'hier, ses espoirs d'aujourd'hui.  
● Dans la jungle des villes : un reportage photos sur la police américaine.

C'est aussi dans JEUNE AFRIQUE MAGAZINE

NE RATEZ PAS LE NUMERO D'AVRIL

**JEUNE AFRIQUE MAGAZINE**

L'AUTRE MANIERE DE VIVRE L'ACTUALITE

En vente chez votre marchand de journaux

35 minutes. Le bon côté de la Manche, c'est moi. Hoverspeed. Calais ou Boulogne, j'ai mon terminal privé. J'embarque tout de suite 424 passagers et 50 voitures. Pas de poids lourd. Vol glissé à 100 km/h et voici Dover. Si je veux, je fais 25 allers-retours par jour. Il faut bien ! Sud de l'Angleterre, Londres ou Ecosse, mes adresses sont les côtes. Alors l'inquiète pas, je reviens tout de suite.

Contactez votre agence de voyages, ou Hoverspeed, 4, rue de la Paix, 75002 Paris.

**(0) 42.60.36.48**

**HOVER SPEED**  
en Voiture, en Vitesse et Angleterre.

**I'M BACK IN A MINUTE!**

Jeune Afrique



# EUROPE

## Irlande du Nord

### Vingt-quatre heures d'affrontements : des dizaines de blessés

Belfast. — Treize policiers et trente-cinq civils ont été blessés, lundi 31 mars à Portadown (40 kilomètres au sud de Belfast), où les traditionnels défilés protestants ont dégénéré en bataille rangée avec la police.

Environ trois mille protestants ont défilé le matin en dépit de l'interdiction de la manifestation et ont pénétré dans les quartiers catholiques en bousculant les forces de l'ordre sur leur passage. Un peu plus tard dans la journée, plusieurs centaines de jeunes gens s'attaquaient à nouveau aux forces de l'ordre à coups de pierres.

Les policiers ont riposté en tirant des balles en plastique pour dégager le pont principal de la ville et ouvrir le passage aux véhicules blindés de l'armée.

Une trentaine de personnes ont été arrêtées dans d'autres endroits de la province, la plupart d'entre elles appartenant à l'UDA, une organisation paramilitaire protestante.

### L'accord anglo-irlandais en question

Des affrontements ont également eu lieu lundi à Belfast. Une dizaine de policiers ont été blessés alors qu'ils tentaient de canaliser un défilé protestant. Plusieurs incidents se sont encore produits à Belfast et Lisburn dans la nuit de lundi à mardi.

Les manifestants protestaient contre l'accord anglo-irlandais signé en novembre dernier, qui associe Dublin à la gestion des affaires de la province. — (AFP.)

## Grande-Bretagne

### Hampton Court, le palais du roi Henri VIII gravement endommagé par un incendie

Londres. — La veuve d'un général britannique est portée disparue lundi 31 mars après l'incendie qui a sérieusement endommagé une partie du palais historique de Hampton Court, l'un des hauts lieux touristiques britanniques, situé au bord de la Tamise, à une vingtaine de kilomètres à l'ouest de Londres.

Lady Gale, quatre-vingt-six ans, la veuve du général Sir Richard Gale, qui commanda la 6<sup>e</sup> division aéroportée britannique lors du débarquement en Normandie en 1944, habitait le palais, dans un des appartements accordés à vie par la Couronne aux sujets « méritants » du royaume. Selon ses voisins, elle avait pour habitude de se coucher à la chandelle.

L'incendie, qui a fait rage plusieurs heures, a gravement endommagé l'aile sud du château de briques rouges, une résidence du roi Henri VIII, datant du seizième siècle, qui abrite de nombreux appartements de fonction, ainsi que les locaux des employés du palais.

La galerie des Cartons, conçue par Sir Christopher Wren et contenant des tableaux et des tapisseries, dont un tableau détaillant la scène du Camp du Drap d'or, a été détruite, mais une partie de la collection avait été temporairement démenagée, selon un porte-parole du ministère de l'environnement.

Une partie du toit de l'aile sud, qui abrite également les Grands Appartements, s'est écroulé, provoquant l'effondrement de deux étages du palais.

Les pompiers et employés du palais ont monté une opération d'évacuation d'urgence pour sauver de nombreuses œuvres d'art, mais l'étroitesse des couloirs et le nombre important de petites pièces a rendu leur tâche particulièrement difficile.

La reine Elisabeth, le prince Charles et la princesse Margaret se sont rendus lundi après-midi au palais de Hampton Court. — (AFP.)

## Espagne

### LA DISSOLUTION DU PC PROSOVIETIQUE

### A quatre-vingts ans, Enrique Lister rentre dans le rang...

#### De notre correspondant

Madrid. — La terre à l'œil, les vétérans du parti contemplent la scène : deux figures historiques se retrouvent après seize ans de séparation. A quatre-vingt-dix ans, M<sup>me</sup> Dolores Ibarruri, la Pasionaria, accueille à bras ouverts le fils prodigue qui, à près de quatre-vingts ans, rentre au bercail communiste : M. Enrique Lister, hier encore pourfendeur des renégats et des « tristes » aux traditions marxistes-léninistes. « Ça fait si longtemps que tu es parti, l'espère que tu ne reviens pas pour mettre des bâtons dans les roues des jeunes », dira la Pasionaria.

La scène se déroulait le 24 mars, au siège du PCE (Parti communiste espagnol). Enrique Lister, le pro-soviétique de toujours, le chantre de l'internationalisme prolétarien et du « socialisme réel », réintégrait ainsi le sein d'une formation qui, de son côté, pourrait valoir que valait son agglomération, rangeant au placard les derniers dogmes hérités de la III<sup>e</sup> Internationale. Un PCE que le même Lister, il y a quelques années à peine, qualifiait de « cadavre en décomposition », et dont le secrétaire général de l'époque, M. Santiago Carrillo, n'était, à ses yeux, qu'un « gangster de la politique ».

En avril prochain, le PCOE (Parti communiste ouvrier espagnol), le squelettique formation prosoviétique, dont M. Lister est le secrétaire général, tiendra un congrès extraordinaire destiné à entériner son intégration au sein du PCE. En Catalogne toutefois, seule région où le PCOE dispose d'une implantation qui ne soit pas fantomatique, les militants restent encore à rejoindre les rangs de ce PCE « social-démocratisé » et « pratiquant la collaboration de classes ». Mais la cause est sans doute entendue : comment imaginer un PCOE sans Lister ?

« Lister a voulu mourir dans son parti », affirme, mi-goguenard mi-attendri, un dirigeant du PCE. Il est vrai que ce retour au parti « officiel » marque sans doute la fin d'une trajectoire politique peu banale, celle d'un homme victime de son dogmatisme, certes, mais qui aura été de tous les combats.

Né en 1907 en Galice, tailleur de pierres comme son père, Lister émigre à Cuba, où il s'inscrit à vingt ans au Parti communiste. Son rôle d'agitateur « au sein du mouvement syndical lui vaudra de reprendre bientôt le bateau de retour. Revenu en Galice, il ne tarde pas à réintégrer ce qui lui vaut de sérieux déboires avec la dictature vieillissante du général Primo de Rivera : trois emprisonnements pour faits de grèves.

Lister sera sans doute le seul communiste espagnol exilé en URSS... avant même la guerre civile. Recherché par la police après avoir fait le coup de feu contre des propriétaires terriens près de Séville, il se réfugie à Moscou, où il vivra durant trois ans, participant à la construction

du métro et suivant des cours de formation militaire. De retour en Espagne en 1935, il est chargé, dans la clandestinité, de l'infiltration du PCE au sein des forces armées.

C'est comme simple milicien qu'il s'engage dans l'armée républicaine après le coup d'Etat franquiste. Mais il prend rapidement du galon, devient officier « sur le tas » : il commande une brigade en octobre 1936, une division trois mois plus tard. La fameuse « division Lister » sera alors de tous les coups durs : on la verra participer à la bataille de Madrid et, en mars 1937, défendre les « chemises noires », les troupes italiennes envoyées par Mussolini à Guesdaleja. Puis on la retrouvera sur le front à la bataille de Brunete, en juillet 1937, et lors de l'offensive sur l'Ebre, en juillet 1938. C'est aussi Lister qui sera chargé de mettre au pas, en mai 1937, les anarchistes d'Aragon, alliés des républicains mais dont les communistes ont juré la perte.

#### Il était temps

En mars 1939, Lister, qui vient d'être nommé colonel, quitte l'Espagne, en pleine débâcle républicaine. Il ne dépose pas le fusil pour autant : une fois « passé à l'Est », il combattra contre les troupes hitlériennes en URSS et en Yougoslavie. En 1945, il passe en France, où il se voit chargé de la direction militaire de la guérilla antifranquiste, qui échouera lamentablement. En 1950, il gagne la Tchécoslovaquie puis, à nouveau, l'Union soviétique.

Lorsque le PCE commence à chager, prêchant en Espagne le « dialogue » et la « réconciliation nationale » et prenant discrètement ses distances de Moscou, Lister, lui, ne change pas. Jusqu'au début des années 60, il défendra au sein du parti les thèses de l'« insurrection armée » et du « soulèvement national ». Lorsque le PCE cède, en septembre 1968, l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie, il se montre d'abord étonné. Mais, après l'expulsion du parti, en décembre 1969, de deux dirigeants prosoviétiques, il lance une violente campagne contre M. Carrillo, qu'il accuse d'être « antisoviétique », « antimarxiste » et, curieusement... « stalinien ».

Finalement expulsé à son tour du parti en septembre 1970, il fonde un PCE rival, qui deviendra ensuite le PCOE. Mais, prisonniers de leurs querelles internes, incapables de faire réellement concurrence au parti « officiel », les « prosoviétiques » espagnols se verront rapidement abandonnés par Moscou. L'entreprise de Lister (qui rentrera en Espagne en novembre 1977) avait échoué. Il l'aura finalement reconnu en confessant le 24 mars dernier : « Il était temps d'admettre que cette voie était sans avenir ». A quatre-vingts ans, il aura finalement pris acte, lui aussi, de la nécessité de changer.

THIERRY MALINIAK.

## BIBLIOGRAPHIE

### « Le Conseil de l'Europe »

de Jean-Louis Burban

Le Conseil de l'Europe fait depuis longtemps partie de ces organismes dans la familiarité desquels les spécialistes ont coutume de vivre, mais que le grand public ignore, ou confond, avec d'autres : par exemple avec le conseil européen, qui rassemble les gouvernements des Douze. Pour achever de brouiller les esprits, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe siège dans le même hémicycle, à Strasbourg, que celle de la CEE !

Maître de conférences, à l'Institut d'études politiques de Paris et à l'Institut des hautes études européennes de Strasbourg, Jean-Louis Burban a donc fait œuvre utile en dissipant, dans le style synthétique et clair qui est généralement celui de la collection « Que sais-je ? », un certain nombre de malentendus. Et en rappelant, au moment où l'on parle surtout de l'Europe communautaire, qu'existe aussi, et depuis fort longtemps, celle des Vingt et un.

Il est vrai que, lorsque entra en vigueur, en 1949, la « convention portant statut du Conseil de l'Europe », les pays intéressés n'étaient encore qu'une dizaine. Mais cet élargissement-là devait aller bon train, et l'on peut dire

aujourd'hui que l'Europe du Conseil est celle de l'ensemble des démocraties du continent. A l'exception de la Finlande (pendant associée à bon nombre de ses travaux) et réserve faite du problème posé par la Turquie, que ses gouvernements militaires ont mis en difficulté avec l'organisation.

Le « grand œuvre » du Conseil, comme le note l'auteur, est précisément la défense des droits de l'homme. Là aussi, que de confusions entre sa Commission européenne des droits de l'homme, la Cour internationale de justice de La Haye et la Cour de justice européenne de Luxembourg ! Pourtant, « dans l'histoire des relations internationales, le Conseil de l'Europe est à l'origine de la première tentative sérieuse de protection internationale » de ces droits, écrit avec raison M. Burban, avant de détailler le mécanisme de cette protection. Non sans souligner au passage l'importance du recours individuel, que la France et l'Espagne n'ont accepté qu'en 1981. Quitte à rappeler aussi que, sur quelque dix mille recours individuels enregistrés à ce jour, environ trois cent quatre-vingts seulement ont été déclarés recevables.

Mais le Conseil de l'Europe, c'est aussi une « puissance tribunitienne » et une coopération non juridictionnelle importante : en matière économique, culturelle, sociale, en faveur de la défense des consommateurs ou de celle de l'environnement, dans le domaine de la santé publique, les Vingt et un y ont trouvé un forum que leurs gouvernements gagneraient sans doute à mieux exploiter. Ne serait-ce que pour contribuer à démentir « toute une littérature désabusée » sur la construction européenne, dont certains annoncent périodiquement l'effacement. S'agissant du Conseil de l'Europe comme d'autres organes du Vieux Continent, écrit fort justement Jean-Louis Burban, « il convient de relativiser, et d'abord quant au temps. Trente années peuvent paraître longues à une génération de fédéralistes impatientes (...), mais une telle période est brève dans l'histoire bi-millénaire de l'Europe ».

BERNARD BRIGOULEIX.

\* Le Conseil de l'Europe, de Jean-Louis Burban, PUF (coll. « Que sais-je ? », 128 pages.

## ECONOMIE ET CULTURE

### CHIFFRES-CLÉS

Envoi sur demande écrite : Ministère de la Culture, ETUDES ET RECHERCHES, 2, rue Jean-Lantier, 75001 PARIS

## Réussissez avec nous

Vous êtes attirés par l'électronique

### Ingénieurs : Centrale, Supélec, Télécom, ...

Nous offrons :

1. Un secteur porteur : la maintenance de matériels informatiques.
2. Une intégration dans une équipe jeune et dynamique.
3. Une entreprise à taille humaine.
4. Des salaires motivants.

Écrivez à :

DMV Communication, 63 bis, rue Jouffroy - 75017 Paris qui transmettra en toute discrétion.

### MAINTENANT POUR LE PRIX D'UNE CALCULATRICE PAYEZ-VOUS UN HEWLETT-PACKARD.

CHEZ VOTRE DISTRIBUTEUR AGRÉÉ HP. PERFORMANCES A L'APPUI.

A prix égal préférez-vous boire un scotch à bord pendant le film ou camper dans l'aéroport avant l'arrivée des femmes de ménage ?

### PROFITEZ-EN POUR LE PRIX D'UNE CALCULATRICE PAYEZ-VOUS UN SAVANT

CALCULATEURS DE POCHES SCIENTIFIQUES 11C, 15C ET 16C.

CHEZ VOTRE DISTRIBUTEUR AGRÉÉ HP. PERFORMANCES A L'APPUI.

مكتبة الامير



# EUROPE

## LES ACCUSATIONS CONTRE L'ANCIEN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ONU

### M. Waldheim rattrapé par son passé...

(Suite de la première page.)

Les traditions familiales portaient à croire que le jeune Kurt était plutôt dans la mouvance idéologique de ces catholiques conservateurs qui ont vu le déferlement nazi sur l'Autriche d'un fort mauvais œil. Certains témoins de l'époque affirment même que Kurt Waldheim avait, lycéen à Tulla, distribué des tracts anti-nazis.

La suite de sa carrière le prouve, le jeune homme est avant tout soucieux d'arriver, de remplir ses devoirs envers une famille qui a fait de gros efforts pour lui permettre de faire des études coûteuses. Alors, partout, à l'université comme plus tard dans la Wehrmacht, Kurt Waldheim fera les yeux et se bécottera les oreilles.

Avant la guerre, lorsque les trottoirs de Vienne devaient être nettoyés avec des brosses à dents par des juifs encadrés par des SA vociférants, lorsque ses camarades d'études qui n'avaient pas la chance, comme lui, de posséder un certificat d'aryanité ou bonne et due forme disparaissaient les uns après les autres, ce qu'il ne se souvient pas de voir, lui ne le verra pas.

Pas plus que, mobilisé dans les Balkans, officier de renseignements à l'état-major du général Alexander Lohr, basé à Salonique, il n'eut connaissance des déportations massives de juifs grecs qui eurent lieu durant son séjour... « J'étais à 6 kilomètres de la ville, et je n'étais au courant de rien... », affirme-t-il aujourd'hui. Simon Wiesenthal, qui au début de l'affaire avait très fermement pris position et sa faveur, trouve que là vraiment, c'est trop : « On ne parlait que de cela au mess des officiers... », affirme le chasseur de nazis, qui prend maintenant ses distances avec M. Kurt Waldheim.

Reste l'accusation la plus grave, celle qui ferait de M. Waldheim plus qu'un simple suiveur du nazisme, un criminel de guerre ayant participé à la sauvagerie répression des partisans yougoslaves de juillet 1942 à la fin de 1944. Si le lieutenant Waldheim figure bien sur la liste des criminels de guerre établie par les autorités yougoslaves après la guerre, il ne faudrait pas en conclure que

ce dernier se serait rendu coupable personnellement de crimes précis : il était de coutume que tout l'état-major d'une unité engagée dans des opérations de ce genre figure automatiquement sur ces listes. Le secrétaire général du Congrès juif mondial, M. Elan Steinberg, reconnaît d'ailleurs que ce n'est pas en tant que criminel de guerre que M. Waldheim est mis en cause par son organisation. « Ce que nous voulons mettre en lumière, c'est la manière dont une personnalité internationale est parvenue à une position éminente en mentant sur son passé... »

En fait, l'ascension de M. Waldheim, dans son pays d'abord, puis sur la scène internationale, se fonde sur ce que les Anglo-Saxons appellent un « understatement ». M. Waldheim s'est persuadé, a persuadé le monde entier que, après tout, il n'avait fait que son devoir, contraint et forcé, à l'instar de la majorité du peuple autrichien.

Un peuple autrichien qui se trouve aujourd'hui dans la confusion la plus totale. Le ton de la presse, le discours de l'homme de la rue à Vienne en témoignent. On ne veut toujours pas croire ces rumeurs venues de l'étranger. « Pourquoi quelqu'un que le monde entier a trouvé bon pendant dix ans devrait-il être mauvais pour l'Autriche ? » Tel est le leitmotiv.

#### Une vague nationaliste et chauvine

Certains vont plus loin, accusant le Congrès juif mondial de mener sciemment une campagne de calomnies destinée à ternir l'image de l'Autriche au travers de celle de son éventuel futur président. Le journal du Parti populiste, la formation qui soutient la candidature Waldheim, reproche aux organisations juives de « ne voir que les petites taches brunes sur l'uniforme d'un officier de la Wehrmacht, et d'oublier les grosses taches rouges sur celui des généraux israéliens ». La presse, à de rares exceptions près comme le journal du Parti socialiste et le magazine Profil, défend M. Waldheim de toute son éner-

gie, n'évitant pas toujours l'antisémitisme, comme cet éditorialiste du Kronenzeitung, quotidien populaire à grand tirage, qui met en parallèle l'attitude misérabiliste du pape Jean-Paul II, qui consent à visiter une synagogue, preuve d'un pardon à ceux qui ont tué le Christ, et celle de juifs qui n'est que vengeance...

Autant dire que la campagne électorale est maintenant totalement dominée par l'affaire. Le Parti populiste (OEPF) est contraint de durcir sa campagne, espérant se laisser porter par la vague nationaliste et chauvine qui se développe dans le pays.

Samedi dernier sont apparus sur les murs les nouvelles affiches : plus un portrait souriant de M. Waldheim, mais un mot d'ordre écrit en lettres rouges : « Nous, Autrichiens, votons pour qui nous [souligné] voulons. Alors, justement maintenant Waldheim... »

Le pauvre candidat socialiste, le docteur Steyrer, est complètement oublié dans la tourmente. On ne parle ni de lui ni de son programme. Le Parti socialiste essaie

néanmoins de retourner en sa faveur une opinion qui était jusqu'à présent favorable au candidat conservateur. On a rajouté des bandeaux sous le portrait de M. Steyrer, où l'on peut lire : « Un Autrichien dont on peut être fier... » Mais dans toute cette affaire, le Parti socialiste et le chancelier Sinowatz marchent sur des œufs. Il leur faut tout à la fois montrer que leur candidat est le plus apte moralement à représenter l'Autriche, tout en évitant de paraître embêter le pas d'une organisation étrangère.

Personne aujourd'hui à Vienne ne s'aventure à faire des pronostics sérieux sur l'issue de la mêlée. Et d'ailleurs certains font remarquer que le Parti populiste n'a pas encore déposé officiellement la candidature de M. Waldheim. Ce qui devrait être fait, assure-t-on au secrétariat du candidat, le 3 avril, date limite de dépôt des candidatures. A moins que d'ici là, ne parviennent de New-York des nouvelles qui remettraient tout en cause...

LUC ROSENZWEIG.

### SA par anti-nazisme

Dans les propos autobiographiques rapportés par Eric Rouleau en 1977 (1), M. Kurt Waldheim explique comment il est entré dans les SA par anti-nazisme en 1938 :

« A tout prendre, je préférerais être militaire que civil. La police surveillait les membres de ma famille, depuis nos faits et gestes et pouvait, à tout moment, nous arrêter (...). Les anti-nazis étaient moins exposés dans l'armée, d'abord parce qu'ils étaient plus nombreux que dans l'administration civile et aussi parce que la surveillance était moins rigoureuse. J'avais été frappé par la liberté relative des propos que tenaient les militaires, par les critiques du régime hitlerien que formulaient en ma présence des commandants de l'unité de cavalerie à laquelle j'appartenais (...). »

Selon les documents rassemblés par le Congrès juif mondial, M. Kurt Waldheim était officier dans une unité de l'armée allemande stationnée dans les Balkans en 1942, puis il fut placé à la tête d'une unité de renseignement en 1943, après avoir participé à une opération particulière-

ment brutale contre les partisans en Yougoslavie. Les documents publiés par la presse yougoslave le mettent en cause pour la période allant de juillet 1942 à décembre 1944. Voilà ce que disait M. Kurt Waldheim dans sa biographie de 1977 :

« Alors que je me trouvais sur le front oriental, j'ai été blessé à la jambe. Je fus aussitôt rapatrié, ce qui me permit de reprendre mes études de droit dès 1942. Deux ans plus tard, j'obtins mon doctorat après avoir présenté une thèse sur les concepts fiduciaristes de Konstantin Franz, un diplomate allemand contemporain de Bismarck. (...) »

« A mon retour à Vienne, en 1942, il n'était plus possible de quitter l'Autriche. Entre-temps, les frontières avaient été fermées hermétiquement. J'étais surveillé par les autorités militaires qui se livraient à des vérifications rigoureuses pour s'assurer que je me consacrais réellement à mes études. »

(1) Un métier unique au monde, Kurt Waldheim, en collaboration avec Eric Rouleau, Stock, 1977.

## DIPLOMATIE

### LA TENSION ENTRE WASHINGTON ET MOSCOU

#### « L'URSS ne claquera pas la porte face aux provocations américaines » écrivent les « Izvestia »

Moscou. — M. Gorbatchev a réagi modérément, lundi 31 mars, au rejet par M. Reagan de sa proposition visant à organiser rapidement un sommet de la défense à Londres, soit à Rome pour négocier un arrêt total des essais nucléaires. Au cours du dîner offert en l'honneur du président du Mozambique, M. Machel, le secrétaire général a notamment déclaré : « L'URSS a proposé aux Etats-Unis de conclure immédiatement un accord sur l'arrêt des essais nucléaires, en tant que premier pas important sur la voie de la liquidation des armes nucléaires. » Nous attendons de la part de Washington une approche responsable de notre proposition », a poursuivi M. Gorbatchev, qui n'a pas mentionné le rejet de sa proposition par M. Reagan.

Après avoir, le dirigeant soviétique, avait dénoncé « la brutalité cynique » des « ingérences ouvertes des impérialistes américains dans les affaires du Nicaragua, de l'Angola, de la Libye et d'autres pays ».

Lundi également, les Izvestia, le quotidien du gouvernement, ont écrit que « l'URSS ne claquera pas la porte » face aux « provocations » américaines. Au nombre des dernières « provocations » de la Maison Blanche, le quotidien énumère la poursuite des essais nucléaires américains, la décision de réduire de cent cinquante personnes la représentation soviétique à l'ONU et l'entrée de deux navires de guerre américains dans les eaux territoriales soviétiques, en mer Noire.

#### « L'utilisation des conflits régionaux »

« Techniquement, il est facile de couler les navires de guerre américains (en mer Noire), affirment les Izvestia, mais on ne prend pas de décision politique responsable en se fondant sur les seules possibilités techniques (...) ». « Nous sommes suffisamment forts, confiants et

civilisés pour réagir sans hystérie aux provocations (...), et nous n'allons pas claquer la porte », ajoute le journal, sous la signature de son commentateur, Alexandre Bovine.

De son côté, l'agence Tass a affirmé lundi que l'administration américaine « intensifie son option en faveur du déclenchement de conflits régionaux qui vise à empêcher le règlement pacifique de la situation dans les points chauds de la planète ».

Dans une dépêche émanant de Washington, aux accents d'un véritable réquisitoire contre la diplomatie américaine, l'agence officielle soviétique se demande s'il n'est pas « clair que la politique de « néo-globbalisme », et plus précisément l'exportation de la contre-révolution, est incompatible avec l'esprit de Genève », qui a vu le jour après le sommet Reagan-Gorbatchev en novembre dernier.

Evoquant la situation actuelle, notamment en Afghanistan, au Nicaragua et en Angola, Tass accuse Washington de « se comporter de manière de plus en plus arrogante et provocatrice dans l'arène internationale, tandis que la rhétorique par laquelle elle cherche à camoufler sa politique de confrontation devient de plus en plus hypocrite ».

Après avoir indiqué que les Etats-Unis s'approprient à leur « nouvelles armes » à la résistance afghane via le Pakistan, l'agence écrit : « Le régime de Zia Ul Haq (le président pakistanais) devrait se rendre compte du danger des aventures dans lesquelles ses protecteurs d'outre-Atlantique cherchent à l'entraîner. Il risque gros. »

Tass qualifie de « rétrograde, anti-populaire et, par conséquent, vouée à l'échec » la politique étrangère de Washington et appelle les Etats-Unis « à évaluer la situation internationale de manière lucide et à renoncer à la politique de confrontation et de déclenchement de conflits... » (AFP, AP.)

### LA PRÉPARATION DU SOMMET DES SEPT A TOKYO

#### M. Nakasone rappelle que les délégations doivent être limitées à trois membres

Tokyo. — Le premier ministre japonais, M. Yasuhiro Nakasone, a déclaré, lundi 31 mars, qu'il ne s'opposait pas à la venue du premier ministre français, M. Jacques Chirac, au sommet de Tokyo, mais il a souligné que la France limite sa représentation, comme chaque pays, à trois personnes par session plénière, indique l'agence Kyodo.

La règle veut aussi que seul le chef de l'exécutif — en l'occurrence M. François Mitterrand — participe aux réunions au sommet des chefs d'Etat ou de gouvernement des Sept. A précisé M. Nakasone, M. Chirac a annoncé son intention de participer au sommet, du 4 au 6 mai prochain. Jusqu'à présent, les participants étaient, outre le chef de l'exécutif, les ministres des affaires étrangères et des finances.

D'autre part, quatre roquettes de fabrication artisanale ont été tirées, lundi à Tokyo, contre le palais Akasaka, qui doit accueillir le sommet. Les roquettes, tirées d'un véhicule garé à proximité, n'ont pas explosé, mais un policier a été blessé au

cours de l'attaque. Le palais n'a pas subi de dommages.

L'extrême gauche a déjà revendiqué les attaques à la roquette contre le palais impérial et l'ambassade des Etats-Unis, à Tokyo, le 25 mars. Le groupe Chukaku-He (fraction nøyau central) a notamment endossé la responsabilité de celui d'Osaka, vendredi dernier, contre les locaux de la police. Ces attentats n'avaient fait ni victimes ni dégâts importants.

Près de douze mille policiers ont été placés en état d'alerte dans la capitale afin de prévenir toute tentative de ce genre à l'occasion du sommet des Sept et des cérémonies devant marquer, le 29 avril, le sixième anniversaire de l'accession de l'empereur Hirohito au trône.

Le palais Akasaka, qui se trouve au centre de Tokyo, comprend la résidence du prince héritier Akihito et une résidence pour les invités officiels. (AFP.)

### RFA

#### Ecologistes et pacifistes ont manifesté pendant quatre jours

Bonn. — Le mouvement pacifiste ouest-allemand a affirmé avoir mobilisé 36000 manifestants lors des traditionnelles « marches de Pâques » pour la paix et le désarmement, qui se sont achevées lundi 31 mars par une grande manifestation écologiste à Wackersdorf (Bavière).

Ces marches, qui ont pris pour cible l'initiative de défense stratégique américaine (IDS) et le nucléaire civil ou militaire, se sont déroulées dans plus de cent cinquante villes à l'appel des pacifistes, des écologistes, des syndicats et du parti d'opposition social-démocrate SPD. La participation a été inférieure à celle de l'an passé.

Plus de 80000 personnes (30000 selon la police) ont manifesté à Wackersdorf contre la construction de la première centrale de retraitement de combustibles irradiés de RFA. Des incidents sans gravité ont

opposé lundi après-midi la police, qui a fait usage de lances à eau, à une centaine de manifestants, dont plus de 70 ont été interpellés.

Samedi matin, la police avait évacué un village de tentes et interpellé 280 écologistes, après avoir découvert un attirail pour la fabrication d'engins explosifs destinés, selon elle, à des attaques contre la centrale. Plus de 190 militants placés en garde à vue avaient été libérés lundi matin.

Au cours d'un meeting à Francfort, des responsables syndicaux et du SPD ont vivement critiqué l'engagement de la RFA dans l'IDS et la course aux armements nucléaires. La « guerre des étoiles », a été dénoncée notamment dans la région de la Ruhr et à Hambourg, où des appels en uniforme ont été lancés sous la bannière « Les soldats contre l'IDS ». (AFP.)

PROFITEZ-EN, POUR LE PRIX D'UNE CALCULATRICE PAYEZ-VOUS UN CERVEAU.

ORDINATEURS DE POCHES 41CX ET 41CV.

CHEZ VOTRE DISTRIBUTEUR AGRÉÉ HP.

HEWLETT PACKARD PERFORMANCES A L'APPLI.

A prix égal préférez-vous étudier le menu avec l'hôtesse ou fumer 3 paquets parce qu'on est sans nouvelles de vos valises ?

PROFITEZ-EN, POUR LE PRIX D'UNE CALCULATRICE PAYEZ-VOUS UN BANQUIER.

CALCULATEUR DE POCHES FINANCIER 12C.

CHEZ VOTRE DISTRIBUTEUR AGRÉÉ HP.

HEWLETT PACKARD PERFORMANCES A L'APPLI.

سكنا من الامير



# politique

## LA RENTRÉE PARLEMENTAIRE

### Plus d'interrogations que de certitudes

La rentrée parlementaire, qui aura lieu le mercredi 2 avril, intervient dans un climat de brouillard politique. Les cinq cent soixante-dix députés élus le 16 mars qui vont prendre le chemin de l'Assemblée nationale sont, en effet, plus porteurs de questions qu'environnés de certitudes.

Rarement l'avenir a paru aussi flou à l'ordre d'une nouvelle législature. La seule évidence, pour ces représentants du peuple, est qu'ils auront à retourner devant leurs électeurs avant cinq ans, terme théorique de leur mandat, et selon un mode de scrutin différent de celui qui leur a permis de l'emporter il y a un peu plus de deux semaines. Cette perspective n'en rajoute aucun et en inquiète plus d'un.

Tout le reste n'est qu'interrogation, d'autant que les événements de ces dernières semaines doivent rendre prudents tous ceux qui sont tentés par les pronostics.

Sous le double effet de la proportionnelle et de la cohabitation, le Parlement devait retrouver un lustre et un pouvoir perdus depuis longtemps. Le principal centre de décision aurait même dû quitter l'Élysée pour regagner le Palais-Bourbon. Il semble bien, en fait, avoir directement gagné l'hôtel Matignon. La victoire limitée de la droite classique était censée accroître la marge de manœuvre du président de la République. Pour l'heure, elle a renforcé la liberté d'action du chef du gouvernement.

Les anti-cohabitationnistes notent, si hardis avant l'insuccès relatif de M. Raymond Barre, moins retrouvés condamnés à apporter leur soutien à M. Jacques Chirac. Pour solidifier sa majorité gouvernementale, le premier ministre va pouvoir - sans grand risque - engager la responsabilité de son gouvernement devant la représentation nationale, probablement dès le 9 avril, lorsque l'Assemblée aura achevé la mise en place de ses outils de travail (bureaux et commissions), ce qui ne devrait pas se faire sans difficultés.

Les majorités les plus faibles numériquement sont souvent paradoxalement les plus fortes politiquement. Tel est en tout cas l'espoir affiché par le nouveau premier ministre. M. Chirac doit toutefois en douter un peu, puisqu'il a décidé de demander au Parlement le droit de légiférer par ordonnances dans les deux domaines essentiels de son programme : le « redressement » économique - et particulièrement par la dénationalisation de nombreuses entreprises du secteur public - et le retour au scrutin majoritaire pour les élections législatives.

L'Assemblée nationale sera donc ainsi mise sur la touche, dès son entrée en fonctions, pour ce qui touche aux deux points prioritaires sur lesquels se sont fait élire les députés de la nouvelle majorité. Il faut remonter à 1967 pour trouver une situation analogue. C'était déjà au lendemain d'élections qui n'avaient accordé à la majorité qu'une avance d'un seul siège.

Les députés si légitimement fiers de leur nouveau mandat vont-ils facilement accepter de se dessaisir d'une si grande part de leurs pouvoirs ? Les oppositions, qu'elles se situent à gauche ou à l'extrême droite, certainement pas. Mais elles ne pourront se livrer qu'à un baroud d'bonneur. La majorité gouvernementale devra - de gaieté de cœur

ou non - en passer par le bon vouloir de M. Chirac. Il lui faudra attendre quelque peu, et surtout les premières difficultés du gouvernement, pour manifester ses réserves.

Avec M. Jacques Toubon, au secrétariat général du RPR, et M. Pierre Messmer, gardien du temple gaulliste, à la présidence du groupe, le premier ministre ne devrait pas avoir de difficultés avec ses amis les plus proches. D'autant que les membres les plus anciens de son mouvement qui pourraient se sentir écartés des responsabilités, ont l'habitude d'une fidélité à toute épreuve. Tout autre sera peut-être le comportement de l'UDF.

#### Rivalités

M. Raymond Barre, lui, n'a pas oublié la guerre à peine larvée que lui ont menée les députés chiraquiens au temps où il siégeait lui-même à l'hôtel Matignon. L'ancien premier ministre a à peine caché qu'il pourrait être tenté de laisser ses amis « renvoyer l'ascenseur » si l'on ose dire... M. Valéry Giscard d'Estaing, pour sa part, s'est déjà présenté en gardien sourcilieux de la plate-forme de gouvernement mise au point par le RPR et l'UDF avant les élections, alors même que certaines mesures paraissent déjà devoir être atténuées. L'un comme l'autre n'ont certainement pas l'intention de laisser M. Chirac agir à sa guise, mais leur rivalité pourrait aussi faciliter la tâche du chef du gouvernement. La lutte sourde qui menait déjà à la fin de la précédente législature l'ancien président de la République et son ancien premier ministre pour associer leur leadership sur les députés UDF va certainement reprendre de plus belle. Mais, aujourd'hui, il y a un troisième camp dans la confédération : celui de ceux qui sont décidés à jouer la carte de M. François Léotard, malgré leur entrée en force au gouvernement, il leur reste quelques alliés au sein du groupe parlementaire.

En outre, la droite retrouve une situation qu'elle ne connaissait plus depuis 1978 : tous ses membres n'appartiennent pas à la majorité gouvernementale. Mais, toute alliance - même ponctuelle - avec le Front national sera autrement plus difficile qu'elle pouvait l'être entre le bloc majoritaire de l'époque et les centristes ou réformateurs.

### M. Gouyou Beauchamps préparera la nouvelle loi sur l'audiovisuel

M. François Léotard, ministre de la Culture et de la Communication, a confié à M. Gouyou Beauchamps l'élaboration d'un avant-projet de loi sur la communication audiovisuelle. Cette loi devrait être soumise au Parlement avant ou pendant l'été et reprendrait les principales réformes prévues par la plate-forme UDF-RPR.

(Né le 25 avril 1937, ancien élève de l'École nationale d'administration, M. Xavier Gouyou Beauchamps a été

chargé des questions d'information auprès de M. Edgar Faure, au ministère de l'Agriculture, puis de l'Éducation nationale, de 1966 à 1969. Conseiller technique pour la presse et l'information de M. Valéry Giscard d'Estaing, alors ministre des Finances, il suit ce dernier à la présidence de la République où il devient, de 1974 à 1976, le chef du service de presse. Il est nommé président de la SOFIRAD en 1977. Préfet hors cadre depuis 1981, il continue de conseiller M. Giscard d'Estaing.)

THIERRY BRÉHIER.

## L'AVENIR DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE

### M. Tjibaou : « un retour en arrière serait dramatique »

Dans une interview publiée mardi 1<sup>er</sup> avril par le *Journal de Nouvelle-Calédonie*, le président du Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS), M. Jean-Marie Tjibaou, se déclare prêt à dialoguer avec le ministre des Départements et Territoires d'outre-mer, M. Bernard Pons : « On ira le voir, s'il nous invite. A lui de décider. »

Le chef du mouvement indépendantiste néo-calédonien ajoute que pour lui « un aller objectif », il rend hommage au gouvernement socialiste qui, « après avoir pataté », a fait accomplir, selon lui, « des progrès immenses » dans la voie de l'indépendance.

Le FLNKS, dit-il, « continuera à jouer le jeu des institutions » à condition que l'actuel statut provisoire « Pons-Fabius », qui doit normalement mener à un scrutin d'autodétermination avant la fin de 1987, ne soit pas « cassé » par le nouveau gouvernement. « Ou bien ils [les nouveaux dirigeants français] sont intelligents, ils gardent le cap de ces institutions jusqu'en 1987, et nous continuons. Ou bien

ils ne sont pas intelligents, et ils cassent la baraque », déclare M. Tjibaou.

« La revendication d'indépendance ne va pas aller en diminuant. Nous sommes inébranlables. Un retour en arrière [...] serait dramatique. A ceux qui doivent prendre des décisions de bien réfléchir aux conséquences de leurs actes », avertit le président du FLNKS.

« Tant qu'il y aura un Canaque vivant, il demeurera un témoin pour dire [aux non-Canaques] : « toi tu n'es pas d'ici », ajoute M. Tjibaou. « Alors le choix est simple : ou bien ils cherchent à éliminer les Canaques, [...] ou bien ils font preuve d'intelligence et de raison [...] et ils discutent avec les Canaques de l'avenir. Si les représentants du RCP (Rassemblement pour la Calédonie dans la République) sont responsables, qu'ils discutent avec nous. Qu'ils acceptent d'abord de se rendre compte qu'ils sont chez les Canaques. Ensuite on pourra discuter. Nous avons toujours dit que nous étions prêts à engager la discussion sur le contenu de l'indépendance », conclut M. Tjibaou.

## SELON UNE NOUVELLE ENQUÊTE

### M. Pordé ne serait pas une « taupe rouge » mais un agent de la secte Moon

L'affaire Pordé rebondit : dans un livre consacré à l'Empire Moon, Jean-François Boyer, grand reporter à TF 1, affirme que la presse française et la presse britannique ont été délibérément induites en erreur dans leurs enquêtes sur les circonstances dans lesquelles l'ancien diplomate roumain a été élu à l'Assemblée européenne, en juin 1984, sur la liste de M. Jean-Marie Le Pen.

Selon lui, la question de savoir si M. Gustav Pordé a acheté ou non sa place sur cette liste (moyennant 500 000 dollars, comme l'affirme notamment la femme de M. Le Pen), dans le cadre d'une opération d'infiltration montée par les services secrets roumains, ouvre une « fausse route ».

M. Pordé est bel et bien un « agent infiltré », soutient l'auteur de ce volumineux ouvrage, mais il s'agit en vérité d'un « agent » de la secte Moon à laquelle il appartient, dit-il, depuis 1978. Jean-François Boyer fonde ses affirmations détaillées sur plusieurs conversations qu'il a eues avec différents dirigeants moonistes, et en particulier avec le

secrétaire général pour la France de l'organisation CAUSA, branche politique de l'ALUOM (Association pour l'unification du christianisme mondial).

Or, ce dirigeant n'est autre que M. Pierre Ceyrac, élu député du Front national le 16 mars dans le Nord. Jean-François Boyer met également en cause le rôle déterminant tenu, selon lui, dans les négociations intervenues entre M. Le Pen et la secte Moon afin d'assurer la présence de M. Pordé à l'Assemblée de Strasbourg, par l'intermédiaire de M. Jean-Marie Le Pen, dans le cadre d'une opération d'infiltration montée par les services secrets roumains, ouvre une « fausse route ».

Enfin, l'auteur de l'Empire Moon ajoute que l'élection de M. Ceyrac à l'Assemblée nationale ne constitue qu'une autre étape de l'opération d'infiltration « montée en France par cette secte anticomuniste internationale.

★ L'Empire Moon, éditions La Découverte, 420 p. 95 F.

## DEUX LIVRES SUR LES INSTITUTIONS FACE A L'ALTERNANCE ET A LA COHABITATION

### Vive la V<sup>e</sup> !

La constitution de la V<sup>e</sup> République est la meilleure que la France ait connue depuis la Révolution de 1789 : telle est la certitude enthousiaste que développe M. Pierre Pascal, professeur agrégé des facultés de droit et de sciences économiques, dans un « plaidoyer » documenté. L'auteur montre comment le texte élaboré par de Gaulle en 1958, et qui a permis de faire de la République la plus stable de l'Europe, est de quelle façon il a pu s'adapter aux changements des hommes qui, en un quart de siècle, ont dû l'utiliser.

M. Pascal souligne que la Constitution de 1958, modifiée en 1962, ne repose pas seulement sur les pouvoirs d'un président élu directement par le peuple. Elle possède aussi un « pilier coutumier », la majorité parlementaire qui ne peut pas dégrader un scrutin à la représentation proportionnelle. Car pour que le régime soit efficace, la cohérence politique s'impose entre le président et la majorité, qui soutient le gouvernement.

La filiation des Donnedieu de Vabres et des Goguel, ils en ont une pratique de l'histoire grâce à leur passage au pouvoir, le premier à l'Élysée auprès de de Gaulle, le second à Matignon sous MM. Messmer, Chirac et Barre.

L'un des intérêts de l'ouvrage de ces deux auteurs est qu'il enchaine l'histoire en replaçant les institutions actuelles dans la suite de l'épopée qui, sur notre sol, s'est écoulée en mille ans depuis le Bas-Empire romain. Après une description du fonctionnement de la V<sup>e</sup> République, MM. Triot et Hadas-Lebel ne retrouvent d'accord avec M. Pascal pour estimer que la France possède depuis 1958 une « Constitution » qui a résisté à la guerre d'Algérie, à la crise de mai 1968, au départ de de Gaulle et à l'alternance politique de 1981. Tous ceux-là refusaient le régime présidentiel, qui instaurerait une « monarchie élective ».

Toutefois, le « temps des incertitudes » commence pour la Constitution de la V<sup>e</sup> République, et il exige de la vigilance. La principale inquiétude de MM. Triot et Hadas-Lebel vient également de l'instauration, en 1985, de la représentation proportionnelle pour élire les députés. Bien que rédigé avant le 16 mars 1986, leur ouvrage contient en conclusion un intéressant vade-mecum de la cohabitation qui, pour le moment, correspond, en gros, à ce qui se passe depuis que M. Mitterrand a nommé M. Chirac premier ministre. Leur recette devrait simplement se terminer par la mention « à suivre ».

ANDRÉ PASSERON.

★ Pierre Pascal : *Plaidoyer pour la Constitution de la V<sup>e</sup> République*. Economica, 194 p. 85 F.

★ Bernard Triot et Raphaël Hadas-Lebel : *Les institutions politiques françaises*. Fondation nationale des sciences politiques et Dalloz, 532 p. 195 F.

## 1956-1986 : la première séance

Nous réservons aux dix-neuf femmes désignées pour siéger en notre Assemblée une très délicate et chère tâche bienvenue. L'indépendance, à nos yeux, évidente de l'Assemblée nationale, c'est que nos compagnes soient, de plus en plus nombreuses, associées à nos travaux. Applaudissements. L'orateur ajoute : « La participation des femmes à la direction des affaires publiques n'a que trop tardé. »

Ainsi parle Marcel Cachin, député communiste, doyen d'âge de l'Assemblée, en ouvrant la première séance de la nouvelle législature, le 19 janvier 1986.

La foule des grands jours est là : il y a du nouveau dans l'ordinaire de la IV<sup>e</sup> République. Instaurée, la vague poujadiste a déferlé, déjouant tous les pronostics. On se bouscule pour voir les cinquante et un « produits » de cette bizarrerie politique agitée et dérangeante. Et qui a fait bien des victimes électorales : en Seine-Maritime, un ministre en exercice, qui s'appelle Jean Lecanuet, a été battu.

Au nombre de ces cinquante et un députés (plus un apparenté, l'ex-commissaire Jean Dides, « héros » de l'obscur affaire des fuites en 1954) : le jeune Jean-Marie Le Pen.

#### Vive la proportionnelle

Trente ans après, la foule des grands jours sera là, le 2 avril, pour la première séance de la nouvelle législature. Il y a du nouveau dans l'ordinaire de la V<sup>e</sup> République : les premiers mandats de la cohabitation et, de retour au Parlement, Jean-Marie Le Pen et les siens. Autres temps ?! autres vagues ?! La dernière vague n'est revenue, sinon par son ampleur - a nom Front national.

En 1956, les poujadistes d'Union et fraternité française ne faisaient tout de même pas le poids, face aux cent quarante-neuf communistes et assimilés.

Aujourd'hui, les uns et les autres font jeu égal.

Le jeune Le Pen d'il y a trente ans est là, en tout cas, et bien là. L'indépendance, à nos yeux, évidente de l'Assemblée nationale, c'est que nos compagnes soient, de plus en plus nombreuses, associées à nos travaux. Applaudissements. L'orateur ajoute : « La participation des femmes à la direction des affaires publiques n'a que trop tardé. »

Pour très peu de temps, le héros d'extrême droite du quartier Latin demeure col. Bientôt, on va l'entendre parler haut et fort avec la verve propre à ceux qui ont « sorti les sorciers ».

Aujourd'hui, 19 janvier 1956, la parole est au seul vénérable Cachin. Un mot pour les vieillards durement touchés par l'hiver. Une phrase pour appeler au secours de... la représentation proportionnelle Adolphe Carnot, Jules Guesde et Jean Jaurès. Une tirade pour condamner les « indignes propos » de ceux qui ont osé parler, dans la presse de l'époque, d'une France en déclin.

Les « travailleurs français », que Marcel Cachin évoque plus longuement ? « Ils veulent que ça change ». Et c'est un fait qu'un nombre croissant d'entre eux ont désormais la nostalgie du Front populaire.

Et le François Mitterrand de 1956, député de la Nièvre, n'est-il pas un peu nostalgique ? Son USR aurait fondu comme neige au soleil sans les providentielles apports de l'outre-mer. Qu'importe, il n'a pas dit son dernier mot. Et les radicaux ? Ce n'est plus ce qu'était, pour eux non plus. Leur dégringolade ne fait que commencer...

Les amateurs, les curieux, ont trop attendu de cette première séance d'il y a trente ans. Elle durera vingt minutes. Rien de spectaculaire ne s'y passera ou ne s'y dira. Marcel Cachin lève la séance. Le plus drôle et surtout le moins drôle, ce sera pour un peu plus tard.

MICHEL KAJMAN.

**A prix égal préférez-vous décoller tranquillement en écoutant Bach ou rester assis par terre en attendant qu'on vous embarque ?**





## Le PS, parti attrape-tout ?

### Les socialistes ont les moyens de recruter sur leur droite et sur leur gauche

Nul doute que les élections législatives du 16 mars n'aient marqué un tournant important dans l'histoire du Parti socialiste. Après dix ans de reconstruction du parti et cinq ans d'exercice des responsabilités nationales, le PS se trouve confronté à une situation inédite pour lui. Rassemblant l'essentiel des voix de gauche, premier de tous les partis par l'importance de son score électoral, il doit redéfinir ses perspectives de reconquête du pouvoir et tirer les leçons de son expérience gouvernementale.

Précédant cette échéance, le congrès de Toulouse réuni en octobre 1985 a va rassembler, certes incomplètement mais avec une vigueur qui ne trompe pas, le débat entre courants au sein du parti : un débat qui marque l'originalité du PS sur la scène politique française, suscitant attrait ou réserve, mais singulièrement occulté par l'expérience du pouvoir. Ainsi les courants dont on a pu un peu rapidement envisager l'effacement devant les impératifs de la gestion gouvernementale, sont au contraire bien vivants.

Dès lors, la question qui se pose est bien de savoir comment, délégué de ses obligations de réserve et de solidarité à l'égard du gouvernement, mais non du président, le Parti socialiste va reprendre ses débats internes ; et cela, alors que sur d'importantes questions de programme et de stratégie son identité politique a profondément évolué au cours des cinq dernières années, qu'il s'agit de son appréciation du système économique et de ses contraintes, de la mesure de ses alliances électorales et politiques ou encore de sa propre définition.

Dans l'hypothèse d'une victoire électorale de la droite, les dirigeants socialistes avaient indiqué qu'ils n'entendaient pas pour autant revenir à une « culture d'opposition », effaçant le réalisme économique durement acquis dans la gestion gouvernementale, mais se proposant de faire de leur parti une social-démocratie à la française, dont l'ambition serait à la fois de s'assurer le soutien de 40 % du corps électoral et de rassembler à sa gauche les déçus de la droite.

#### EN BREF

Le MFPT veut porter plainte. — Le Mouvement pour un parti des travailleurs (ex-PCF), formation d'extrême gauche qui a obtenu 0,68 % des voix aux législatives du 16 mars, a annoncé dans son hebdomadaire *Informations ouvrières* (numéro daté 27 mars-2 avril) son intention de porter plainte contre le *Journal du Dimanche* qui l'avait accusé d'avoir des contacts avec des terroristes. Un article du *Journal du Dimanche* du 23 mars affirmait notamment que des terroristes « étaient en contact avec différents mouvements d'extrême gauche comme le MFPT ».

Quel avenir pour les communistes ? — M. Henri Fiszbin, ancien dirigeant de la fédération de Paris du PCF, élu le 16 mars député « communiste critique » sur une liste du PS des Alpes-Maritimes, organisera un débat le mardi 15 avril à 20 h 30, salle des Agriculteurs, rue d'Athènes à Paris, sur le thème : « Quel avenir pour les communistes ? ». Parmi les participants il y aura MM. Michel Cardona, François Hincin, Georges Labrie et Paul Noiret.

La fédération du PCF d'Ille-et-Vilaine contre un congrès extraordinaire. — La fédération communiste d'Ille-et-Vilaine « a très résolument prononcé contre la tenue d'un congrès extraordinaire », a déclaré son premier secrétaire, vendredi 28 mars. M. Paul Lesagol, qui rendait compte devant la presse de la réunion du comité fédéral chargé d'examiner les travaux du comité central des 24 et 25 mars, a assuré que ses membres « à l'unanimité » avaient « réaffirmé leur accord avec la politique audacieuse définie lors du 25<sup>e</sup> congrès ». Selon lui, « il y a aucune raison de vouloir remplacer M. Georges Marchais à la tête du parti ». Le PCF a obtenu 3,36 % aux récentes législatives dans ce département.

Union de la gauche rompusse Longwy. — Le maire de Longwy (Meurthe-et-Moselle), M. Jules Jean et son groupe d'élus communistes et républicains ont été mis en minorité, vendredi 28 mars, au cours du vote du budget primitif 1986. Le projet a été rejeté par 18 voix contre 15, après que les élus socialistes se furent associés au groupe d'opposition RPR-UDF. Les élus socialistes ne laissent pas suffisamment apparaître la volonté commune de contraindre les dépenses, tant d'investissement que de fonctionnement. L'union de la gauche, au conseil municipal, avait été réalisée aux élections de 1983.

che les déçus du parti de M. Georges Marchais, réduit par l'électorat à la portion congrue, et à sa droite les sympathisants centristes ou modérés de l'opposition.

Mais il n'est pas certain que cette perspective, relativement différente du projet socialiste affirmé en 1981, s'imposera sans difficulté aux militants du parti. Retrouvant une plus grande liberté de discussion et de critique, nécessairement appelés à établir le bilan approfondi des cinq dernières années, sollicités par les différents postulants à l'élection présidentielle de 1988, les militants socialistes vont peser de tout leur poids dans la redéfinition de la stratégie, des contours et de l'image de leur parti.

Des questions aussi importantes que celles de l'unité du Parti socialiste, ou au contraire de sa division, de son aptitude à devenir la force politique centrale dans le système des partis ou à participer, à son détriment, à une redistribution générale des rôles dans ce système dépendent largement de l'attitude qu'adoptera cette communauté hétérogène que forment les militants, mais aussi pour la conquête et l'exercice du pouvoir.

#### La permanence des courants

Une enquête menée auprès des militants du Parti socialiste l'année dernière peut apporter à cet égard quelques éclairages, dans la mesure où elle met en évidence à la fois la spécificité de chaque courant et les divergences liées à la coexistence dans un même parti de groupes socialement et idéologiquement contrastés. Il s'agit d'une enquête par questionnaire adressée à tous les militants de trente fédérations regroupant environ 40 % des effectifs du parti. Plus de quatre mille réponses sont revenues des fédérations concernées. L'enquête a pu ainsi dépasser le cadre monographique, d'une part, le niveau des responsables, d'autre part, qui font le plus souvent l'objet des études sur le militantisme.

Malgré l'apparence de l'unanimité, la permanence et la singularité

des courants sont toujours affirmées, tant du point de vue des trajectoires sociales des militants que de leurs systèmes de valeurs et de leurs choix idéologiques. Ainsi observé-on que les adhérents les plus anciens (et les plus âgés) sont regroupés dans le courant majoritaire aujourd'hui, alors que les adhérents plus jeunes et plus récents dans le parti appartiennent plus souvent au CERES ou au courant rocardien. Les positions sociales les distinguent aussi : les courants Mauroy et Mitterrand résistent bien l'usage d'un Parti socialiste, parti de classes moyennes, au sein duquel le courant rocardien regroupe davantage les couches les plus favorisées et où le CERES se présente, quant à lui, comme un courant « bipolaire ».

Il attire en effet à la fois le plus de cadres supérieurs (30 %) et le plus d'ouvriers (13 %). C'est le courant le plus jeune et le plus marqué à gauche (cf. tableau 1).

Le courant de l'ancien premier secrétaire est le plus représentatif par son nombre et son recrutement de la réalité du Parti socialiste. Plus âgé, ce courant reflète l'histoire du « nouveau » Parti socialiste et des formations qui l'ont précédé (SFIO, CIR). Ce qui le caractérise au premier chef, c'est un « légitimisme républicain », associé à l'adhésion aux valeurs traditionnelles de la gauche : 61 % des militants ayant voté pour la motion Mitterrand à Metz déclarent que la personnalité de M. François Mitterrand a été un facteur très important de leur adhésion au PS contre 45 % des membres du CERES et des partisans de M. Pierre Mauroy et 44 % des rocardiens (1).

Inversement, dans une longue tradition politique, le courant Mauroy attire souvent à lui les plus modérés des militants socialistes et ceux qui sont les moins favorables aux nouvelles valeurs revendiquées par le PS. Bien que plus nombreux à évoquer la tradition politique familiale comme raison importante de leur engagement (34 % contre 29 % des mitterrandistes, 23 % des rocardiens et 20 % du CERES), ils se placent surtout moins souvent à gauche de l'échiquier politique comme le montre le

tableau 1. Leur moindre libéralisme dans le domaine des valeurs sociales et des normes culturelles apparaît dans l'exemple suivant : l'abolition de la peine de mort est une bonne chose : 55 % sont d'accord contre 65 % des mitterrandistes, 75 % des rocardiens et 80 % du CERES.

Le courant Rocard est moins attaché aux valeurs traditionnelles de la gauche : ses partisans évoquent moins souvent le désir de transformer la société comme une des raisons de leur adhésion (67 % contre respectivement 76 % des membres du CERES, 70 % des mitterrandistes et 72 % des partisans de M. Pierre Mauroy). En revanche, ils se distinguent par un fort libéralisme culturel. Ils occupent de fait le plus souvent une place intermédiaire entre le CERES et les courants Mitterrand et Mauroy. Le CERES apparaît bien comme le courant de gauche du Parti socialiste.

#### Niveau culturel et choix idéologiques

Ainsi, la préférence exprimée pour un courant reconstruit bien des différences significatives entre les militants et ce fait peut expliquer leur permanence. Mais une étude plus fine des réponses à notre enquête conduit à relativiser la portée de cette différenciation en terme de courants.

On peut, en effet, faire deux observations :

Les courants sont eux-mêmes assez hétérogènes, à la fois sociologiquement et idéologiquement. D'ailleurs une partie non négligeable des militants en change ;

Ils traduisent imparfaitement des clivages plus profonds. Tout se passe comme si, en fonction des situations locales, des périodes propres à la vie du parti, du poids particulier de chaque dirigeant, des courants différenciés de militants s'efforcent d'ajuster leurs choix de courant à leur identité politique. La mobilité des courants de chaque courant comme la complexité de leurs systèmes d'alliance ou de différenciation selon les congrès dissimulent en partie à la fois le caractère composite d'une grande formation politique comme le PS et la réalité évidente d'un consensus interne qui fonde son unité.

Ainsi les clivages introduits par le courant d'appartenance ne suffisent pas à rendre compte de la diversité du Parti socialiste. On peut observer en même temps que deux grands facteurs de différenciation interviennent, le niveau culturel et les choix idéologiques. Ils jouent le plus souvent de la même façon comme le montrent les tableaux 1 et 2.

On observe en outre qu'au sein du Parti socialiste les militants les plus diplômés se situent le plus souvent sur les positions les plus à gauche de l'échelle (43 % contre 32 % des moins diplômés). Ces différences renvoient aussi à l'appartenance à une classe d'âge : les plus jeunes sont plus diplômés (comme dans la population globale) et plus à gauche. Un effet de génération vient donc se juxtaposer aux relations déjà constatées. En prenant notamment en compte ces deux facteurs, cinq groupes de militants peuvent être définis à partir de l'enquête :

Le premier, que l'on pourrait désigner comme le « noyau dur » de la gauche socialiste, est formé des militants qui se classent le plus à gauche sur l'échelle gauche-droite et sont le plus favorables à la transformation radicale de la société et à la participation de ministres communistes au gouvernement. Ce système d'opinion ne se fonde pas sur une différenciation sociologique. On retrouve à peu près la même proportion de cadres supérieurs que d'ouvriers ou d'employés. Ces militants, qui représentent environ 15 % de ceux que nous avons interrogés, sont plus nombreux dans le CERES.

Le deuxième rassemble les militants dont la position à gauche sur l'échelle gauche-droite est à la fois liée à un haut niveau de diplôme et à une affirmation prononcée de leur libéralisme culturel. Plus jeunes, d'adhésion plus récente et occupant des positions sociales élevées, ils évoquent plus souvent le désir d'exprimer leurs convictions parmi les raisons de leur engagement.

Modernistes et porteurs d'un système de valeurs qui les situe à gauche, on les retrouve dans tous les courants avec toutefois une prédominance du CERES et du courant Rocard. Ils représentent un peu plus d'un quart de l'ensemble des militants interrogés.

Le troisième (un tiers des réponses) se compose de militants à la fois moins diplômés et situés moins à gauche, de milieu social plus modeste, très attachés aux personnalités locales du PS et à son leader historique. Plus réservés à

l'égard du Parti communiste, on compte parmi eux plus d'anciens adhérents de la SFIO (et donc de militants plus âgés). Ils se différencient nettement des précédents par un libéralisme culturel moins affirmé, mais leur identification aux valeurs traditionnelles de la gauche, l'accord qu'ils marquent avec les grandes orientations du parti et les principes, mesures gouvernementales en font le groupe central dans lequel recrutent largement les courants Mitterrand et Mauroy.

Le quatrième groupe (peu nombreux, moins de 10 %) est formé de militants qui se situent le plus à droite sur l'échelle gauche-droite, les plus conservateurs dans les réponses concernant le libéralisme culturel, particulièrement les rapports au sein de la famille et l'action de la justice. Malgré sa composition relativement populaire, ce groupe représente bien la droite du Parti socialiste.

Un cinquième groupe, enfin, lui aussi situé à la droite du PS avec une faible propension à voir se transformer la société et des réticences à l'égard des valeurs traditionnelles de la gauche, ainsi qu'une hostilité affirmée à la présence de ministres communistes au gouvernement, rassemble des militants qui se distinguent du groupe précédent par deux caractéristiques importantes : leur niveau de diplôme et leur libéralisme culturel élevés. Alors que le positionnement à gauche et l'intensité du libéralisme culturel sont généralement associés chez les militants socialistes, c'est l'inverse que l'on observe chez eux. Ils sont plus nombreux à se situer dans le courant Rocard, et représentent un peu moins de 20 % des militants interrogés.

Renforçant les effets du milieu social et du niveau culturel, les choix idéologiques transforment les différences entre courants.

Cette diversité interne constitue à la fois une richesse et un facteur de fragilité. Elle lui permet d'élargir l'extension de son recrutement, encore très limité si l'on se compare à l'ampleur de son électorat, vers des groupes disponibles de sensibilités très variées : radicaux de gauche anciens électeurs du Parti communiste et même écologistes ou alternatifs. Mais dans le même temps, cette diversité, qui conditionne dans une large mesure la réalisation de l'objectif majoritaire que se fixe le Parti socialiste, implique à la fois une nette définition des règles du fonctionnement interne entre tendances bien différenciées et la délimitation des bases d'un consensus propice à cette diversité.

HENRI REY  
et FRANÇOISE BURLEAU  
chargés de recherche  
à la Fondation nationale  
des sciences politiques.

(1) On demandait aux militants dans le questionnaire « à quel point » ils avaient voté au congrès de Metz de 1979 et à celui de Bourg-en-Bresse en 1983. Les réponses concernent évidemment les militants âgés membres du PS à ces deux dates (les deux tiers interrogés pour le congrès de Metz, la quasi-totalité pour celui de Bourg-en-Bresse).

TABLEAU 1. — Position sur l'échelle droite-gauche selon le vote au Congrès de Metz (\*)

Courants	Positions les plus à gauche	Positions au centre gauche	Positions au centre
Mitterrand	29 %	63 %	7 %
Mauroy	15 %	67 %	17 %
Rocard	27 %	63 %	9 %
CERES	42 %	52 %	4 %

(\*) L'échelle comporte 7 positions de l'extrême gauche à l'extrême droite. Nous avons regroupé les positions 1 et 2 les plus à gauche, le « centre gauche » correspond à la position 3, le centre à la position 4.

TABLEAU 2. — Les raisons de l'adhésion

	Diplômes inférieurs ou égaux au baccalauréat	Diplômes supérieurs	Positions les plus à gauche	Positions au centre gauche	Positions au centre
Transformer la société	73 %	66 %	78 %	67 %	58 %
Exprimer ses convictions	68 %	65 %	71 %	65 %	54 %
Équilibrer le Parti communiste	27 %	35 %	44 %	55 %	66 %
La personnalité de F. Mitterrand	21 %	30 %	21 %	28 %	30 %
Soutenir une personnalité	25 %	44 %	29 %	37 %	48 %
Soutenir le gouvernement	51 %	63 %	24 %	27 %	26 %

TABLEAU 3. — Le libéralisme culturel

	Diplômes inférieurs ou égaux au baccalauréat	Diplômes supérieurs	Positions les plus à gauche	Positions au centre gauche	Positions au centre
Une fille doit pouvoir prendre la pilule avant sa mariage	69 %	47 %	61 %	51 %	43 %
Les enfants n'ont pas à juger leurs parents	32 %	55 %	38 %	48 %	57 %
L'école doit avant tout apprendre la discipline	32 %	63 %	41 %	53 %	68 %
Les tribunaux ne sont pas assez sévères avec les jeunes délinquants	16 %	39 %	48 %	63 %	74 %
L'avortement est un acte médical comme un autre	56 %	62 %	64 %	59 %	50 %
L'abolition de la peine de mort est une bonne chose	82 %	61 %	78 %	68 %	49 %
Les femmes doivent d'abord s'occuper de leurs enfants	9 %	31 %	41 %	48 %	65 %

# Air Canada.

## La liberté à prix charter.

PARIS MONTRÉAL PARIS 3.490<sup>F</sup>  
PARIS QUÉBEC PARIS 3.490<sup>F</sup>  
PARIS TORONTO PARIS 3.790<sup>F</sup>

\*Vols réguliers soumis à des conditions particulières et sous réserve d'approbation gouvernementale.

Du 1<sup>er</sup> au 30 Avril

Vite ! Achetez vos billets du 1<sup>er</sup> au 30 avril et voyagez à prix charter sur nos vols réguliers\*. N'importe quand. En profitant de tous les services d'Air Canada : imaginez... Voulez-vous vous détendre en musique ? Les écouteurs sont gratuits. Boire un verre avant le dîner ? Le bar est sans supplément. Et si vous avez peur de ne rien comprendre au film, rassurez-vous, il est en français... Ça donne des idées, non ? Alors courez retirer vos billets dans toutes les agences de voyage ou chez Air Canada, 24 bd des Capucines - 75009 Paris - Tél. (1) 47 42 21 21 ou 55 place de la République - 69002 Lyon - Tél. (16) 78 42 43 17.



AIR CANADA

الخدمة



[illegible]

Le PCF vient de subir un électoral qui le ramène à une situation de blessé et de marginalité qu'il connaît depuis plus de cinquante ans. Ses membres de ce parti, ne pouvons réagir à cette véritable liquidation ? n'avons pas le temps pour nous ? ! nous pouvons pas dire simplement aux électeurs faire leur expérience, alors qu'es pouvoir une droite reaganienne d'extrême droite à plus de 10 % du total nous à des solutions riches

phobes dont on a, hélas, expérimenté ailleurs et en d'autres temps les effets tragiques. Non, nous ne pouvons laisser sans réagir des dirigeants continuer à imposer à notre parti des pratiques, un langage et un mode de fonctionnement qui le conduisent inexorablement à sa perte.

**C'est pourquoi nous réclamons la convocation d'urgence d'un congrès extraordinaire pour instaurer enfin le nécessaire débat démocratique sur les causes réelles de cette succession de reculs et les moyens d'y mettre**

**fin. Depuis plus d'un demi-siècle, les communistes représentent en France une force irremplaçable dans la lutte pour une société plus juste, plus fraternelle et plus démocratique.**

Ils ne sauraient se résigner à n'être plus acteurs de l'histoire, face au jeu d'une alternance exclusive entre une droite néo-libérale d'inspiration américaine et une social-démocratie prête à toutes les compromissions et à tous les renoncements. Il y a indéniablement de l'avenir de ce pays et de ses enfants.

[illegible][illegible][illegible][illegible][illegible]

Les signatures sont recueillies par le docteur Tony Lainé, 6, rue Goethe, 75016 Paris.







# SOCIÉTÉ

## AÉRONAUTIQUE

### L'Inde commande vingt-sept hélicoptères français

L'Inde a commandé vingt-sept hélicoptères Dauphin de l'Aérospatiale. Ce contrat, d'une valeur de 1 500 millions de francs, a été signé, lundi 10 mars, à New-Delhi, par le commandant Sanil, représentant la compagnie Helicopter Corporation of India, et le président de l'Aérospatiale, M. Henri Martre. Ces appareils seront livrés à partir de septembre 1986.

Vingt et un d'entre eux seront utilisés par la compagnie indienne des pétroles et six autres serviront dans l'armée de l'air indienne (le Monde du 27 mars). Parallèlement, la société britannique Westland a vendu vingt et un hélicoptères d'une valeur de 650 millions de francs à l'Inde.

## ESPACE

### Deux satellites japonais pour Ariane

La fusée européenne Ariane devrait en principe mettre deux satellites japonais en orbite en 1988. En effet le groupe Space Communications, constitué autour de Mitsubishi, s'apprête à verser 40 millions de yens à la société Arianeespace, soit un peu plus de 10 millions de francs, pour la réservation de deux créneaux de tir. Les deux satellites de télécommunications japonais que le lanceur emportera sous sa coiffe auront chacun une masse de 1,5 tonne. Le premier devrait être lancé en avril 1988 et le second à l'automne.

Cette réservation japonaise est d'autant mieux accueillie par les responsables d'Arianeespace que la société chargée de la promotion du lanceur européen avait, en septembre dernier, essuyé un échec commercial au Japon. La Japan Communications Satellite Inc avait alors choisi la navette spatiale américaine de préférence à Ariane.

## SÉISMES

### San-Francisco trois fois secouée

Un séisme de magnitude 5,3 sur l'échelle de Richter a secoué la région de San-Francisco le 31 mars vers 4 heures (14 heures, heure de Paris). Il était plus fort que les deux premières secousses qui s'étaient produites le 29 et le 30 mars. Le tremblement de terre du 31 mars n'a fait que trois blessés légers. Des dégâts se sont bornés à des ruptures de câbles électriques, ce qui a privé de courant quelque vingt mille personnes habitant aux alentours de San-José, ville située à 80 kilomètres au sud-est de San-Francisco. (AFP, AP.)

## VOLCANS

### La Fournaise se rendort

La phase éruptive du piton de la Fournaise, le volcan actif de la Réunion, est considérée comme terminée depuis le dimanche 30 mars à 22 h 15. L'heure de l'arrêt du volcan n'a cessé de diminuer depuis le 30 mars. La 31 mars, en fin d'après-midi, elle était pratiquement arrêtée. De même, les deux coulées de lave qui étaient sorties du volcan à basse altitude et qui avaient coulé dans la mer pendant dix jours, ne sont plus alimentées et se solidifient. La route nationale qui fait le tour de l'île a pu être dégagée au bulldozer.

Le préfet a autorisé les familles évacuées depuis le 19 mars à rentrer chez elles ce 1<sup>er</sup> avril. Mais il maintient, par sécurité, le plan ORSEC. (AFP.)

### Nuit de cendres en Alaska

Le volcan Augustine, qui se situe dans la péninsule de la région de Anchorage (Alaska) a connu le 31 mars, son activité la plus forte depuis dix ans. Le 28 mars, une cascade de cendres volcaniques projetées dans l'air ont obligé à fermer l'aéroport international et la base aérienne militaire d'Anchorage.

Le 31 mars, le volcan Augustine a été le siège d'une violente explosion, qui a soulevé de grandes quantités de cendres à plus de 12 kilomètres d'altitude. Le nuage de cendres volcaniques a provoqué une « nuit » en plein jour à Homer, petit port porteur situé à plus de 110 kilomètres du volcan. (UPI.)

## MÉDECINE

### La vaccination permettrait d'éviter la mort de 3,5 millions d'enfants chaque année

Les décès chaque année de trois millions de demi d'enfants dans le monde pourraient être évités par l'emploi de la vaccination, a indiqué lundi 31 mars à Washington le « Groupe de lutte pour la survie des enfants », dirigé par le Dr William Foege. Des progrès ont été accomplis dans ce domaine, mais il reste encore beaucoup à faire, a souligné le docteur Foege.

Trente ans après l'extension de la vaccination à l'ensemble du monde, environ cinq mille enfants sont paralytiques chaque semaine par cette maladie. Et quelque dix mille meurent chaque jour de maladies. On pourrait prévenir, a précisé le docteur Foege. Le chiffre total de 3,5 millions de victimes infantiles chaque année a cependant baissé par rapport aux cinq millions d'il y a quelques années. 60 % des enfants dans le monde ont maintenant accès à la vaccination.

Une douzaine de pays, comme la Colombie, la Turquie, la Chine et

## VOMIR POUR MAIGRIR

Les adolescents utilisent régulièrement des médicaments pour provoquer des vomissements. Une prescription médicale est rare. Une étude menée auprès de 1 722 adolescents par une équipe de l'Université de Stanford (1). Cette enquête comportait un questionnaire sur les habitudes alimentaires et le comportement par rapport à la nourriture et au contrôle du poids. Les résultats sont surprenants : 13 % des adolescents interrogés utilisent des médicaments anorexigènes, des laxatifs et des diurétiques ainsi que des produits vomitifs. Les jeunes filles ont plus que les garçons recours à de tels procédés. Il s'agit, le plus souvent, d'adolescentes inquiètes pour leur « ligne », joignant fréquemment, comptabilisant les calories apportées par leur alimentation et se pesant régulièrement en cas d'excès.

Il s'agit aussi d'adolescentes dont le poids est comparativement plus élevé que celui de leurs camarades qui n'ont pas recours à ces procédés. « Notre étude, commentent les auteurs, suggère qu'un nombre alarmant de jeunes adolescents peuvent utiliser des procédés dangereux pour le contrôle de leur poids. » Les auteurs insistent ainsi que ces attitudes peuvent, à terme, avoir pour conséquence de favoriser l'apparition de troubles mentaux, voire de troubles plus graves.

J.-Y. N.

(1) Journal de l'Association médicale (JAMA) du 21 mars.

## CORRESPONDANCE

### Le stationnement souterrain à Paris

Après notre article « La capitale au mal de stationnement » (le Monde du 6 mars), M. Maurice Doublet, président-directeur général de la SAEM (Société anonyme d'économie mixte d'exploitation des équipements de la Ville de Paris), nous donne les précisions suivantes :

Aucune subvention d'exploitation n'est versée à la SAEM depuis 1984. Au titre de 1986, la société a entrepris la construction de quatre cents nouvelles places de stationnement sans le moindre subside de la Ville.

En outre, ces dernières années, les avancées qui nous ont permis d'atteindre les objectifs fixés par la SAEM ont été largement aidées par les services de la Ville de Paris.

Ce sont toujours des maires privés qui gèrent nos parkings. Mais la SAEM a effectué des investissements que le secteur privé n'aurait pu réaliser pour des raisons financières. C'est normal, car la société fait face à des besoins collectifs indéniables et joue le rôle d'un service public avec la simplicité et l'esprit du service public.

C'est ainsi que la SAEM a financé pour plus de 100 millions de francs des équipements et qu'elle offre chaque année plus de 8 millions de places de stationnement au secteur privé.

## RELIGION

### AVANT DE PUBLIER UN NOUVEAU DOCUMENT SUR LA « THÉOLOGIE DE LA LIBÉRATION »

### Rome lève sa sanction contre Leonardo Boff

Le Saint-Siège a décidé, samedi 29 mars, de suspendre la condamnation à « un an de silence » qu'il avait formulée, le 8 mai 1985, à l'encontre du Père franciscain Leonardo Boff, l'un des « théologiens de la libération » les plus connus. A l'heure de la « théologie de la libération », le prêtre brésilien qui quarante-sept ans avait été vivement critiqué dans un livre publié par la Congrégation romaine pour la doctrine de la foi (le Monde du 11 mars 1985). Le cardinal Ratzinger, prélat de la congrégation, reprochait de formuler « des critiques fondamentales » à l'égard de l'Eglise, qu'il accusait d'être « étrangère à la pensée du Christ ». Le Saint-Siège avait alors invité le théologien à observer « une période de strict silence qui lui permette une réflexion approfondie ».

### Critique du pacte colonial

Dix évêques brésiliens avaient protesté contre la « punition », estimant que « tant la mesure en soi que la procédure utilisée pour l'appliquer (leur semblait) peu évangéliques, et contraire aux droits de l'homme comme à la liberté d'expression du libre exercice de la charité chrétienne » (...).

Le Père Boff devait rompre le silence une seule fois, le 17 septembre 1985, lors d'une messe célébrée

à Managua (Nicaragua). « Nous n'appartenons pas à une Eglise abstraite, déclara-t-il, mais concrète, avec laquelle nous voulons avancer, une Eglise neuve, dans une société nouvelle, qui passe par Dieu et aussi par les hommes, par la libération de la justice sociale. » Ces propos, en filigrane les principales critiques faites à l'Eglise par le Père Boff dans son livre : une Eglise « tournée exclusivement vers le dedans », qui s'est « rapprochée des classes dominantes qui contrôlent l'Etat » selon un « pacte colonial ».

Apprenant la nouvelle de son amnistie, plus d'un mois avant l'échéance de sa condamnation, le Père Boff a déclaré : « C'est un grand cadeau de Pâques, je suis très heureux. » Pour sa part, le Père Olmiro, franciscain, s'est exclamé dimanche 30 mars, au cours d'une messe célébrée au convent de Petropolis : « A l'image du Christ, le jour de Pâques, le Frère Leonardo vient de ressusciter à la même date pour l'Eglise et pour son travail en faveur des pauvres et des opprimés. »

La Congrégation pour la doctrine de la foi qui publie cette semaine un nouveau document sur la « théologie de la libération ». Rappelons que l'ensemble des évêques brésiliens avaient été convoqués par le pape le mois dernier.

(1) Edition Lieu commun, 288 pages, 85 francs.

## SPORTS

### LES INTERNATIONAUX DE FRANCE DE RACQUETBALL

### Un petit cousin du squash

Les troisièmes Internationaux de France de racquetball ont eu lieu à Paris du 23 au 31 mars. Le titre est revenu au Néerlandais Frits Groenendijk, numéro 3 européen, qui a battu en finale le numéro 2 français, Jean Tolosa (15-4, 15-11).

Le « paddle racquet » est né aux Etats-Unis dans les années 50, à l'initiative de Joe Sobek, professionnel américain de squash et de tennis. Vingt ans plus tard, il prendra le nom de racquetball. Mais il faut attendre 1978 pour que l'apparition du racquetball sur le circuit international soit officialisée. « Dallas », pour que ce sport prenne véritablement son essor.

Le racquetball se joue entre quatre joueurs sur un court fermé de 12,20 mètres de longueur, 6,10 mètres de largeur et 2,13 mètres de hauteur. On utilise une raquette à petit manche et grand tamis, et enfin une balle bleue de 5,7 centimètres de diamètre, pressurisée à deux atmosphères. Durant la partie (deux sets de 15 points gagnants), seul le joueur peut marquer, à l'instar du volley ou du squash. Il y a souvent cette fameuse balle qui joue le rôle de « mur » à l'autre à une vitesse de 160 km/h qu'elle oblige les joueurs à porter de petites lunettes « martiennes » et qu'une lanterne de couleur permet de pointer. Cette particularité du rebond distingue définitivement le racquetball du squash.

En France, ce sont les Basques - Erroarte, Opatial, Deleurne, Echevestre, Idart - qui, depuis l'introduction de ce sport, fin 1982, ont pu le faire connaître. L'Union Française de la pelote (trois ans d'âge et mille licenciés) a conservé un esprit de « terroir » tout à fait particulier, et à chaque compétition, quand une délégation basque est au voyage, vaccine et spectacle sont assurés.

Le squash bénéficie encore de plusieurs services d'avance sur le racquetball : près de deux cents clubs représentant quelque sept cents courts pour l'un, opposés à huit clubs et vingt courts pour l'autre.

Automobilisme : championnat de France des voitures de production. Olivier Grouillard (BMW M5) a remporté le 31<sup>er</sup> à Nogaro (Gers), la première épreuve du championnat de France des voitures de production 1986. Il a devancé Dany Snobeck (Mercedes 190) et Bernard Beguin (BMW M5).

Écriture : championnats du monde des moins de vingt ans. Le soviétique Sergueï Kossine a gagné la médaille d'or, le 31 mars à Stuttgart, en battant en finale le Polonais Mariusz Rys. Pour la troisième place, le Français Jean-Baptiste Stern s'est imposé face au Roumain Adrian Pop.

## OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Vente sur saisie immob. Palais de Justice - Paris, Jeudi 10 avril 1986 à 14 h

### UN APPARTEMENT 2 P. PRINC.

1, rue Charles-Bossut

MISE À PRIX : 75 000 F

S'adresser à M<sup>re</sup> SCP Gaudin, Manegau et Sautoude-Corren, 28, rue des Pyramides, Paris 1<sup>er</sup> - Tél. : 42-60-46-79 - 15, avenue pr. Trib. Gde Inst. Paris - S/La pour visite.

Vente sur licitation au Palais de Justice de Créteil, le JEUDI 17 AVRIL 1986 à 9 h 30

### UN PAVILLON

sur 3 terrains de chacun 1 400 m<sup>2</sup>

s/s CHUELLES (Loiret)

La Bouillabaisse n° 83, 94 et 95

MISE À PRIX : 300 000 F

S'adresser à M<sup>re</sup> François Guillaud, avocat au barreau du Val-de-Marne, demeurant 2, rue Curt à Saint-Mandé (94160), tél. : 43-28-10-23, dépositaire d'une copie de l'enchère.

M<sup>re</sup> Jeanne Boucard-Perronet, avocat à la cour, demeurant 87, bd. Raspail à Paris (75006), tél. : 45-48-93-79. M<sup>re</sup> Jean-Pierre Breher, avocat à la cour, demeurant 197, bd. Saint-Henri à Paris (75008), tél. : 45-42-95-17. Au greffe des Crétes du Tribunal de Grande Instance de Créteil, où le cahier des charges est déposé. Et sur les lieux pour visiter, tous les samedis après-midi en 186pnotant au préalable au cabinet de M<sup>re</sup> François Guillaud. On ne peut porter des enchères qu'en s'adressant à un avocat inscrit au barreau du Val-de-Marne.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Paris LE JEUDI 10 AVRIL 1986 à 14 h

### APPARTEMENT A PARIS 18<sup>e</sup>

de 4 pièces, prin., au 2<sup>e</sup> étage, bte B - cave et, ens. insm.

17, rue Cuvier et 17, rue d'Orléans

MISE À PRIX : 2 000 000 FRANCS

S'adresser à M<sup>re</sup> Rhodane-Dumas, avocat, 17, avenue de Lamballe. Tél. : 45-24-46-40.

Vente app. règlement judiciaire au Palais de Justice de Paris LE JEUDI 10 AVRIL 1986 à 14 h - EN TROIS LOTS

### A STAINS DU NORD (59)

1<sup>er</sup> LOT

MAISON D'HABITATION

Mitoyenne comp. au r.-de-ch. entrée, s. à manger, cuis., à l'ég., ch., WC, grenier

79, rue Gambetta (anci. 31, rue Gambetta)

LIBRE - MISE À PRIX : 25 000 F

2<sup>e</sup> LOT

ENSEMBLE INDUSTRIEL A AVESNELLES

Dénommée « USINE DU CARDE », rue Charles-Sely, n° 23, comp. : en entrant à dire, MAISON DE GARDIEN à dire de cour, entrepôt, 3 gdes. ens. industriel avec locaux sociaux - LIBRE

MISE À PRIX : 600 000 FRANCS

S'adresser pour tous renseignements à M<sup>re</sup> J. Luyonnet de Montfort, avocat à Paris 1<sup>er</sup>, 182, rue de Rivoli. Tél. : 42-68-48-49. M<sup>re</sup> J.M. Garnier, syndic, 63, bd. St-Germain à Paris 1<sup>er</sup>. Au greffe du T.G.I. de Paris où le cahier des charges est déposé.

Vie s/mis. Pal. Just. Paris - 10 avril 1986 à 14 h - En un seul lot

### LOGEMENT A PARIS 8<sup>e</sup>, 14-16, RUE PRINCESSE

ent., cuis., ch. 1<sup>er</sup> étage / cour - MISE À PRIX : 150 000 F

S'adr. M<sup>re</sup> Labouche, avocat, 1, av. Président-Wilson, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 42-42-42-42

Sur lieux pour visite, 9 avril 1986 de 11 h à 12 h.

Vie sur sais. Pal. Just. Créteil (94) le 11 avril 1986 à 14 h 30

### A VILLENEUVE-ST-GEORGES (94290)

avec 2 étages comp. : 2 cuis., 2 s. bains, 4 ch., s. à m., salon, bureau, cellier, garage - 14, rue Lavallée

MISE À PRIX : 200 000 F

M<sup>re</sup> T. Maglo, avocat, 4, allée de la Toison-d'Or à Créteil (94000). Tél. : 41-41-41-41

M<sup>re</sup> Boissel, avocat à Paris 1<sup>er</sup>, 14, rue Sainte-Anne. Tél. : 42-61-01-09.

Vente après liquidation des biens au Palais de Justice de Paris LE JEUDI 10 AVRIL 1986 à 14 h - EN DIX LOTS

### A OUTREAU (PAS-DE-CALAIS)

1<sup>er</sup> LOT

MAISON DOUBLE

de construction ancienne élevée sur cave d'un r.-de-ch. en d'un étage mansardée

186-188, rue des Hauts-Fourneaux

MISE À PRIX : 20 000 F

2<sup>e</sup> LOT

MAISON

complète av. gar. d'un r.-de-ch. div. en ent., cuis., ch., séjour, 1<sup>er</sup> ét.

div. en 3 ch. a. de bains, placards

2<sup>e</sup> ét. div. 2 ch. mans. grenier

21, rue Haver

LIBRE - MISE À PRIX : 250 000 F

3<sup>e</sup> LOT

MAISON

d'hab. d'un r.-de-ch. (1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> s/jardin) et 2 ét.

126, rue Hafringue

LIBRE - MISE À PRIX : 300 000 F

4<sup>e</sup> LOT

MAISON

d'hab. d'un r.-de-ch. et de 2 étages - LIBRE

204, rue Hafringue

MISE À PRIX : 200 000 F

5<sup>e</sup> LOT

UN IMMEUBLE

CNE DU PORTEL (62) Occupé - MISE À PRIX : 200 000 F S'adr. pour tous renseignements à M<sup>re</sup> J. Luyonnet de Montfort, avocat à Paris 1<sup>er</sup>, 182, rue de Rivoli à Paris 1<sup>er</sup>. Tél. : 42-68-48-49. M<sup>re</sup> H. Gaudin, syndic, 174, bd. St-Germain, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>re</sup> B. Médie, syndic, 41, rue du Four, Paris 6<sup>e</sup>. Au greffe du T.G.I. de Paris où le cahier des charges est déposé.

DITES NON AU CANCER AIDEZ LA RECHERCHE !

Pour que l'avenir puisse devenir réalité, aidez l'A.R.C. la seule association française uniquement vouée à la recherche du Cancer.

Pour l'A.R.C., chaque jour, chaque minute compte... Aidez-nous vite à dire « non » au cancer !

Envoyer chèque ou mandat à l'association ci-dessous

BP 300 94809 VILLEJUIF

NOM

Adresse

ASSOCIATION POUR LA RECHERCHE SUR LE CANCER

AR&C



## Le Monde SCIENCES

# Il y a quatre milliards d'années...

**Le prix Crafoord 1986 a été décerné à Claude Allègre et à Gerald Wasserburg pour leurs travaux de géochimie isotopique. Une science qui raconte l'histoire de la Terre.**

Le prix Anna-Greta et Holger Crafoord 1986 vient d'être décerné par l'Académie royale des sciences suédoise à Claude Allègre, directeur de l'Institut de physique du globe de Paris, et à Gerald J. Wasserburg, du California Institute of Technology, pour leurs travaux de géochimie isotopique. La géochimie isotopique permet de reconstituer l'histoire de la Terre - et aussi celle du système solaire - en dosant les isotopes de certains éléments présents en quantités infinitésimales dans les roches terrestres.

La croûte continentale et le manteau (voir encadré ci-dessous) sont constitués à 90 % de silicates. Parmi les isotopes des éléments constituant les 10 % restants, certains viennent des processus normaux qui ont présidé à

la formation de tous les éléments de l'univers. Il y a eu aussi, en partie par la désintégration d'éléments radioactifs, des isotopes radioactifs.

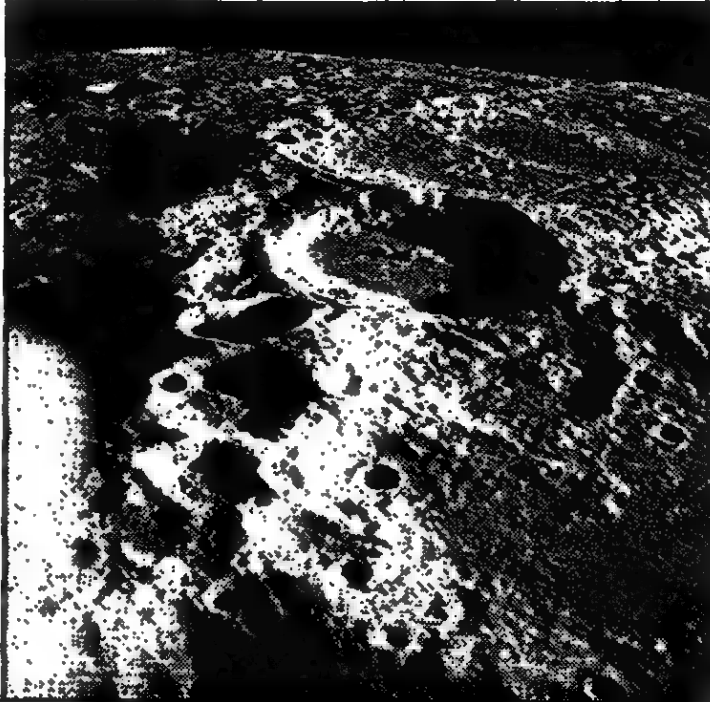
Sont ainsi présents dans la Terre à l'état de traces : le strontium-87 (10 parties par million), le néodyme-143 (1 ppm), le plomb-206-207-208 (180 parties par milliard), le thorium-230 (94 ppm), les rares, argon-40 (10<sup>-2</sup> ppm), hélium-3 (10<sup>-7</sup> ppm) et le xénon-129 (10<sup>-7</sup> ppm). On peut citer que quelques-uns (1).

Tous ces éléments radioactifs sont en quantités infinitésimales que le profane pourrait croire qu'ils aient aucune importance. Tel n'est pas le cas, au contraire. Ils jouent le rôle d'espions qui trahissent l'origine des roches dont ils font partie et permettent ainsi de reconstituer l'histoire de la Terre.

La Terre a été créée il y a 4,5 milliards d'années par des phénomènes d'accrétion qui ont attiré les uns vers les autres des poussières et des cailloux de plus en plus gros présents dans le système solaire. A ses débuts, la Terre a été une boule composée de 63 % de silicates de magnésium, de 30 % de fer et de 7 % de silicates des autres éléments.

En tout processus d'accrétion, il y a dégagement de la chaleur. La toute jeune Terre était donc très chaude (1 000°C environ). Très vite, le fer - lourd - s'est séparé et est tombé au fond, c'est-à-dire au centre de la Terre. Ainsi s'est formé le noyau central en moins de 30 millions d'années.

De leur côté, les éléments les plus légers se sont échappés de cette boule brûlante sous forme de gaz, constituant la proto-atmosphère. Au sein de celle-ci, la vapeur d'eau s'est condensée. Entraînant le dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>), elle est retombée en pluies diluviennes pour former les océans. Le processus du carbone dans les océans est une caractéristique de la Terre. Si le CO<sub>2</sub> était resté dans l'atmosphère, notre planète aurait été terrible (comme Vénus) et impropre à la vie.



Contrairement à la Terre, la Lune garde les traces de son bombardement météoritique.

Il y a 4,4 milliards d'années, la Terre était une boule recouverte d'eau. En carapace subocéanique était solide, mais percée par d'innombrables volcans. La planète, en effet, était le siège d'un volcanisme très intense créé par la chaleur interne, elle-même l'aboutissement d'un processus d'accrétion.

De - 4,4 à - 4 milliards d'années, le bombardement météoritique a diminué d'intensité. La Terre s'est refroidie. Mais la présence, dans le manteau, d'éléments radioactifs (uranium, thorium, potassium, etc.) a maintenu une certaine chaleur; phénomène qui, d'ailleurs, se continue de nos jours.

### La « soupe » se concentre

Le manteau était déjà à l'état de magma visqueux, comme il l'est aujourd'hui. Il pouvait être, à l'échelle des temps géologiques, brassé par des courants de convection, comme l'est l'eau d'une casserole posée sur le feu. Les courants de convection étaient plus actifs que maintenant, car la radioactivité du man-

teau, source de chaleur, était alors plus intense.

Dans les courants convectifs, les roches du manteau montaient vers la surface de la Terre, et, par décompression, passaient partiellement à l'état liquide. Or, dans tout phénomène de fusion, certains éléments de la « soupe » se concentrent. Cela explique que l'uranium, le thorium et le potassium radioactifs, accompagnés d'éléments légers (sodium, aluminium), se sont regroupés en écume, et celle-ci a pu rester en surface, puisque le bombardement météoritique était devenu très faible. Ainsi, à partir de - 4 milliards d'années, s'est formée la première croûte continentale. La formation de cette croûte s'est accompagnée, bien évidemment, d'un appauvrissement progressif du manteau en éléments radioactifs et légers.

La surface couverte par ces toutes premières masses continentales était modeste : 10 % probablement des 150 millions de kilomètres carrés occupés par les continents actuels. Mais quelques lambeaux de cette croûte continentale initiale ont été préservés en Australie, en Afrique du Sud et au Groenland.

Le processus de formation de la croûte continentale ne s'est jamais

interrompu. Mais les éléments du manteau nécessaires à cette formation diminuant peu à peu, le rythme d'augmentation de la croûte continentale se ralentit donc avec le temps.

Tout ce schéma historique n'est pas une vue de l'esprit. Il a été défini et confirmé par diverses études sur la géochimie isotopique. Les éléments radioactifs « pères » donnent naissance, par désintégration, à des éléments stables « fils », en suivant un rythme connu et immuable propre à chaque élément.

La proportion d'un isotope-père par rapport à son isotope-fils dans la croûte continentale est comparée à la proportion des mêmes isotopes présents dans les basaltes mis en place au cours des âges géologiques (les basaltes sont issus directement du manteau par le volcanisme). En effet, certains des isotopes-pères (uranium-238, rubidium-87 par exemple) ou des isotopes-fils (le néodyme-143) sont attirés préférentiellement dans la croûte continentale.

Mais il ne faut pas oublier que, pour chacun des éléments pris en compte pour reconstituer l'histoire de la Terre, coexistent un ou plusieurs isotopes radioactifs et un ou plusieurs isotopes stables. La proportion des isotopes d'un même élément dépend ainsi de deux facteurs : d'une part, du

temps écoulé depuis la formation de la roche ; d'autre part, de la quantité de l'isotope-père présent dans la roche au moment de la formation de celle-ci.

Tous les éléments dont on dose les isotopes ne se comportent pas de la même façon. Il a donc fallu attendre le développement de techniques et d'appareils extraordinaires - les spectromètres de masse - pour que la géochimie isotopique, qui joue sur le milliardième de gramme, puisse se développer.

Encore faut-il préparer le travail des spectromètres de masse en isolant d'abord chaque élément (qui est alors constitué de tous ses isotopes) par la microchimie, qui a été développée à l'Institut de physique du globe de Paris. La précision nécessaire à cette microchimie réside d'une comparaison : il y a plus de plomb dans un mètre cube d'air de Paris que dans l'échantillon de quelques grammes d'or chaque élément sera extrait. On comprend dès lors que, pour éviter toute contamination, les laboratoires de microchimie sont aussi « stériles » que les chambres de grande brûlée.

YVONNE RESEYROL

(1) ppm : partie par million ; ppb : partie par milliard.

### Croûtes, manteau et noyau

La Terre est constituée de plusieurs enveloppes concentriques ayant des compositions et des propriétés particulières. De la surface au centre, viennent :

● **La croûte.** La croûte continentale, granitique, est épaisse, en moyenne, d'un train de kilomètres. Elle est composée à 90 % de silicate d'aluminium. Les 10 % restants sont faits de tous les autres éléments chimiques. La croûte océanique, basaltique pour parler en termes simples, est épaisse en moyenne d'une dizaine de kilomètres. Elle est produite par la remontée du magma du manteau supérieur, qui s'écoule et se refroidit à la surface de la Terre.

● **Le manteau.** Le manteau est constitué de 90 % de silicate de magnésium, les 10 % restants comprenant, eux aussi, tous les autres éléments.

● **Le noyau.** Le noyau est constitué d'un rayon d'environ 3 470 kilomètres. Il est composé, pour l'essentiel, d'un alliage fer-nickel.

### Le prix Crafoord

Le fonds Crafoord, créé en 1980 par une donation faite par Anne-Greta et Holger Crafoord à l'Académie royale des sciences de Suède, a attribué chaque année (depuis 1982) un prix à un ou plusieurs scientifiques de très haut niveau travaillant dans une ou plusieurs disciplines qui ne sont pas couvertes par le prix Nobel. Le prix consiste en une somme d'environ un million de couronnes suédoises (autour de francs français), une médaille d'or et un diplôme.

Comme pour le prix Nobel, le choix du ou des lauréats Crafoord est fait par l'Académie royale des sciences suédoise à la suite d'une méticuleuse sélection à l'échelle mondiale. Conformément à la volonté de A.-G. et H. Crafoord, une discipline différente est récompensée chaque année en suivant un cycle précis par les domaines : mathématiques, physique, chimie, médecine, biologie, astronomie, géologie, sciences de la Terre et sciences biologiques. A.-G. et H. Crafoord ont précisé que les travaux d'écologie et ceux concernant le polychaète rhynchonelle devaient avoir une part particulièrement importante dans les prix décernés en sciences biologiques.

Les lauréats ont été : en 1982, Vladimir I. Arnold (URSS) et Louis Nirenberg (Etats-Unis), mathématiciens ; en 1983, Edward N. Lorenz et Henry Stommel (Etats-Unis), météorologues et océanographes ; en 1984, Daniel H. Janzen (Etats-Unis), écologiste ; en 1985, Lynn S. Steiner (Etats-Unis), entomologue.

En 1986, le prix Crafoord sera attribué à deux lauréats : en physique, à Louis Nirenberg (Etats-Unis) et à Louis Nirenberg (Etats-Unis), mathématiciens ; en médecine, à Louis Nirenberg (Etats-Unis) et à Louis Nirenberg (Etats-Unis), mathématiciens.

# Les tribulations de la recherche

**La recherche scientifique vient d'être attribuée à un ministre délégué, rattaché à celui de l'éducation nationale. Un nouvel épisode d'une histoire mouvementée.**

Il en va des ministères de la recherche comme des automobiles. A chaque changement de gouvernement, son nouveau titulaire, au gré des vagues politiques et des attributions de portefeuilles, se voit attribuer la recherche, ce qui revient de la recherche et de la technologie pouvait, tout d'un coup, ne plus être technologique du tout. Ce qui dépendait des universités ou de l'enseignement supérieur devenait subitement le royaume d'un ministre de l'industrie boulimique. Ce qui parvenait à l'industrie était subitement le royaume d'un ministre de l'éducation nationale. Ce qui parvenait à l'éducation nationale était subitement le royaume d'un ministre de l'industrie boulimique. Ce qui parvenait à l'industrie était subitement le royaume d'un ministre de l'éducation nationale. Ce qui parvenait à l'éducation nationale était subitement le royaume d'un ministre de l'industrie boulimique.

En somme, au fil des ans, la recherche s'est trouvée balotée au gré des courants, mais il est vrai que cette discipline ne ressemble en rien à une institution immuable que sont l'éducation nationale, les finances, la défense ou les affaires étrangères.

De cette histoire toute simple, dont le mémoire (1), nous vient le souvenir de ce que fut l'ancêtre de ces attributions responsables de la recherche, à savoir le sous-secrétariat d'Etat aux inventions. C'était en décembre 1916, en pleine première guerre mondiale, Aristide Briand croyait à la technique et à l'industrie. Mais une commission d'experts n'aurait guère de temps à se développer si disparaissait après onze mois d'existence sans les coups du cabinet Clemenceau.

Il y eut alors une longue traversée du désert qui conduisit vingt ans plus tard, en juin 1936, à la mise en place par Louis Rollin du premier sous-secrétariat d'Etat à la recherche scientifique. Pour la première fois, la recherche était apparue avec lui un sous-secrétariat de l'Etat et de l'enseignement. La loi l'avait-t-elle duré pas plus d'un an. Le

sous-secrétariat disparaît avec le gouvernement qui l'avait créé, mais, en 1938, renait de ses cendres pour une période de six mois ! Finalement, coup de pouce : suppression-là, qu'effacera partiellement la création, au plus tard, du Centre national de la recherche scientifique.

### Grâce à l'atome

Thème de la recherche mondiale, qui la France a un peu à l'heure des grandes réalisations anglo-saxonnes dans le domaine de l'atome, alors même que sept ou huit ans plus tôt Frédéric Joliot-Curie et ses collaborateurs avaient découvert la fission nucléaire. Il la pointe du doigt, l'atome va contribuer à redorer le blason de la recherche, avec la mise en place par ordonnance du 18 novembre 1945 du Commissariat à l'énergie atomique. L'explosion aux Etats-Unis du premier atome d'hydrogène n'est sans doute pas étrangère à cette décision du gouvernement dans les années 50.

Plus que la mise en place, en juin 1954, par Pierre Mendès France, du secrétariat d'Etat à la recherche scientifique et au progrès technique ne se fit pas sans la loi de l'atome dans l'unité des portefeuilles, il fut clairement affirmé que le titulaire de ce poste disposait des attributions

dévolues au président de la République dans le domaine nucléaire. Une situation que le gouvernement Guy Mollet va renforcer en la matière d'un secrétariat d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la recherche scientifique et de l'énergie atomique.

L'atome, toujours l'atome, et 500 milliards d'anciens francs à dépenser en cinq ans dans ce secteur pour le secrétaire d'Etat Georges Guille. C'est le début des premiers crédits de l'Agence de séparation isotopique de l'uranium de Pierrelatte. Le printemps 1957 s'achève et avec lui disparaît le secrétariat d'Etat chargé des attributions dévolues pendant longtemps au président du conseil. Vient alors la création du comité interministériel de la recherche scientifique et technique, dont le secrétariat commun, dirigé par la DRS, la recherche scientifique et technique, fonctionnera sous l'autorité du premier ministre.

### Vaches grasses

La recherche se cherche à trouver de nouveaux points d'ancrage avec le futur de développement de la recherche et la Comité, encore embryonnaire, de recherche spatiale, auquel suc-

cédera, en 1961, le Centre national de la recherche spatiale. Il faut alors attendre le gouvernement Pompidou afin que la recherche scientifique soit rattachée à l'homme dans les ministères.

C'est la période des vaches grasses, de dix ans environ, qui commence avec la nomination, en avril 1962, du premier ministre d'Etat chargé de la recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales : Gaston Palewski. Trois ans plus tard, lui succède un secrétaire d'Etat suivi d'un ministre délégué, lui-même remplacé par un ministre d'Etat. Et ainsi de suite. La recherche a toujours le vent en poupe, jusqu'en 1969, où l'interaction étroite entre la recherche et l'industrie prévaut et la fait passer sous le tutelle du ministère de l'industrie, qui prend alors le nom de ministère du développement industriel et scientifique.

Cet âge d'or ne va toutefois pas durer. En effet, au début des années 70, une période d'austérité qui va durer presque dix ans et mettre la recherche française « au bord de l'asphyxie ». En 1974, elle disparaît, pendant trois mois, des portefeuilles ministériels. C'est le temps du ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat. Ce n'est qu'avec Jacques Chirac, puis Raymond Barre, qu'elle retrouve

son rang - non sans mal parfois - au sein de plusieurs ministères de l'industrie et de la recherche et, à partir de 1977, d'un secrétariat d'Etat.

L'époque est donc aux budgets d'austérité, aux créations de postes limitées et à une certaine inquiétude, qui l'arrivée au pouvoir du président Mitterrand en 1981 va calmer. La recherche reprend du panache et devient priorité nationale, considérée au pas de charge par le troisième secrétaire d'Etat de son histoire, Jean-Pierre Chevènement, qui avait notamment la tâche de faire aux universités et à l'enseignement supérieur, tout en veillant à ce que le mieux car l'industrie n'ait pas le monopole de la recherche de haut niveau. La recherche est donc sous le signe de la technologie, du développement industriel et scientifique. Pierre Chevènement, pendant les fonctions de ministre de l'industrie et de la recherche, a donc été l'homme qui a fait passer la recherche de l'industrie à l'industrie et au développement industriel et scientifique.

Cet âge d'or ne va toutefois pas durer. En effet, au début des années 70, une période d'austérité qui va durer presque dix ans et mettre la recherche française « au bord de l'asphyxie ». En 1974, elle disparaît, pendant trois mois, des portefeuilles ministériels. C'est le temps du ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat. Ce n'est qu'avec Jacques Chirac, puis Raymond Barre, qu'elle retrouve







# culture

## THÉÂTRE

« CLASS ENEMY », à l'Espace Cardin

### Jean-Michel Dupuis : « Un tremplin pour les comédiens »

L'Espace Cardin présente, à partir de ce mardi 1<sup>er</sup> avril, *Class Enemy*, de Nigel Williams, spectacle de Jean-Michel Dupuis créé en mai 1983 au TNP, une histoire de loubards relégués dans une école misérable comme dans une poubelle. Ils ont découragé ceux qui ont essayé de les instruire, ils les ont normalisés. Réduits à eux-mêmes, chacun a son rôle à jouer, professeur, élève, ce qu'il sait, ce qu'il est.

*Class Enemy* est un théâtre des années 70, typique de l'humour visuel. Les anglaisais faisaient un jeu, un amusement brutal. A Berlin, Peter Stein transformait la pièce en lutte pour la domination. L'an dernier, le TNP en confiait la réalisation à Jean-Michel Dupuis, jeune comédien depuis dix ans, depuis son entrée avec Jean-Paul Rousillon au Conservatoire.

Vérité et maîtrise

Comédien rare, puisqu'il n'est pratiquement jamais en châtiment. Il possède la puissance animale d'un Dédérou, plus la fragilité d'un Soubou.

Il n'a pas changé la façon de monter *Class Enemy* avec des comédiens jeunes, il lui a



Une scène de « Class enemy ». Un baroque retenu exécuté par des clowns cyniques

demandé à la fois leur vérité et leur grande maîtrise technique. Il a horreur de « qui touche le psychodrame, l'épanchement », il aime un jeu de burlesque retenu, un jeu dont il reconnaît aujourd'hui la froideur : « J'aurais dû prendre le temps de dépasser la mécanique », dit-il.

*Class Enemy* était sa première mise en scène totalement professionnelle. Il a fait l'expérience de cette « exaspération qui vous aide en scène à représenter ». Je n'avais fait qu'une partie de ce que je voulais. Je m'interrogeais sur un étrange jeu que je ressentais.

Un an plus tard, l'angoisse n'est plus la même. Jean-Michel

Dupuis avait joué Alceste, touré avec le Maupassant de Claude Santelli. Et il joue encore *Class Enemy* de mal en pis, la Madeleine. Il aime aussi, mais les autres ne le comprennent pas. Dupuis ne se montre à Paris qu'à l'occasion de représentations. « On a réglé un montage de trente minutes, une sorte de bande-annonce que l'on a montrée à Pierre Caron. Il a tout de suite accepté et a dit : « C'est jeune, viril, géométrique. » Et c'est exactement ça. D'abord, je me suis senti impulsif, il m'a fallu une semaine pour me déverrouiller.

Ensuite, on a passé des heures à changer cinq minutes. La difficulté de la pièce est qu'elle est un prétexte, un tremplin pour les

comédiens. Je l'ai mis en scène pour être un comédien, j'ai dirigé comme si je jouais, pour-tout-à-fait je n'ai pas voulu le faire, je n'ai pas confiance en ma schizophrénie.

C'est une étrange expérience. Très vite, ce que font les comédiens ne correspond pas à ce que vous attendez, c'est là que je deviens intéressé. J'ai appris aussi que si l'on veut restituer la force d'un texte il ne faut pas aller plus loin que ce qu'il propose.

Propos recueillis par COLETTE GODARD.

Jusqu'au 11 mai, Espace Cardin, 20 h 30.

## FESTIVAL

AU PRINTEMPS DE BOURGES

### Carrefour africain

Les musiques des continents africain et américain ont élargi le champ du Printemps de Bourges. Mais la racine du Festival reste la chanson française. Dans la libérée des rencontres, « au tremplin », sur la « scène verte », voire en première partie d'une tête d'affiche, de jeunes chanteurs donnent le meilleur d'eux-mêmes. Charlotte Couture commença ainsi son aventure à la fin des années 70.

Certains ont besoin d'être « nettoyés, poncés, décapés », disent les managers d'un directeur artistique, avant un lancement plausible sur le marché. Quelques-uns se trompent d'époque, vivent quelque temps, une sorte d'ersatz de circuit rive gauche d'il y a trente ans. D'autres, comme le Suisse Sarcloret, se produisent pendant plusieurs années dans les cafés de Bourges avant de se présenter sur la scène du théâtre, avec plusieurs cordes à leur arc : chez Sarcloret, disciple avoué de Captain Beefheart, Bobby Lapointe et Albert Marrocq, la tendresse est venue tempérer un esprit satirique, et les couleurs musicales, aujourd'hui empruntées, laissent imaginer quelques futurs jolis spectacles.

Avec Sarcloret, Jacques Haurog, ancien élève du Studio des Variétés, et Pascal Mathieu, riche de mots et de révolte, ont retenu jusqu'ici l'attention du Printemps.

Après une soirée Touré Kanda programmée samedi dernier sur le grand chapiteau, l'Afrique noire était encore une vedette lundi 31 mars avec le Zaïrois Ray Lema, le Sénégalais Youssou N'Dour et le Malien albino Salif Keita, légendaire chef de l'orchestre du buffet de la gare de Bamako au début des années 70, l'un des chanteurs musicaux les plus influents d'Afrique de l'Ouest. Descendant de Sundata Keita, le fondateur de l'empire du Mali, Salif Keita vit en France depuis un an, tourne dans l'Hexagone, en Hollande, en Allemagne. Comme tous les musiciens de sa génération, il a habillé le folklore de son pays de couleurs sensibles aux jeunes Occidentaux et, de sa voix haute, blessée, influencée par le chant musulman, il trace d'étonnantes arabesques en langue mandingue.

La musique d'Afrique noire n'est pas carée, elle crée irrésistiblement un climat de fête, une ivresse des sons et des rythmes. Mais les musiciens qui la servent avancent à pas de chameau, évoluent trop peu ou trop lentement, et prennent ainsi le risque de voir un public occidental avide de changement se détourner vite d'eux. La seule chance des Africains, Salif Keita bien, c'est de profiter du vent favorable pour amener leur musique à son évolution inéluctable, à disparaître le dialecte et chanter en français ou en anglais.

Neuf mille assistants assistaient lundi soir au concert d'Indochine, le groupe de rock français devenu numéro un du hit-parade depuis la dissolution. Il y a quinze jours, de Téléphone pour cause d'incompatibilité d'humour entre ses membres, Indochine, qui s'inspire de l'univers de la bande dessinée, ne manque pas d'humour, joue un rock plus moderne, plus honnête.

CLAUDE FLEOUTER.

## EXPOSITION

### Tannert : doublement allemand

Que la peinture allemande renaisse, qu'elle existe à nouveau depuis une dizaine d'années, ce fait est bien connu. Mais, jusqu'ici, sa régénérescence était nourrie de souvenirs de la peinture allemande traditionnelle. Il s'agit d'affirmer allemand en peignant, bien ou mal, Kiefer ou Nolde. Tannert pousse plus loin la réminiscence et la réinterprétation quand il s'agit de peindre des romans, des contes, des légendes, des mythes. Du *Neutrage dans les glaces*, morceau de bravoure, le moderne a tiré une copie qui se distingue de l'original par ses empâtements marmorés. Doublement allemand ainsi, il se pense le peintre. Doublement carolingien plutôt.

Les autres toiles de l'exposition, paysages bruns et rouges hantés à l'occasion de fétiches néo-primitifs redondants, ont le même sentiment : celui d'une œuvre à laquelle la revendication d'un héritage sert de prétexte. L'art d'outre-Rhin ne se réduit pas à ses encadrements ni à la répétition d'un Friedrich, si grand soit ce dernier. Il est par chance des artistes qui l'ont montré, et dont Tannert pourrait peut-être suivre l'exemple.

Ph. D.

★ Daniel Tannert, 30, rue Beaumont, jusqu'au 16 avril.

## LIVRES DE JAZZ

### Charles Delaunay : « Delaunay's Dilemma »

Un livre de Mémoires. Celui qui vient de le signer a inventé, voici quelque cinquante ans, un genre nouveau dans la presse : la revue de jazz, et une science nouvelle, sans laquelle la musique dont traite ce genre de publication n'aurait d'histoire qu'invertébrée : la « discographie » — le mot est de lui. En racontant son aventure, l'auteur parle d'un art et d'une époque, non seulement du temps où il fut un des acteurs du changement, mais encore de ces années 20 où défilaient chez ses parents : Cendrars, Dattiel, Tzara, Cocteau, Chagall, Jean Cocteau. Les années ont passé, mais ceux de ceux-ci non plus que des musiciens, elles aient pu, chez Delaunay, ruiner le souvenir.

★ Editions W, 346 pages, 115 F.

### Giles Oakley : « Devil's Music »

Une étude considérable, encore, grande œuvre de référence en son domaine, il s'agit de Paul Oliver : *Devil's Music*. Oakley, qui a écrit ce livre, propose d'étudier et comprendre profondément le blues doit absolument lire ce précieux et lourd volume, révisé pour la traduction de la poésie orale de Jacques Damé, qui propose une documentation savante, des reports précis aux nombreux textes d'une sélection judicieuse de disques ou d'ouvrages fondamentaux par Jean Buzelin. Aux marges d'une iconographie assurément moins riche que celle de l'original anglais, la documentation française substitue son apport original et complémentaire. En français, l'image souriante, rêveuse, désenchantée de Smith, image captée par Chris Al.

★ Denoël, 352 pages, 120 F.

### Alain Gerber : « le Cas Coltrane »

John Coltrane, comme Armstrong, Ellington, Young, Monk, Parker, Davis, est figure charismatique. Comment naît le charisme ? Et comment devient-on soi-même, en acceptant et mettant à l'épreuve le message des autres ? Comment peut-on assumer tout le poids d'une histoire collective et, sans la renier, la renouveler ? Comment opérer une coupure entre le passé et l'avenir sans que celle-ci soit un total abandon de ce qui fut hier la beauté, et qui le sera toujours ? Telles sont les questions auxquelles répond Gerber, questions capitales que « Trane », comme « Bird » — et « Satchmo » avant eux — ont posées et que la critique reprend si scrute, avec les outils affaiblis des sciences de l'homme, comportementalisme, marxisme structuraliste, freudisme lacanien, culturalisme existentiel, dans le zone de science-hut. Des pages notables, d'un écriture merveilleuse, un roman sans pareil.

★ Parenthèses, collection « Epistrophe », distribution PUF, 85 F.

L. M.

L. M.

## CINÉMA

« LE SECRET DE LA PYRAMIDE », de Barry Levinson

### Le label Spielberg

Tout homme est le fils de l'enfant qu'il fut. Et il est délicieux de faire la connaissance de ces écoliers américains quand ils reviennent à la maison. Ce que Sir Charles Doyle en fait, un héros un peu figé, l'un dans sa bouffée, son génie et son ombre mélancoles, l'autre dans son insatiable curiosité.

Donc, dans le monde du collège, lieu austère de la rencontre, Sherlock Holmes n'est encore qu'un long adolescent malade et révolté qui n'a pas une tête à casquette (très inspiré par John Row) et John Watson un petit garçon craintif et révolté. Acajou luisant, pavés neigeux, matras livrés, vieux savant excentrique, on se sent parti pour un hiver tendance Dickens modifié vidéo-clip. C'est compliqué sans Simon Spielberg.

Producteur du film de Barry Levinson, il lui impose plus que sa marque, mieux que son label, sa loi. Pour l'auteur de *E.T.* ou des *Aventures de Tintin*, et Schepers à ses poursuivants à l'aide d'une machine volante à pédales (cf le décollage des bicyclettes dans *E.T.*)...

Cela n'est rien encore. Une femme encapuchonnée de noir et armée d'une sarbacane ne cesse de projeter à la route des épines empoisonnées. Ses victimes aussitôt sont la proie d'énormes hallucinations, astucieusement présentées à des effets spéciaux d'enfer : le faisan rôti jaillit toutes sortes dehors du plat d'argent où il est couché à la tête du banquier, le chevalier en armure descend du vitrail et de son bras cloisonné pointe une épée sanglante sur le prétre terrifié. Chacun ses fantasmes. Le gourmand Watson ne verra-t-il pas de féroces choux à la crème l'agresser de toute la force de leurs petites pattes ? Et Holmes ? Son inconscient lui réserve des tortures plus odieuses. Comme le scénario un irréparable chagrin d'amour qui justifiera sa future et suspecte misogynie. Élémentaire, mon cher Sigmond.

Cette histoire allègre et cruelle est filmée avec un soin charmant, un attendrissement rétro qui fait merveille. Elle a, semble-t-il, un peu déçu aux États-Unis. Trop européenne, sans doute. Évidemment, pas pour nous.

DANIEL HEYMANN.

A PARTIR DU 4 AVRIL

LA CRITIQUE UNANIME ! UN TRIOMPHE

THEATRE MONTPARNASSE

SACHA GUITRY

LE VEILLEUR DE NUIT

AL FOYER DES 13e ASSIETTES GOURMANDES ET DES CHOIS 4320 89 90

GEOGRAPHIES MUSICALES

Rencontre avec des Compositeurs

MICHAEL JARRELL - WOLFGANG RIHIM - JONATHAN HARVEY

Présentation Philippe Manoury

Avec Olivier Voile, clarinette

Vendredi 4 avril - 18 h 30

Centre culturel de la communauté française de Belgique

46, rue Guincompaix, Paris 4 - ENTRÉE LIBRE - rns : 42 60 94 27

CONCERT FÖTVÖS

GOLDMANN - JARRELL - HARVEY

Ensemble InterContemporain Direction Peter Eiviss

Avec Dorothy Dawes, soprano ; Sharon Cooper, contralto ; Benny Shuchin, trombone

Lundi 7 avril - 20 h 30, Théâtre du Rond-Point, Location 42 56 60 70

EDOUARD VALDMAN

signera son livre

LES OISEAUX MORTS

A la galerie - Sculptures -

11, rue Vivanti 75006 Paris

Mercredi 2 avril à partir de 18 heures

SALLE GAYEAU

avril - 20h30

Les Amis de l'Académie Ruben de Jérusalem présentent

Bracha EDEN et Alexandre TAMIR - piano

Augustin DUMAY violon

Gérard CAUSSE Alto

Gérard WILGOWICZ Direction

JACOBY-HAYDN-MOZART

LOCATION : 3 FNAC

Salle GAYEAU : 45 63 20 30

## CALENDRIER

DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

<p>THEATRE NATIONAL DE L'OPERA</p> <p>SALLE FAVART</p> <p>Vendredi 4 avril</p> <p>8 h 30</p> <p>(s.a. Volonté)</p>	<p>CONCERT BRAHMS</p> <p>par les SOLISTES de l'OPERA</p> <p>Brigite VANDONNE</p> <p>Nervé LE FLOCH</p> <p>Yvon CARRACILLY</p> <p>Laurence VERNE</p> <p>Philippe CHEROND</p> <p>Maurice GARAI</p> <p>Jacques ADNET</p>
<p>COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES</p> <p>15.00. Montparnasse</p> <p>Lundi 7 avril</p> <p>8 h 30</p> <p>18.00.00.00.00</p> <p>Loc. Théâtre Champs-Élysées et 3-FNAC</p> <p>(s.a. Volonté)</p>	<p>LES MUSICIENS ANONYMES</p> <p>présentent</p> <p>YVONNE KENNY</p> <p>soprano</p> <p>GEOFFREY PARSONS</p> <p>piano</p> <p>SCHUBERT, MAHLER, STRAUSS</p>
<p>SALLE GAYEAU</p> <p>7 avril</p> <p>8 h 30</p> <p>18 h 30</p> <p>Loc. 3-FNAC</p> <p>Salle GAYEAU : 45-63-20-30</p>	<p>Les Amis de l'Académie Ruben de Jérusalem présentent</p> <p>Bracha EDEN et Alexandre TAMIR, piano</p> <p>Augustin DUMAY, violon</p> <p>Gérard CAUSSE, alto</p> <p>Gérard WILGOWICZ, direction</p> <p>HECHT, MAYN, BREZANT</p>
<p>THEATRE DE L'ATHENEE LOUIS-JOUVE</p> <p>Lundi 7 avril</p> <p>8 h 30</p> <p>(s.a. Volonté)</p>	<p>FELICITY LOTT</p> <p>contralto</p> <p>(soprano) Yvonne KENNEDY</p> <p>GORDON, REED, FAIR, CHAMBERLAIN, GARD, WOLF, SCHUBERT, MAHLER, STRAUSS, POHLER</p>
<p>THEATRE CHAMPS-ELYSEES</p> <p>Lundi 10 avril</p> <p>8 h 30</p> <p>18 h 30</p> <p>Loc. Théâtre 12 avril à 18 h 30</p> <p>Lundi 14 avril à 20 h 30</p> <p>Loc. Théâtre 12 h 30 à 19 h</p> <p>mod. dim.</p> <p>(s.a. Volonté Montparnasse)</p>	<p>Le THEATRE des CHAMPS-ELYSEES</p> <p>présente AVEC LE CONCERTO DELAFAYE</p> <p>OPERA NATIONAL de SOFIA</p> <p>10 - JENNES SOLISTES BULGARES (des opéra d'opéra)</p> <p>Dir. : G. KONTCHIKOV</p> <p>12 - LA KHOVATSKINA</p> <p>14 - REQUIEM de VERDI</p> <p>16 - J. PIER, A. BUCHER, P. WINTER, A. GOSSET</p> <p>Dir. : Emil TCHAKAROV</p>
<p>SALLE GAYEAU</p> <p>Mardi 18 avril</p> <p>8 h 30</p> <p>(Volonté)</p>	<p>J.-S. BACH</p> <p>« L'Art de la Fugue »</p> <p>RÉCITAL à 2 PIANOS</p> <p>ALEXANDER DAYKIN</p>



# CULTURE

DIGRESSIONS par Bernard Frank

## 1 ROGER LEENHARDT ET WILLIAM WYLER

DANS la collection « Ecrits », dirigée par Jean Narboni et Alain Bergala, ont paru deux livres de Roger Leenhardt et William Wyler. Le premier, *Le cinéma*, est un recueil de chroniques de Roger Leenhardt sur le septième art. Le second, *Le cinéma*, est un recueil de chroniques de William Wyler sur le septième art. Les deux livres sont des chefs-d'œuvre de la critique cinématographique.

C'est par une note sur la presse filmée publiée dans *l'Esprit*, en octobre 1934, que Roger Leenhardt débute ses écrits sur le cinéma. Elles s'achèvent près de quarante ans plus tard par un rapport sur le documentaire d'art à la télévision, documenté à lui-même par des experts (dont Max-Pol Fouché, Emilio Fulchignoni pour l'UNESCO en 1972). Certains de ses jugements peuvent aujourd'hui surprendre. Ainsi, il provoque à la fois Ford, Wyler et le cinéma américain. En 1946, quand il écrit son livre, il est à la fois un jeune lecteur et un jeune critique au lycée, dans une école où l'on apprend à lire et à écrire.

Qu'à la fin des années 1930, Roger Leenhardt n'était pas un critique cinématographique dans son article « Wyler ou le jansénisme de la mise en scène », partageant docilement sa préférence. Et Alexandre Astruc, dans l'éclat de sa jeunesse et de sa caméra-stylo, n'hésitait pas à se faire huer en reprenant le cri de guerre du cinéma, devant le public du ciné-club. Mais c'était lui-même le public des ciné-clubs qui avait raison !

Pour comprendre cette méprise, il faut savoir que, au temps-là, les apprentis cinéastes avaient soif de respectabilité : Ford leur semblait le côté du spectacle, du passé, et Wyler, avec son intimité, du côté de la modernité. Wyler, c'était, en apparence, le NRF protestant, la bonne littérature du nouveau cinéma, tandis que John Ford c'était un peu le best-seller de l'époque.

Dans le même article, une affirmation étonne : « Ford et Wyler, les deux plus grands cinéastes du monde ». Mais que la préférence de Leenhardt, qu'il considère Ford et Wyler comme les Shakespeare, le Racine, du cinéma nous fait rêver. En 1948, pour un homme de goût et de métier, Leenhardt, la Cinéma-thèque de Langlois n'avait pas joué son rôle. Malgré elle et les Champs-Élysées, qui étaient l'on veut le Louvre et notre Orangerie, le cinéma n'avait pas trouvé sa muse imaginaire. Par ses connaissances et sa sensibilité, Roger Leenhardt semblait plus à un amateur de tableaux du dix-huitième siècle qu'à un guerrier de l'art, incoûtable sur les analogies, qui serait sorti armé de la voix du silence !

C'est qu'on a appelé au cinéma la nouvelle vague, le cinéma de mon âge, qui trancher en faveur de Ford. Nous films sauvés du wylérisme, autrement dit du maniérisme pompier - aujourd'hui juste un peu des choses, les films de Wyler ont bien du charme, comme ces tableaux français à la fin du dix-neuvième siècle, par nos mauvaises rencontres, nos détestables fréquentations. Le Mac-Mahon plutôt que les sautes d'art et d'essais d'alors. Et il faut de truffier qui nous faisait déchanter les Champs-Élysées ou d'ailleurs étaient projetés pour une semaine, parfois moins, ces films américains qui ne payaient pas de mine.

Il y a du Wyler chez Truffaut, mais Truffaut, intimiste qui a bricolé à droite et à gauche, ne se l'air, dans les rues de Paris, à la fois le cinéma américain. Wyler ne le prend pas de dépourvu, du moins à la fin du bord de ses films. Du moins autant qu'on puisse l'être, comme la *Nuit américaine*, son chef-d'œuvre, l'a montré.

## 2 UNE BIEN CURIEUSE RÉTICENCE DE SARTRE

DANS les chroniques de cinéma, déjà fort attachantes, on trouve droit, au surcroît, à une poche de pochette surprise, le cadeau, le cadeau Bonux. Dans l'un de ses textes-liaisons qui agrémentent son discours, Roger Leenhardt explique pourquoi son chapitre « Le cinéma 40 », le lecteur ne trouve pas d'article sur Orson Welles et son fameux *Citizen Kane*, projeté en France, rappelés-le, au cinéma National en 1945, grand succès. C'est que, à l'époque, Leenhardt parlait de la radio, d'une émission qu'il avait initiée. Le *Journal des débats* a eu, il paraît, pour lui-même, deux bouches d'or, deux bavards plus intrépides que moi, Charles Roy et la merveilleuse Nicole Védres.

Plus tard, l'arrivé au lycée, dans une école où l'on apprend à lire et à écrire, d'avoir écrit en son temps *Citizen Kane* comme un chef-d'œuvre, mais il n'est resté, semble-t-il, aucune trace de cette émission. Il fait la remarque que c'est dommage, car, à part trois ou quatre exceptions, la critique fut totalement négative. Le *Journal des débats* chroniqueur fut alors interrompu par ses éditeurs, qui ont retrouvé, grâce à Jean-Charles Tacchella, une superbe défense de *Citizen Kane* de Roger Leenhardt parue dans *l'Esprit* français du 3 juillet 1944. Il paraît que l'auteur avait perdu tout souvenir - en réponse à un commentaire - très réservé - publié dans le même journal, le 1er août 1945. C'est ce commentaire qui nous passionne aujourd'hui, car il est de Jean-Paul Sartre. Un Sartre au mieux de sa forme, qui vient juste d'avoir quarante ans, qui est célèbre, dominant, et sûr de lui, qui a vu le film dans tout le monde, du moins dans les Transparences, à New-York, lorsqu'il était l'envoyé spécial de *Combat* (Camus) et du *Figaro* (Brisson). Cet article, quoi qu'il ne le soit pas, ignore, n'a jamais eu peut-être l'audience qu'il méritait. On l'a mis sous le boisseau. Comme il n'a rien d'un fond de tiroir, comme il est vif, extrêmement articulé, il est bien.

Le voir en action, tout bonnement, il n'est bruit dans le cinéma français que du film *Citizen Kane*. On en fait un chef-d'œuvre bouleversant (...), mais la réalité est moins séduisante. (...) Sartre, très petit Français protectionniste, qui veut arrêter les frontières des vins étrangers frelatés et qui ne valent pas les nôtres, de *Citizen Kane* peut épater les naïfs Américains, il ne surprendra pas nos compatriotes qui ont fait tant de fois, à l'époque héroïque du cinéma, des films de ce genre. Et quel est le genre de ce film ? Tenez-vous bien, c'est le genre intellectuel ! C'est une œuvre intellectuelle, une œuvre d'intellectuel, dit très simplement Sartre avec une moue à la fois sarcastique et méprisante.

Sartre est de bonne foi, mais toujours. Il ne se rend pas compte que son œuvre intéressante, c'est même une œuvre unique pour ces pauvres Américains, mais elle doit rester chez elle. Elle ne peut pas être transplantée en Europe. Je n'ai déjà dit, c'est évident, les vins de Portugal, de Californie, d'Australie, du Chili, ne laissent boire chez eux, quand on les prend à la ferme, au domaine, en vacances, mais si on les ramène en France, on est déçu. On ne tient pas le coup, ils deviennent de la piquette !

Sartre remarque avec justesse que Welles n'est pas un cinéaste de profession. Je dirai plutôt qu'il est un touche-à-tout de grand talent. La grande idée de Sartre sur *Citizen Kane*, et qu'il développe avec brio, c'est que ce film n'est pas un cinéma. C'est de la satire. « Nous sommes fort loin du film classique américain qui ne veut rien prouver et dont la plus grande vertu est la naïveté réaliste. Mais ne nous étonnons-nous pas, par-dessus le marché, du cinéma en général ? » *Citizen Kane*, c'est un film beaucoup trop engagé, c'est un film à thèse, il problèmes, nous dit Sartre, qui pour le divertissement. Sartre, c'est le Jacques Laurent de Welles ! Et, bien entendu, le film n'est pas un cinéma, c'est un léger parfum de psychanalyse, dit notre hussard, en se gaussant.

Ah ! Nous sommes loin du vieux cinéma américain que Sartre aimait tant à sa jeunesse, avant-guerre, de la *Chevauchée fantastique*, de *La nuit américaine*, si vivants, si drôles, qui ne nous cassaient pas la tête. Il n'y a pas une phrase de Sartre qui ne soit à l'opposé d'une multitude de points d'exclamation. La dernière, pour finir en beauté : « *Citizen Kane* n'est pas pour nous un exemple à suivre. Finalement, la seule vraie critique, c'est celle qui pose avec éclat la plaque à côté du bon numéro pour qu'on la voit distinctement. Que ce soit Sainte-Beuve ou Sartre, ces deux-là n'ont pas failli à cette règle d'or »

# L'erreur révélatrice

# COMMUNICATION

L'APPLICATION DE LA LOI FILLIOUD

## M. Henri Caillavet : « la presse d'opinion est en danger »

Installée officiellement le 12 mars 1985, la Commission pour la transparence et le pluralisme de la presse a travaillé pendant un an et demi plusieurs dossiers « chauds ». Elle doit remettre son premier rapport dans les jours qui viennent. La nouvelle majorité a promis d'abolir rapidement la loi du 23 octobre 1984 qui l'a créée, mais la commission n'en continue pas moins son travail. Son président, M. Henri Caillavet, dresse ici un bilan et fait des propositions.

« *Alors positif* », comme globalement M. Henri Caillavet. En matière de transparence, d'abord, les résultats sont probants. Parmi les trente-deux mille publications qui, en France, sont soumises au dépôt légal, la commission a choisi de publier les journaux gratuits et les journaux à tirage limité des dirigeants et de l'origine des capitaux aux trois mille journaux qui possèdent un numéro de commission paritaire. « Ces journaux sont aujourd'hui en règle avec la loi ; ils ont publié leur « ours », qui indique l'identité des dirigeants et des capitaux qui sont investis, et n'avaient pas réussi à obtenir l'ordonnance de 1944 », note M. Caillavet.

La publication des comptes des journaux - une obligation imposée par la loi sur la presse au titre de la transparence - a été également obtenue. La commission a exigé de ses titulaires (quotidiens nationaux, régionaux ou locaux, hebdomadaires ou périodiques spécialisés) qu'ils lui communiquent leurs comptes et qu'ils lui publient leurs colonnes. Hormis quelques rares exceptions et avec quelques rappels à l'ordre, cela a été fait. La commission a opté pour « la voie réaliste » : ne pas heurter de front les médias de presse, « débattre et négocier ». Elle a accepté que la parution de ces comptes se fasse deux ou trois fois, que certains titres leur chiffres de 1984 et que les journaux publient des comptes groupés. « A eux de ventiler par secteur - du fait de la diversité de leurs activités : presse, imprimerie, labo, - il nous de vérifier », explique M. Caillavet.

Au terme d'une compilation et d'un examen minutieux, M. Caillavet conclut qu'il n'y a pas de constat d'irrégularité sur l'origine des capitaux. Il n'y a pas de capitaux étrangers investis irrégulièrement.

### M. Hersant en infraction

Le versant « pluralisme » du travail de la commission est moins positif. Deux cas ont particulièrement posé problème : l'Union de Reims et le Progrès de Lyon. Les autres dossiers de restructuration de la presse (le *Matin de Paris*, le *Courier de Saône-et-Loire*, *Nord Littoral*...) une douzaine en tout) ne posaient pas de problème au sens de la loi de 1984.

Dans le cas de l'Union, la commission a conclu, après examen du dossier de reprise présenté par Philippe Hersant, qu'une proposition était certes transparente sur le plan des capitaux, mais qu'en fonction de considérations juridiques, financières et personnelles, la France-Antilles (dont M. Philippe Hersant est le gérant) dépendait directement ou indirectement de la Sopresse de M. Robert Hersant. Il y avait donc une situation de pluralisme. « L'avis qu'a donné la commission au tribunal de commerce de Reims n'est pas contraire », explique M. Caillavet. En revanche, le *progrès*, lui, a considéré ses avis comme probatoires. Il a donc été en retrait sur la commission. « Avec la location-gérance de l'Union à M. Philippe Hersant, l'attitude de pluralisme demeure, mais celle-ci, au parquet, lors de l'audience prochaine, ne prendra ses dispositions », conclut M. Caillavet.

Appréciation identique pour le Progrès. La commission a considéré la reprise du *progrès* lyonnais par M. Robert Hersant portant atteinte au pluralisme. Les audiences se succèdent à Lyon et à Paris. Les chiffres des journaux du groupe Hersant ayant été contenus par les médias. La

mission a travaillé pour la prochaine audience du 7 avril de nouvelles pièces montrant qu'il y a eu un détournement des fonds. L'avis du parquet, encore, de les utiliser à leur escient. « Nous pouvons espérer que le nouveau garde des sceaux, M. Alain Chabaud, sera objectif, et attentif à la défense du pluralisme », lance M. Caillavet.

Apostrophe Chabaud : la loi sur la presse, votée le 11 mai, rue de Milan, siège de la commission, est une loi d'urgence juridique, et la commission, au cours de l'année écoulée, a pu en constater les effets d'application. M. Caillavet conclut qu'elle est « mal rédigée », et que la pratique a permis de mettre en lumière des contradictions avec l'esprit de la loi de 1984. L'autre test de base, que la Commission constitutionnelle a rétabli dans son intégralité. Dans son rapport, la commission - qui s'est livrée à un examen juridique minutieux - fait des propositions pour sortir de l'« imbroglio juridique » dans lequel, en réalité, on se trouve.

M. Henri Caillavet suggère, en outre, que certains aspects de la législation soient modifiés, sans pour autant l'abandonner. Il n'est pas nécessaire, estime-t-il, que chaque publication soit tenue de publier ses comptes : la commission pourrait être saisie, et il y a une anomalie, dans la justice. Les comptes prévus par la loi pour s'opposer aux concentrations de quotidiens pourraient être réduits (M. Caillavet propose un lieu de 10 %), parce que « les techniques modernes invitent à des regroupements ».

### « L'écrit est révolutionnaire »

L'essentiel ? C'est la défense du pluralisme, et c'est le président de la commission qui l'explique, passionné, même : « Je persiste et je signe. *L'Esprit* de la loi est la presse n'est pas une simple affaire de chiffres. La pluralité est une liberté matérielle des sociétés démocratiques. Son essence : la presse d'information politique, la presse d'opinion, est en danger. Des journaux disparaissent, peu à peu, les moyens de nature. Or c'est la presse politique la presse d'opinion, qui transforme les lectures en citoyens, qui permet au citoyen de participer à l'exercice de la démocratie d'exister. Nous sommes surinformés par les médias audiovisuels, mais le jugement qui se forme avec l'écrit, risque de ne plus l'être. L'écrit est révolutionnaire, chargé de pouvoir, c'est lui qui l'on peut forger et formuler ses options ».

L'ancien sénateur de Lot-et-Garonne, qui signe plusieurs propositions de loi, en vient à regretter de n'avoir pas eu tous ses pouvoirs pour ce projet. Mais, au

moment de la disparition quasi certaine de sa commission, il lègue son « testament ». Autour de trois idées.

Première idée, qu'il a développée dans un « Point de vue » publié par son journal (1) : mettre en place, audiovisuel et presse écrite confondus, une autorité médiatique unique. Les entreprises de presse deviennent des entreprises multimédias, et les nouvelles télévisions, locales et nationales, vont accentuer cette évolution. Actuellement, personne ne contrôle les opérations de capitaux et les concentrations dans l'audiovisuel.

Deuxième idée : un institut national de la presse. Il serait chargé de recueillir les données de l'Etat à la presse écrite et celles, à créer, du secteur privé (la publicité en particulier). Cet institut généraliserait un droit de création et de restructuration, pour les journaux d'information générale et politique. Il fournirait des prêts à taux réduits, et servirait de garantie aux banques. Son action serait notamment orientée vers la création de nouveaux titres.

Troisième idée : réviser le système des taxes. M. Caillavet préconise une TVA à taux zéro (actuellement la presse bénéficie d'un taux réduit) ; il suggère que la publicité soit limitée sur les chaînes de télévision. Il préconise la création d'un droit communautaire européen. L'Union européenne a des règles sur les impôts - qui exemptent les prises de presse d'une partie de l'impôt sur les bénéfices - condition d'investissement - devrait être disciplinée, pour qu'il soit effectivement à sa destination, et étendu. Et il préconise d'investir dans le contenu et non dans les immenses machines à papier. « Je suis pour, je l'ai déjà dit, l'Assemblée nationale constituante. La loi devrait en outre obliger les annonceurs, estime M. Caillavet, à confier une partie de leurs budgets publicitaires à la presse écrite d'opinion ».

Le président de la Commission pour la transparence et le pluralisme de la presse veut, en définitive, « l'Esprit de la Liberté ». « Il faudrait, explique-t-il, considérer que celui qui est de l'argent dans un journal n'est pas propriété de l'écrit de ce journal. Le contenu, c'est les journalistes qui en sont responsables. Un discours qui n'a que fort peu de chances de trouver sa place dans la nouvelle majorité, et qui n'aurait guère de succès, c'est celui qui n'a pas de la presse écrite d'opinion ».

YVES AGNÈS, et YVES-MARIE LABÉ.

(1) *Le Monde* du 4...

## GUERRE DES CHAINES PAR SATELLITE EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE

La nouvelle chaîne publique culturelle et européenne. Ems Plus, lancée samedi soir 29 mars par satellite à destination des régions ouest-allemandes, ne peut être considérée comme une chaîne dirigée par la CDU.

En s'opposant à sa diffusion, celle-ci estime en effet que la nouvelle chaîne de télévision, dans une alliance avec la chaîne publique ARD et la chaîne de radio publique SWF, empêche les chaînes privées de se lancer, en occupant une place sur les réseaux câblés. C'est la réponse du berger à la berge : une autre chaîne, SAT 1, lancée par l'initiative d'un groupe de journaux, est boycottée par les laender dirigés par les sociaux-démocrates, au point qu'elle est privée.

Cette bataille politique a doublé d'une bataille juridique : la station émettrice de Ems Plus, à Baden-Baden, accuse les Etats hostiles de violer la Loi fondamentale de la RFA, qui prévoit la liberté de diffusion. Résultat paradoxal : les chaînes étrangères diffusées par satellite sur le câble - Sky Channel, Music Box ou la francophone TV 5 par exemple - n'ont aucune difficulté de réception.

Encore faut-il relativiser l'impact de ces chaînes : la République fédérale allemande compte moins de cinq millions de foyers raccordés à un réseau

« Création d'un service bourgeois d'informations sonores. Quatre radios locales privées, issues de quatre départements - la Chie-or, la Nievre, la Saône-et-Loire et l'Yonne, - se sont regroupées autour d'une petite agence - l'Agence bourguignonne de communication - qui leur fournit des bulletins d'information régionale deux fois par jour. La transmission de ces bulletins, réalisée depuis leur studio d'après par trois journalistes, se fera par un système « audiphone » adapté par les télécoms. Parallèlement à la rédaction, un service public s'adressera aux annonceurs souhaitant avoir, sur la Bourgogne, une stratégie régionale en matière de radio ».

ABC, 21, place de la République, 21000 Dijon. Tél. : 80-73-60-74.

« CBS rejette nouvelle loi ». Après avoir repoussé la tentative d'achat de M. Ted Turner l'année dernière, la chaîne américaine CBS vient de refuser une nouvelle OPA, celle du magnat du pétrole Marvin Davis qui propose de racheter le « network » pour 3,75 milliards de dollars. Marvin Davis, qui a revendu l'an dernier à M. Rupert Murdoch la moitié du capital de la Twentieth Century Fox, cherche à réinvestir en télévision les médias. Avant la CBS, il s'est intéressé au groupe Warner et tourne aujourd'hui autour de Time Inc. propriétaire de la chaîne Home Box Office et de la société de production cinématographique Orion.

Service



DE BONNEVILLE ORLANS

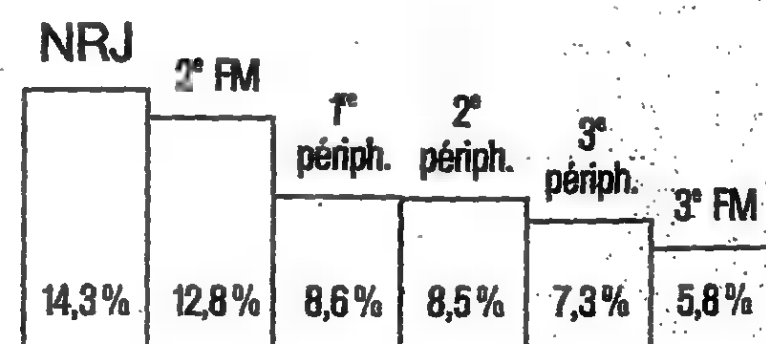
# NRJ 1<sup>er</sup> GRAND CRU FM DE BORDEAUX.

Champagne encore pour les auditeurs de NRJ!

A Bordeaux aussi, NRJ est n°1 devant toutes les radios FM et périphériques.

Le dernier sondage réalisé début mars confirme celui de juin dernier: NRJ se place en tête de l'audience des radios FM et périphériques dans l'agglomération bordelaise.

Après l'Arc de Triomphe à Paris, après avoir bouffé du Lyon, NRJ fait sauter le bouchon à votre santé!



(Sondage Médiamétrie sur la population de Bordeaux, 15 ans et plus, effectué du 1<sup>er</sup> au 7 mars 86)

















Etre historien aujourd'hui

(Suite de la première page.)

Les interventions précises, documentées, lucides des historiens d'autres pays ont montré que la situation était identique ailleurs, et que c'était l'ensemble de la recherche historique qui était ainsi menacée.

Autre exemple qui a trait au statut de l'historien dans l'opinion commune. Grossièrement, les quatre décennies écoulées depuis 1945 peuvent se découper pour la France en trois séquences contrastées. Premier temps, au lendemain de la guerre, l'historien est reine; elle exerce une domination souveraine sur les esprits. La tragédie que le monde vient de vivre a convaincu de l'importance de l'historien pour les destinées individuelles, et les idéologies dominantes sont essentiellement historiques.

Vérité et légendes

Quinze ans plus tard, il en va tout autrement: la nation s'est engagée à corps perdu dans un processus de modernisation qui fait du changement absolu: qu'il tende de la connaissance d'un passé auquel on a résolu de tourner le dos et que chaque année rend un peu plus caduc. De surcroît, la mode intellectuelle se penche en faveur de systèmes qui s'attachent à la cohérence des systèmes et à l'analyse des structures au détriment de l'étude des processus qui leur donnent naissance ou les désagrègent.

Depuis quelques années, les signes se multiplient d'un retour à l'historie. Les programmes de phases n'est pas propre à la France: elle se retrouve, avec de légers décalages dans le temps, dans la plupart des pays. Toutes les sociétés, les plus jeunes comme les plus anciennes, expriment une même attente à l'égard de l'historien et des historiens.

Si une telle demande est bien faite pour réjouir ceux qui croient

à l'histoire au point d'en avoir fait leur métier et leur raison d'être, elle ne laisse pas de poser quelques questions que la réflexion commune de ces historiens venus du monde entier a bien éclairées. De l'histoire, les collectivités, quelles qu'elles soient, attendent avant tout qu'elle confirme leur identité, qu'elle légitime leur existence, parfois qu'elle la crée de toutes pièces. C'est le fait des sociétés politiques; ce l'est aussi des classes sociales; l'historien ouvre est mobilisée au service de la conscience de classe et de la solidarité qu'il convient de fortifier. De même l'histoire des femmes ou des minorités régionales.

Cette sollicitation, l'historien ne peut l'ignorer: il manquerait sa fonction s'il s'isolait de la communauté dont il est membre, mais sa vocation n'est pas seulement de déférer à la demande sociale: elle est de faire la vérité, un besoin de détriment des légendes. Instance de légitimation, grands mythes fondateurs ou instance critique démythificatrice? Telle est une des antinomies de l'histoire. Surcroît, l'historien a aussi pour vertu d'introduire à l'intelligence d'autres cultures, d'autres sensibilités.

Comment donc concilier ces si contraires? C'est le paradoxe de l'historien dans sa relation avec la société. La question n'est pas neuve: elle est aussi ancienne que le métier d'historien, les termes où elle se présente aujourd'hui sont originaux. Etre historien aujourd'hui, c'est une vraie question, et la confrontation des situations à l'histoire et aux historiens selon les régions et les régimes fut une étonnante leçon d'histoire comparée en même temps qu'une invitation à méditer sur le destin de notre humanité. Quel est plus conforme à la mission première de l'UNESCO?

RENÉ RÉMOND.

Adonis Lachand, président du syndicat corporatif des représentants en chaussures; Philippe Lafarge, directeur de l'UNEDIC; François Lebonheur, chargé de mission à l'insertion des jeunes; Guy Legay, directeur de cuisine; l'hôtel Ritz de Paris; François Lepetit, restaurateur; Jacques Pouzet, président d'Union Châtillon; André Ramoff, délégué à la formation professionnelle; Jean-Baptiste Simon, directeur adjoint au groupe Sactier.

Environnement

Sont nommés chevaliers: M. Jean-François Chambois, directeur de la prévention des pollutions; M. Francis Cochereau, directeur de l'éducation nationale, auteur-compositeur; Hugues Morillon, néo-chouille, trésorier délégué auprès de l'agence du bassin Seine-Normandie.

Recherche et technologie

Est promu commandeur: M. Anatole Abramov, professeur honoraire au Collège de France.

Sont nommés officiers: M. Claude Beaumont, directeur de la société Total mines nucléaires de la compagnie française des pétroles; Jean Haguenauer, professeur de chimie générale à l'université de Bordeaux.

Sont nommés chevaliers: M. Alain Colombeau, professeur à l'université d'Als-Marseille II; Michel Lavalon, conseiller du président de Rhône-Poulenc; Jean-Claude Lehmann, directeur scientifique du CNRS; Pierre Mainguy, directeur scientifique de l'INRA; Christine Mercier, directrice de recherche à l'INRA.

Culture

Sont promus commandeurs: M. André Chastel, professeur d'histoire de l'art; Jean Guillemin, essayiste, philosophe, membre de l'Académie française; Hubert Landais, directeur des Musées de France au ministère.

Sont nommés officiers: M. Amable Audin, conseiller archéologique de la ville de Lyon; Robert Boyer, chef de service de l'inspection générale de l'administration; Charles Bruck, chef d'orchestre; Jean Deville, réalisateur de films; Jean-Jacques Gruber, président honoraire de la chambre syndicale des métiers variés; M. Mireille Hartuch, vice-président de la chambre des compositeurs de musique; M. Marcel Marceau, acteur et directeur de la compagnie de mime Marcel Marceau; M. Simon Mouton, épouse Bruna, secrétaire générale de la Cité internationale des arts.

Sont nommés chevaliers: M. Jean-Pierre Bénévise, dit Remy, écrivain; Hubert de Clarendon.

Gérard Fagade; Albert Pons; Angel Villatoro; Albert Bouchon; Charles Boer; François Carrière; Roger Flament; Pierre Gallardo; Olivier Simon.

M. Fernand Costagliola; Joseph Ribérea; Jean Thépin; Bernard Cirois; Raymond Debord; Constantin Feldzer.

Sont promus officiers: M. Gustave Tridon; Robert Buffereau; Pierre Lesouff; Maurice Schmidt; Roger Destors; Henri Cras; Louis Durand; Paul Ravier; Marc Martin.

M. Louis Monchini; Roger Ottiger; Claude Poi; Bernard Ciment; Margot Ostad; Achille Elmadfa; Pierre Gervais; Benoit Grandjean; René Labarre; Albert Lavoye; Alexis Medvedoff; Lucien Méplomb; Fernand Rappail.

M. Jean Tymen; Max Vuillemin; Raymond Nguyen Van Damb; Roger Albert; Daniel Boudin; Jacques Blavette; Henri Bourgal; André Camus; Jacques Carrat; Henri Chappey; Jean Smilger; Félix de Gail; Pierre Grand; François Hervé; Camille Janis; Jean Javeland-Noël; Robert Legière; Michel Lehoucq; François Lora; Paul Loubet; Louis Magnenet; Roger Maljean; Pierre Mangé; Jean-Paul Marquet; Elie Miran; Paul Nicolle; Guy Pelletier; Ernest Stumm; Michel Tourret; Marc Vernon; Raymond Villenot; Jean-Pierre Vissier; Pierre Sauter.

M. Claude Brinet; Claude Trunche; Yves Olivier; Albert Simon; Jacques Brand; Alain Domenjod; Pierre Fabre; Claude Hamel; Claude Husa; Claude Larmier; Hyscinthe Lavalon; André Rameau.

M. Henri Bayard; Robert Bourry; Igor Eichenbaum; Gilbert Germal; Louis Poiré; Claude Allais; Jean-Pierre Biju-Duval; Toussaint Guidoni; Gabriel Lang; Maurice Larraydian; Pierre Lebar; Roger Lefebvre; René Molereux; André Ribeiro; Philippe Thomassin.

Droits de la femme

Est promu officier: M. Marie Schol, maire honoraire.

Sont nommés chevaliers: M. Suzanne Brody, veuve Kepes, médecin; Jacqueline Schaub, épouse Janet, chargée de mission à la présidence des Nations de Seins.

Le Journal officiel du

Le Journal officiel du 11 mars avait publié une liste de promotions et nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur au titre du ministère de la défense.

Défense

Sont élevés à la dignité de grand officier: M. Pierre Dubreuil; Pierre Dubreuil, général de corps aérien.

Sont promus commandeurs: M. Jules Francillon; Henri Louvet, général de brigade.

M. Jacques Tarré; Jacques Tarré; Emile Lavelle; André Bussy; Antoine Molant; Maurice Frenet.

meil Buffenoir; Claude Butel; Georges Butor; Robert Calmaje; Alain Carbonneau; le Pardon; Hervé Carré; Henri Castro; Yves Casatol; Jacques Champeau; Jean Charlot; Pierre Charvet; Philippe Chassagnon; Gérard Coppé; Roger Cotta; Jean-Claude Cousin; Gilles Crochet; Pierre David; Daniel Debelles; Paul Défendin; Marc Del Guist; Roger Moutiller; Thérèse Daillo; Yves Diemle; Marcel Dubois; Hubert Dupire; Jacques Dupuy; Jean Fagot; Guy Fatacioli; Henri Forrester; Jean Guinet.

M. René Geiger; Bernard Gout; Claude Gourvès; Jean Grand-Clerc; Raymond Granger; Roland Gras; Maurice Hance; Maurice Haon; Jean Gibrard; André Humbert; Hervé Imbert; Claude Iringer; René Jaffé; Gilles Jannet; Jacques Joann; Roland Jolivet; Bernard Joyet; Lavergne; Jean Labadie; Léo Lalart; James Landel; Boussiam Laoufi; Julien Lassalle; Pierre Le Belle; Yvan Le Corvo; Jacques Lefèvre; Pierre Lejay; M. Edouard La Staud; Jean-Claude Lhuillier; Dominique Loiseau; Jean-Claude Mallet; Paul Marcel; Jean Mauriac; Laurent Marion; Jean-Maurice Maurice; Roger Morgan; César Muffragé; Georges Nagey; Pierre Olivier; Alain Ollé-Laprune; Jean-Carl Olivier; Louis Orrego; Marc Parrotin; Paul Picariello; Jean Poulain; Henri Pourcin; Guy Pourvanc; Claude Prévoist; Marcel Provençal; Jacques Reizer; Georges Reiland; Jacques Richon; René Roche; Marcel Rocher; Michel Rogovitz; André Rohrer; Michel Roth; André Roy; René Sabre; Edouard Sald; Jacques Sarray; Jean-Paul Schilling; Jacques Schwartz; Guy Schwein; Michel Taulet; Claude Thual; Noël Thara; Guy Vaillant; Marcel Vallat; Jean Vignat; Jean-Claude Vinciguerra; Wolfgang Berger; Paul Deloit; De Van Milt; Jean Gironolou; René Grillet; Ali Kada-Rabah; André Koch; Alain Lemaire; René Lemire; Pierre Mahé; Nicolas Mammias; Helmut Michael; Noël Pest; Antoine Roda; Joseph Vitry; Remy Y Kong; Ange Ghorgetti; Paul Margaron; Robert Brod; Maurice Foulain; Antoine Trémoal; Gilbert Anselmi; Bruno de Barbier-Barbier; François Cessac; Jean-Claude Degrémont; Maurice Eschbach; Jean-Pierre Gaudier; Jacques Lesteven; Dominique Lestur; Antoine de Lesteven de Vaudin.

M. Fernand Vallat; Jean-Marie Verin; Jean-Claude de Zutter; Roger Bato; Jean Castel; André Apkarian; Claude Chardon; Jacques Dattès; Claude Bon; Yves Flaur; Jean Georges; Claude Grosjean; André Humbert; André Lissy; Paul Liss; Alfred Ortel; Edouard Parades; Raymond de Philip; Bernard Piarat; Jack Roucaute; Gaston Royer; Jerzy Stasinski; René Clop; Emile Dauderand; René Le Roux.

GRAND JEU

**OPEL**

SPONSOR DE L'EQUIPE DE FRANCE

**GAGNEZ**

**11 OPEL KADETT**

**11 MAGNETOSCOPES**

Du 21 Mars au 13 Avril, la simple observation de toute la gamme Kadett peut vous faire gagner des cadeaux fantastiques... 1 Kadett ou 1 magnéscope par jour à l'occasion du grand jeu "coup d'envoi".

Alors, venez vite chez votre concessionnaire Opel découvrir toute la gamme Kadett et donner vous aussi "le coup d'envoi Opel" avec l'équipe de France de football pour gagner la partie.

**OPEL**

LA MAÎTRISE DE L'INNOVATION.

**AUJOURD'HUI,**

**TOUS CHEZ OPEL POUR LE**

**COUP D'ENVOI DE L'ANNÉE.**





Le Monde

# SECTEURS DE POINTE

Le Monde

**Objectifs : Qualité et Croissance**

Le marché de l'Informatique et de la Bureautique Distribuée est en forte croissance : il double tous les trois ans. Bull Transac, leader européen, s'impose dans ce secteur très porteur.

Nous recherchons notre

**RESPONSABLE H/F ASSURANCE QUALITE LOGICIELS BUREAUTIQUES**

Il est chargé de mettre en place la politique Qualité pour la conception des logiciels.

Rattaché à notre Direction Assurance Qualité et en liaison avec les autres Directions de la Compagnie, il a pour mission :

- la discussion des spécifications fonctionnelles
- la rédaction des plans Qualité Logiciels
- la définition des standards de développement logiciel
- le suivi de projets-pilotes.

Ingenieur Grande Ecole ou Université, option Informatique il/elle a acquis une expérience confirmée dans la réalisation de logiciels, le sens de la concertation et de la créativité ; autonome d'abord pour atteindre ses objectifs et réussir dans notre Groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 0104 à Michèle CORBINEAU, BULL TRANSAC, 7, rue Ampère, 91343 MASSY CEDEX.

**Bull**

**Jeune ingénieur**

**terre armée**

Matériaux synthétiques et renforcement des sols - Implanté dans le monde entier, ce groupe français a développé depuis une quinzaine d'années une technique de renforcement des sols. Pour s'intégrer à l'équipe chargée de l'évolution technologique du produit, on recherche un jeune ingénieur ayant des compétences dans le domaine des matériaux synthétiques, de la métallurgie et du génie civil. Il participera aux recherches menées sur les matériaux qui entrent dans la composition de la Terre Armée en effectuant des essais en laboratoire ou sur site réel. Ce poste qui implique des connaissances en mécanique des sols, en RDM et en chimie organique conviendrait à un jeune ingénieur (INSA, Université de Compiègne...) ayant de bonnes aptitudes à la rédaction des rapports de synthèse. La maîtrise de la langue anglaise est nécessaire. La rémunération annuelle sera fonction des compétences du candidat. Ecrire à PH. LESAGE en précisant la référence A/D2760M.

**PA**

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.71.11

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

**GOUPIL**

GOUPIL, C'EST UNE CARRIERE. Le souci de l'entreprise et des produits repose sur les hommes et les méthodes employées. Nos performances techniques, commerciales et financières traduisent par une expansion spectaculaire. Accompagnez-nous dans cette aventure en soutenant nos efforts.

**RESPONSABLE DU PROJET CAO ELECTRONIQUE ET MECANIQUE**

Vous êtes ingénieur ou de formation équivalente et vous avez acquis une expérience CAO et IAO dans un poste similaire.

Vous serez chargé de la mise en place des outils informatiques de CAO, logiciels sur VAX et sur station DAISY, des méthodes et procédures afin d'optimiser les études de cartes et de circuits personnalisés, effectuées au sein de notre Direction Marketing et Développement.

Notre Conseil établit les premiers contacts. Adressez-lui lettre, CV, photo et niveau de rémunération actuelle en précisant sur votre dossier la référence 789M.

ALPHA CDI, 181, rue de Gouville, 92200 NEUILLY SUR SEINE.

**ALPHA CDI**

**LE CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES**

**cnes**

Recherche pour son établissement de Toulouse.

**Un ingénieur grande école**

**spécialisé en électronique informatique**

Il sera chargé du suivi technique des projets de développement de systèmes de réception, de traitement et de transmission d'images.

Une expérience de 2 à 5 ans dans le domaine serait souhaitée.

Merci d'adresser CV et prétentions à la référence 86/03 au Délégué du Personnel, 18, rue Edouard Belin, 31055 Toulouse Cedex.

**SPEERY**

Un des grands leaders dans la fourniture de systèmes informatiques complexes, base sa stratégie sur une gamme étendue de produits : Série 1100, UNIX, PC, Réseaux, Systèmes Experts. Les performances de nos produits PC et UNIX nous ont permis de constituer un réseau de distributeurs très professionnels.

Nous recherchons pour notre département VENTES INDIRECTES

**UN SUPPORT TECHNIQUE PC - MSDOS**

Pour soutenir l'activité de ses distributeurs, le département des ventes indirectes cherche un support technique de haut niveau orienté MSDOS et éventuellement UNIX.

Votre grande expérience du terrain vous a rendu autonome.

- Vous avez le sens du contact.
- Vous maîtrisez la micro-informatique.
- Vous avez le support logiciel de l'avant vente et de l'après vente.
- Vous avez le sens de la vente.
- Vous déplacez volontiers.
- Vous nous intéressez.

**DES INGENIEURS COMMERCIAUX PC et UNIX**

Pour assister ses distributeurs dans la vente des produits PC et UNIX.

Pour développer son réseau de distribution, le département des ventes indirectes cherche des ingénieurs commerciaux PC et UNIX.

De formation supérieure, vous avez su démontrer vos capacités de commercial et de gestionnaire.

- Votre pratique du terrain vous a rendu autonome et combatif.
- Vous maîtrisez la micro-informatique.
- Vous développez avec les revendeurs un véritable partenariat commercial.
- Vous avez le sens de la vente.
- Vous nous intéressez.

Ces postes sont à pourvoir en Région Parisienne et impliquent un certain nombre de déplacements en Province. Adressez lettre manuscrite s/ réf. BTM avec C.V. et photo à SPEERY, 18, rue de la Vierge, 92806 Puteaux.

**SPEERY**

**INGENIEUR RESEAUX AU LOTO...**

**LE HASARD N'Y A PAS SA PLACE.**

A 30 ans environ, formé à bonne Ecole (Supélec, Telecom), vous êtes devenu depuis quelques années un spécialiste de l'exploitation des réseaux à commutation de paquets, ayant fait vos premiers pas professionnels chez un utilisateur ou un fournisseur. Et vous avez appris que vos initiatives ne devaient rien au hasard.

En tandem avec un ingénieur, vous suivrez et analyserez les performances d'un réseau de terminaux temps réel, assisté pour cela d'une petite équipe que vous aurez vous-même recrutée et formée.

Notre environnement : BURROUGHS (B 7800 et B 1900). Il serait donc souhaitable que vous le connaissiez.

Si vous êtes intéressé, ou si vous souhaitez plus d'informations, écrivez au LOTO NATIONAL, à l'attention de Madame GOURNAY, Domaine des Gaudes Caillies, Moussy le Village, 77230 Dammarville en Gâtine.

**LOTO**

Tenir des objectifs en conciliant techniques et relationnel !

C'est l'opportunité offerte en bonnisme Atlantique par la filiale parisienne d'un Groupe réputé et bénéficiaire en 85 à plusieurs :

**INGENIEURS DEBUTANTS dans ses Services Généraux New Look.**

Notre unité de 100 personnes en position de leader Européen sur les marchés très concurrentiels de l'électroménager investit fortement en R&D et équipements nouveaux.

Elle a donc besoin pour réaliser ses ambitieux projets d'avenir de jeunes généralistes (X, A.J.M., I.T.A.L.E. ou équivalent) capables de concevoir, négocier et réaliser des recommandations en matière d'immobilier, télécommunications, manutention, environnement, énergies-froides, sous-traitance.

Le cheminier qui se présente d'une cinquantaine de personnes, bénéficie d'une formation et d'un solide sens de la communication et de l'efficacité.

La fonction est un excellent tremplin pour une évolution rapide à l'intérieur du Groupe tout entier (112 000 personnes) car elle permet à travers un management participatif d'appréhender toutes les grandes fonctions de l'Entreprise Industrielle.

Adressez lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions à notre conseil :

**Michel AUBRY** 1 et 3, place de la Vendée, 85000 LA ROCHE SUR YON.

ENTREPRISE DE PRESSE CENTRE DE PARIS RECRUTE

**JOURNALISTE**

Pour une entreprise de presse, nous recherchons un journaliste expérimenté pour le service de presse. Il devra être capable de rédiger des articles de fond et de tenir une chronique. Il devra également être capable de travailler sous pression et de respecter les délais.

Envoyer C.V. et photo à : LE MONDE PUBLICITE, 8, rue de Montmoyrie, Paris-7.

**ENCYCLOPAEDIA UNIVERSALIS**

recherche COLLABORATEURS (TRUCES) pour son SERVICE DIFFUSION

- 25 ans minimum
- Formation encyclopédique
- Rémunération importante.

Tél. 01 47 33 66 75 ou 45 35 66 54.

**GROUPE DE PRESSE**

recherche un chef de publicité

Support junior ou sénior. Expér. presse grand public. Connaissances techniques : télévisuelle - informatique.

Adressez C.V. et photo à : LE MONDE PUBLICITE, 8, rue de Montmoyrie, Paris-7.

**JEUNE INGENIEUR AUTOMATICIEN,**

27-30 ans, vous avez la fibre commerciale : venez rejoindre notre entreprise lyonnaise en forte croissance.

Nous souhaitons renforcer notre position de leader dans les équipements permettant d'automatiser les fabrications dans les PME.

Devenez

**notre ingénieur technico-commercial,**

au sein de notre département Automatismes et Systèmes. Venez prendre en charge la prospection de nos clients potentiels, l'évaluation et la réalisation de nos offres. Votre réussite à ce poste et notre croissance vous permettent d'espérer une belle progression.

Notre consultante, Mme S. JULLIARD, vous informera de lui écrire (réf. 1151 LM).

**ALEXANDRE TIC S.A.**  
7, RUE SERVIENT - 69611 LYON  
PARIS - GRENOBLE - LILLE - NANTES

**MEMBRE DE SYNTec**

**S Informatis**

PARIS - PROVINCE

10 ans de Compétences et de sérieux au service de nos clients parmi les plus grandes SOCIÉTÉS NATIONALES ET INTERNATIONALES.

**RECHERCHE**

**10 INGENIEURS (X, ECP, ESE, INSA, Sup Aero...)**

ou équivalent de préférence option Informatique, Automatique, Electronique.

Pratique souhaitée des Matériels : MITRA - SOLAR - PDP 11 - VAX - MINI 6 - GOULD Micros : INTEL, MOTOROLA 6800 et 68000 et des Systèmes : IBM, SNA, SNA, TRANSPAC, UNIX.

Pour les activités suivantes :

- SYSTEMES D'ARMES - BASES DE DONNEES
- SIMULATION DE STRATEGIES MILITAIRES
- LOGICIEL DE BASE, RESEAUX, BASE DE
- INFORMATIQUE INDUSTRIELLE, TEMPS REEL
- TELECOMMUNICATIONS, GENIE LOGICIEL
- CAD, ROBOTIQUE, MONETIQUE
- SYSTEMES DE GESTION - BUREAUTIQUE
- METHODOLOGIE, INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

**INGENIEURS COMMERCIAUX**

Bien introduits dans les milieux informatiques des Administrations, Industries, Banques et Constructeurs, et ayant l'expérience des Négociations et de la vente de Services Informatiques à un haut Niveau.

Nous offrons de réelles possibilités d'évolution pour des éléments de valeur, jusqu'aux postes de Direction.

**Henri-Emile MEIMOUN**  
26, rue Daubenton 69 - 43.37.99.22

Constructeur Informatique recherche URGENT

**2 INGENIEURS**

Logiciels diplômés devront valider leurs connaissances dans l'environnement industriel.

Tél. pr R.V. 47-84-74-82.

INSTITUT DE FORMATION EN LANGUES A PARIS, recrute

**PROF. DE FRANÇAIS**

(langues étrangères) pour poste stable. Envoyer C.V. et photo sous réf. 7140 M.

LE MONDE PUBLICITE, 8, rue de Montmoyrie, Paris-7.

ET. INDUSTRIEL REGION CLERMONT-Fd 63 RECHERCHE

Pour bureau d'études

**1 INGENIEUR GENERALISTE**

Grandes écoles, INSA débutant ou quelques années d'expérience. Envoyez C.V. à HAVAS 63002 CLERMONT-Fd. Coder pr 93.247.

مكتبة



## SECTEURS DE POINTE

### RESPONSABLE LOGISTIQUE TOURS 200.000 +

Laboratoire pharmaceutique (800 personnes, plusieurs unités de production), filiale d'un groupe international, nous fabriquons et distribuons des médicaments à usage unique, mélangés sur mesure pour nos clients. Ce contacte hospitalier, la qualité du service n'en revêt que plus d'importance et la fonction logistique prend un aspect essentiel. Transports, livraisons, gestion des stocks, distribution des produits, gestion de la sous-traitance, suivi de la qualité : tout est à organiser dans une optique d'optimisation des coûts (budget : 20 M€/an environ) et amélioration du service. À vous de concevoir une stratégie efficace. Vos quelques années d'expérience dans la fonction font de vous un spécialiste. Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur, parlez anglais, connaissez la gestion informatique et êtes prêt à franchir le pas qui vous élève d'un poste très évolutif. Merci d'adresser votre candidature sous réf. 56/57/58 à notre Conseil Recrutement.



Dominique Lelouis, Conseil  
1 rue Guesnon, BP 152 - 91015 Evry-Courcouronnes Cedex

### IMPORTANTE STE DE SERVICE filiale d'un groupe international recherche

#### INGENIEURS

pour participer aux développements de réseaux de transmission de données.

- Base matérielle : Mini-ordinateurs (MITRA, SOLAR)
- Langages d'applications : FORTRAN, PASCAL, LTR.
- Expérience requise : 3 à 4 ans dans la conception et le développement de logiciels techniques, l'intégration et la qualification de logiciels de télécommunications.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo N. 5218 - PUBLICITES REUNIES 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra.

## L'UNIVERS DE LA GESTION

Un Important Groupe d'Assurances  
recherche à Paris

### un jeune analyste financier

Le candidat s'intégrera dans une équipe financière restreinte dont le souci permanent est celui de l'efficacité. Il devra, pour ce faire, avoir un esprit particulièrement mobile et ouvert et posséder de grandes facultés d'adaptation. Sa mission principale sera d'aider aux prises de décision en matière de gestion de valeurs mobilières. Il recevra, en outre, des missions ponctuelles qui couvriront les multiples aspects d'une direction financière. Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un candidat :  
- de formation supérieure (Sup. de Co., Sciences Eco...)  
- ayant le goût des contacts humains  
- connaissant parfaitement l'anglais  
- titulaire d'une expérience significative (1 à 3 ans minimum dans le domaine de l'analyse financière).  
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle sous réf. 1995 à Lévi Toumoy/Ascom 31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02 - qui transmettra.

## L'UNIVERS DE LA GESTION

### CADRE FINANCIER

Nous sommes une importante banque, située à Paris-2<sup>e</sup>, et nous recherchons un cadre du développement important de nos activités financières. Cadre débutant ou confirmé.

Nous vous confierons, en fonction de vos aptitudes, l'élaboration de produits d'épargne : SICAV, Fonds Communs de Placement.

Pour ce poste, une formation supérieure

(HEC, Sciences Po, Droit) est indispensable. Dynamisme et capacité à prendre rapidement des responsabilités constituent des atouts fondamentaux.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, confidentialité assurée, sous la référence 4071.

9, bd des Capucines  
75002 PARIS,  
qui transmettra



Société de distribution et de montage de pièces de rechange automobiles, filiale d'un important groupe international. C.A. prévisionnel 86 : 40 millions de Francs, 87 : 130 millions de Francs. Paris

300.000 F.

### Directeur Administratif et Financier

Rattaché au Directeur de cette jeune équipe, il aura la responsabilité :

- de la tenue de la comptabilité et du reporting à la Maison Miro,
- de l'élaboration des budgets, de la trésorerie,
- du suivi des questions juridiques et fiscales,
- de l'administration du personnel,
- du développement du plan informatique.

Expérience réussie de 5 ans minimum dans une fonction financière très opérationnelle et au sein d'une Société dotée d'un système performant existant. Formation supérieure HEC, ESSEC, Sup de Co ou équivalent, option finances/comptabilité. Bonnes connaissances de l'anglais souhaitées.

De 30 minimum, le candidat devra justifier de créativité et d'enthousiasme à être capable de travailler dans une petite équipe appelée à progresser très vite. Ecrire avec C.V., photo, prétentions et télégramme privé (joindre enveloppe pour réponse plus rapide), sous références 26009M à Danielle Chapuis

MRI conseil 13, rue Madeleine Michéle, 92522 Neuilly.

## DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Centre de la France

200 - 240 000 F

### Patron de choc Pro du transport routier international



HARRY VOS INTERNATIONAL TRANSPORT s.r.l. pour développer les activités de sa filiale du Centre de la France, crée le poste de Directeur de cette entité (C.A. 25 MF).

Rattaché à la Direction Générale Hollandaise, il :

- crée une synergie de travail entre les départements Exploitation et Gestion ;
- anime, dirige et dynamise une équipe de 5 adhérents et 35 chauffeurs ;
- optimise la rentabilité par l'automatisation des procédures ;
- assure l'interface avec la clientèle existante ;
- recherche en permanence de nouvelles affaires de fret pour le trafic routier.

Agé d'au moins 30 ans, de formation supérieure, vous justifiez d'une expérience réussie de la fonction dans le transport routier international. Votre fibre commerciale, votre rigueur, votre diplomatie, votre sens de l'organisation, vous permettent d'intervenir à tous les niveaux avec efficacité. L'anglais ou l'allemand courant est indispensable.

Sylvie CATHELAÏN vous remercie de lui adresser votre candidature, qu'elle traite confidentiellement, sous référence 5164 LM.



DEPARTEMENT CONSEIL RECRUTEMENT  
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS  
Tél : (1) 42.77.92.00

PARIS - LILLE - LYON - MONTREAL



T.P.

AFRIQUE DE L'OUEST

### Secrétaire général

Les T.P. vous connaissez !

Vous en avez même une solide expérience après plusieurs années passées sur les chantiers à l'étranger peut-être même en Afrique. Au sein de notre importante entreprise de T.P. vous serez le second du Directeur de notre Agence située en Afrique de l'Ouest.

En charge du Secrétariat Général, vous assurerez la responsabilité administrative et financière ainsi que les relations avec l'environnement local (autorités, organismes, etc.).

Vous devrez, en outre, en l'absence du Directeur d'Agence, prendre des initiatives sur des dossiers généraux.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) sous réf. 84009, à MS.JONCTION 104, rue Réaumur 75002 PARIS, qui transmettra.

Vous pouvez mentionner sous double enveloppe les noms des entreprises avec lesquelles vous ne souhaitez pas entrer en contact.

### SOCIÉTÉ FROMAGÈRE

Filiale d'un groupe international recherche le

### DIRECTEUR DE SA FILIALE EN GRANDE-BRETAGNE (Londres)

De formation supérieure, anglais courant, expérience dans la distribution de produits similaires ou grande distribution appréciée. Il aura à gérer la filiale : gestion, finances, à animer les ventes et gérer un atelier de conditionnement.

Ecrire avec C.V., prêt et photo réf. 5207 à CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris - qui transmettra.

Banque de Neufly, Schumacher, Mallet

NSM  
GROUPE NSM

pour son Agence CANNES un

### ATTACHE DE CLIENTELE PRIVEE

Il devra constituer son fonds de commerce composé d'une clientèle haut de gamme de particuliers, professions libérales et commerçants.

- Sont indispensables :  
- l'expérience du poste  
- une solide formation générale  
- une excellente présentation  
- une grande aisance dans les contacts allée de réelles aptitudes commerciales.

La connaissance du milieu régional sera appréciée.

De nombreuses possibilités de promotion et une rémunération attrayante seront offertes à un candidat de valeur.

Adresser curriculum vitae, lettre manuscrite, photo et prétentions à Banque N.S.M. Section Recrutement B.P. 466.08 - 75366 Paris cedex 08.



REPRODUCTION INTERDITE

## emplois régionaux



### JEUNES INGENIEURS

Débutants ou presque...

Le Groupe ATLANTIC (900 personnes - 800 millions de francs de chiffre d'affaires), leader national dans la fabrication et la vente de matériels et équipements pour (convecteurs, chauffe-eau, chaudières, ...)

#### INGENIEUR MAINTENANCE

Vendée

Rattaché au Responsable du Service Entretien de l'unité chauffe-eau, il devra s'intégrer à l'équipe déjà en place (une quinzaine de personnes) pour la tâche principale la mise en place d'équipements modernes et performants, dans un contexte très automatisé, en relation avec le Bureau d'Etudes Industrialisation.

#### INGENIEUR

#### RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Mâconnais

Intégré à l'unité chaudières, et rattaché au Chef de Service Recherche (personnes), il aura en charge le développement, l'amélioration et la mise au point des produits, dans un contexte de CAO/DAO.

EGOR OUEST ATLANTIQUE

15, rue Charles Monsalut - 44000 NANTES

CHAIRE NATIONALE

pour notre magasin 1 500 m<sup>2</sup>

situé dans une grande ville

centre Bourgogne

#### RESPONSABLE MAGASIN

Homme motivé, vous êtes un bon vendeur, capable de vous intégrer à une structure très performante et ambitieuse. Votre capacité d'animation d'une équipe de 10 personnes, votre dynamisme et sens commercial font de vous un homme de contact. Votre rémunération sera comprise entre 130 000 et 150 000 F.

Adresser C.V. et lettre manuscrite + photo sous n° 7142 LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montesson, Paris-7.

egor

PMI en expansion, 100 personnes

recherche

#### CHIEF SECTION COMPTABLE (H/F)

PROFIL :  
- BTS, DUT, DECS.  
- Expérience nécessaire.  
- Pratique informatique.

#### JEUNE INGENIEUR (H/F)

Première expérience souhaitée. Pour recherches en isolation et devant résoudre problèmes thermiques et mécaniques.

#### FORMATION :

Ingenieur génie chimique/génie mécanique.

Ces deux postes sont à pourvoir rapidement.

Lieu de travail : ville Ouest France.

Envoyer dossier candidature (lettre manuscrite + C.V. + photo) sous n° 7141 M

LE MONDE PUBLICITE

5, rue de Montesson, 75007

#### SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT REGIONAL

DONT LE SIÈGE EST A CLERMONT-FERRAND

recrute pour son agence de Nantes

#### 1 INGENIEUR D'AFFAIRE

(salaire 160 000 F)

Il sera chargé du montage d'opérations de toutes natures, principalement de tourisme dans un premier temps. Il aura également la responsabilité d'études générales ou études de faisabilité économiques avec des aspects marketing commerciaux et financiers. Ses prestations seront faites pour des partenaires privés ou appartenant au secteur public. Le candidat aura 30 ans au moins, et des connaissances administratives, fiscales, financières et juridiques répondant au profil exigé. Il devra être bilingue (français, allemand).

Ecrire à Davis 63002 Clermont-Ferrand Cedex N 94 196.

GROUPE PETROLIER recherche

#### INGENIEUR

#### TECHNICO-COMMERCIAL

DIRECTION REGIONALE DE NANCY

Animateur de l'équipe technico-commerciale, il assiste la Direction Régionale pour tous les problèmes techniques en clientèle (interventions, réparations, etc.).

Il collabore aux démarches et négociations commerciales.

Il rencontrera pour ces postes des ingénieurs diplômés ENSI, A.M., I.N.S.A., I.D.N. et justifiant d'une expérience dans le domaine thermique.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prêt.

av. 3785 CONTESSA PUBLICITE

8, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS

qui transmettra. Confidentialité

## OFFRES D'EMPLOIS

### NOTRE MISSION : L'ENTREPRISE



AGEFOS PME Ile de France

se développe et recherche

#### conseillers en formation

ESCAE, SC. ECO, I.A.E., ...

Vous avez la réputation d'être curieux et votre ouverture, vos qualités d'écoute, vous ont déjà façonné aux dialogues constructifs et à la négociation. Cadre Diplômé de 25 à 35 ans, votre expérience de l'entreprise et votre ambition vous portent à rechercher un poste évolutif au sein d'une équipe dynamique. Notre mission est de promouvoir la formation et l'emploi des jeunes auprès de plus de 20.000 PME et de leur apporter les solutions nécessaires à leur développement économique.

Le terrain des Entreprises d'Ile-de-France vous permettra de mesurer vos capacités, et vos performances seront reconnues.

Envoyer, en précisant vos motivations, lettre manuscrite avec C.V. photo et prétentions à AGEFOS/FORMADIS-SELECTION - 11, rue Hélène

75017 PARIS

Dans le cadre de son développement

#### BOSSARD CONSULTANTS

l'un des tout premiers cabinets de conseil en organisation

recherche

#### JEUNE CADRE DE GESTION

de formation supérieure (Ecole de commerce, IUT option finance, comptabilité...), celui-ci prendra progressivement en charge le contrôle de gestion de plusieurs départements.

Ce poste requiert, d'excellentes capacités d'analyse, de synthèse, d'initiative, de qualités de communication, une connaissance de l'informatique et un atout supplémentaire.

Merci d'adresser C.V. et photo à Th. JACQUELIN, BOSSARD CONSULTANTS - 12 bis, rue Jean-Jaures, 91000 PUTEAUX CEDEX.

Dans le cadre de l'expansion de notre activité Systèmes de Communications, nous recherchons

#### ingénieurs informaticiens

confirmés

3 à 5 ans d'expérience

Domaine : téléphonie/radiotéléphonie

Compétences : systèmes et logiciels en

• ENIS

• communication téléphonique

• radiotéléphonie

• micrologiciel Motorola/intel

Ces ingénieurs participeront au développement des futurs systèmes de télécommunications nationaux et internationaux.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions sous n°

MOIA à GROUPE SYSECA -

Direction du Personnel,

315, Bureau de la Colline,

92215 SAINT-CLOUD CEDEX.



SYSECA

(300 M de

CA, 820 col-

laborateurs dont

85 ingénieurs) est

une Société de services

et d'ingénierie informati-

que, membre d'un groupe

industriel de taille internationale.

## DIRECTIONS DIRECTIONS

Fonctions Nationales Internationales

### Directeur d'agence centrale

BANQUE DE DEPOT PRIVEE

Nous sommes dans le peloton de tête des banques privées françaises, 200 personnes, total du bilan 1985 : 1,8 milliard. Nos clients sont essentiellement des PME auxquelles nous essayons d'apporter le maximum de services. Le poste de Directeur d'agence de notre siège (Paris 8ème), est à pourvoir (15 personnes, 600 M de ressources). Rattaché au Directeur de l'exploitation, le collaborateur a la responsabilité du développement commercial de l'agence et il définit le plan commercial et le met en œuvre avec l'aide de commerciaux ; il assure les contacts et les négociations avec les chefs d'entreprise. Ce poste convient à un H.E.C ou équivalent de 35 ans environ, ayant une expérience réussie de Directeur d'agence, acquise dans une banque de dépôt où les critères de développement et d'efficacité soient importants dans l'évaluation des hommes. Le poste est rapide de notre banque et du groupe auquel nous appartenons doit permettre à un candidat à fort potentiel de trouver chez nous des perspectives de carrière. Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous réf. 578.86 M à notre conseil 61 boulevard Haussmann 75008 Paris.



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTHE

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS



Vous êtes intéressé par CEGOS, organisme de formation pour les entreprises ? Vous souhaitez vous spécialiser dans la formation des adultes ? Vous voulez vous perfectionner ? Vous voulez vous former ? Vous voulez vous perfectionner ? Vous voulez vous former ?

### 30 ans env. et passionnés de la fonction

Vous êtes intéressé par CEGOS, organisme de formation pour les entreprises ? Vous souhaitez vous spécialiser dans la formation des adultes ? Vous voulez vous perfectionner ? Vous voulez vous former ? Vous voulez vous perfectionner ? Vous voulez vous former ?

#### L'ASSISTANT (E) DE NOTRE DIRECTEUR

Vous êtes intéressé par CEGOS, organisme de formation pour les entreprises ? Vous souhaitez vous spécialiser dans la formation des adultes ? Vous voulez vous perfectionner ? Vous voulez vous former ? Vous voulez vous perfectionner ? Vous voulez vous former ?

ALLIANCE Formation & Développement

22, rue de la République, 91000 PUTEAUX

01 69 00 00 00

01 69 00 00 00

01 69 00 00 00

01 69 00 00 00

01 69 00 00 00

01 69 00 00 00

01 69 00 00 00

01 69 00 00 00

01 69 00 00 00

01 69 00 00 00

01 69 00 00 00

01 69 00 00 00

01 69 00 00 00

01 69 00 00 00

01 69 00 00 00

01 69 00 00 00

01 69 00 00 00

01 69 00 00 00

01 69 00 00 00

01 69 00 00 00

01 69 00 00 00

01 69 00 00 00

01 69 00 00 00

01 69 00 00 00

01 69 00 00 00

01 69 00 00 00

01 69 00 00 00

01 69 00 00 00

01 69 00 00 00

01 69 00 00 00

01 69 00 00 00

01 69 00 00 00

01 69 00 00 00

01 69 00 00 00

01 69 00 00 00

01 69 00 00 00

01 69 00 00 00

01 69 00 00 00

01 69 00 00 00

01 69 00 00 00

01 69 00 00 00

01 69 00 00 00

01 69 00 00 00

01 69 00 00 00

01 69 00 00 00

01 69 00 00 00

01 69 00 00 00

01 69 00 00 00

01 69 00 00 00

01 69 00 00 00

01 69 00 00 00

01 69 00 00 00

01 69 00 00 00

01 69 00 00 00

01 69 00 00 00

01 69 00 00 00

01 69 00 00 00

01 69 00 00 00

01 69 00 00 00

01 69 00 00 00

01 69 00 00 00

01 69 00 00 00

01 69 00 00 00

01 69 00 00 00







**SICOB PRINTEMPS**  
14 AU 19 AVRIL CNIT-PARIS LA DÉFENSE

# C'EST LE PRINTEMPS, OUVREZ LES YEUX SUR LE SICOB!

## OUVREZ LES YEUX SUR L'ESPACE-BUREAU!

En V.O. et en technicolor, Sicob Printemps vous montre tout ce que vous voulez savoir sur l'aménagement de l'espace et les mobiliers de bureau.

En exclusivité, il révèle tout sur les techniques de classement et d'archivage.

## OUVREZ LES YEUX SUR LA BUREAUTIQUE!

Toute la lumière est faite sur les outils bureautiques. Les projecteurs sont braqués sur la conception graphique.

Posez un regard passionné sur la téléphonie, attentif sur la reprographie pour que duplicateurs, photocopieurs et diazocopieurs se précisent.

Pour vous qui exigez une communication parfaite avec vos clients, Sicob Printemps fait un long travelling sur le traitement de texte et le traitement du courrier.

Pour vous, aventuriers du façonnage et du transport de documents, Sicob Printemps joue les éclaireurs.

## OUVREZ LES YEUX SUR LA MICRO-INFORMATIQUE!

Venez percer à jour les progiciels d'application et les progiciels de base, radiographier les micro-ordinateurs et leurs périphériques.

## OUVREZ LES YEUX SUR LES CONSEILS ET SERVICES!

Observez les progrès effectués en matière de formation, de recrutement et d'assistance spécialisée...

## OUVREZ LES YEUX SUR SICOB BOUTIQUE!

Sicobéens avertis, vous pouvez voir et acheter sur place tous les produits de la micro.

Constructeurs, distributeurs, revendeurs, ils sont venus, ils sont tous là pour le grand show de la micro.

A l'affiche: logiciels, matériels périphériques, calculatrices and Co dans une éblouissante démonstration... De plus, l'entrée est libre et gratuite.

Les micro-conférences vous initient et vous guident dans vos choix, et les journées d'études et d'application — conférences sectorielles — vous apportent de précieux échanges d'expérience.

L'environnement de l'entreprise, obscur? Sicob-info vous accueille, vous conseille personnellement et gratuitement.

Sicobtel vous aide dans votre visite à partir de votre minitel (n° d'appel 36.15.91.77, code d'accès: Sicob).

A partir du 4 avril).

Un peu de service en plus... et tout est plus clair.

**SICOB  
PRINTEMPS**  
2 YEUX 2 SESSIONS.  
POUR MIEUX VOIR.  
TOUT VOIR.



### REPÈRES

Dollar : raffermissement

Le dollar a gagné 1,5 point par rapport à l'euro, passant de 166,5 à 168,0. Cette hausse s'explique par la baisse de l'euro, qui a perdu 1,5 point, passant de 166,5 à 165,0. Le franc suisse a également gagné 1,5 point, passant de 166,5 à 168,0.

### Balanco des paiements rants : excédent record

Le déficit des paiements en courant a atteint son plus haut niveau depuis 1980, avec 11,5 milliards de francs. Ce déficit est dû à la baisse des exportations et à l'augmentation des importations.

### Un numéro de la revue « Droit sur le contrôle de la Cour de en matière de licenciement

La Cour de cassation a rendu un arrêt qui confirme la jurisprudence de la Cour de cassation en matière de licenciement. L'arrêt concerne le licenciement d'un salarié pour motif d'ordre économique.

### Économie CREDIT DE LA DÉMOCRATIE SOCIALE

Le crédit de la Démocratie sociale a augmenté de 1,5 point, passant de 166,5 à 168,0. Cette hausse s'explique par la baisse de l'euro, qui a perdu 1,5 point, passant de 166,5 à 165,0.

Le crédit de la Démocratie sociale a augmenté de 1,5 point, passant de 166,5 à 168,0. Cette hausse s'explique par la baisse de l'euro, qui a perdu 1,5 point, passant de 166,5 à 165,0.

### LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES

	100000	1000000	10000000
SEAL	112,5	112,5	112,5
SEAL	112,5	112,5	112,5
SEAL	112,5	112,5	112,5

### TAUX DES EUROMONNAIES

	100000	1000000	10000000
SEAL	112,5	112,5	112,5
SEAL	112,5	112,5	112,5
SEAL	112,5	112,5	112,5



(1) Cette allocation est à taux réduits, partie fixe égale à 32,90 francs par jour au 1<sup>er</sup> avril 1986 et partie proportionnelle représentant 30 % du salaire de référence. Le montant minimal de l'allocation de base est fixé à 78,41 francs par jour.



# AFFAIRES

## DES PROPOSITIONS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE DE PARIS

### Pour une nouvelle législation sur la concurrence

Bien que l'élaboration d'une nouvelle législation sur la concurrence ne fasse pas partie des priorités du gouvernement, mais seulement des actions qui «seront rapidement engagées» (conseil des ministres du 26 mars), les professionnels s'en préoccupent. La CCIP (chambre de commerce et d'industrie de Paris), le plus important des organismes consulaires, a adopté en assemblée générale, le 20 mars dernier, un ensemble de propositions pour cette réforme. S'inspirant à la fois des systèmes en place aux Etats-Unis et en Allemagne fédérale, comme du droit communautaire, le texte publié constitue un ensemble cohérent, tout entier axé sur la liberté et ses limites, dans un esprit de

simplification et d'efficacité, puisque la commission de la concurrence est dotée de larges pouvoirs, incluant des sanctions pécuniaires. Sont donc considérées comme acquises la liberté totale des prix et la suppression de leur contrôle, qui devraient intervenir par ordonnance.

La contribution à la préparation d'une nouvelle législation vient après deux ans de labeurs entre industriels et grands du commerce, ces derniers ayant créé des «supercentres» d'achat et exigé de leurs fournisseurs que les conditions les meilleures faites à l'un de leurs adhérents soient généralisées à l'ensem-

ble d'entre eux. Les industriels - les plus grands s'abritant derrière les plus petits - avaient d'ailleurs obtenu du gouvernement socialiste une mini-réforme (loi du 16 décembre 1985) qui n'avait satisfait ni les uns ni les autres.

Malgré l'adoption de ces propositions par la CCIP, qui compte et des industriels et des commerçants, on peut se demander si la hache de guerre sera jamais complètement enterrée entre ces deux groupes ennemis qui sont l'industrie et la distribution, tant la concurrence, toujours vantée dans les discours, est mal vécue sur le terrain par les uns et les autres.

### La liberté et ses limites

Le nouveau dispositif proposé par la CCIP s'articule autour d'un axe central : la liberté par l'interdiction des ententes entre entreprises et des abus de position dominante dans un secteur donné, péchés majeurs contre la concurrence et le libre jeu du marché. La notion d'abus de position dominante est élargie et précisée : elle s'applique à l'égard d'un ou de plusieurs partenaires, lorsque ceux-ci sont « placés en situation de dépendance » en raison des conditions commerciales qui leur sont faites ; elle se détermine à partir de trois critères : la part de marché occupée par une entreprise ou un groupe d'entreprises ayant passé un accord, le chiffre d'affaires réalisé, les effectifs employés, ce qui mène à la définition de seuils à ne pas dépasser par groupes de produits ou de services.

#### Trois pratiques

Cela conduit naturellement, suivant les mêmes critères, au contrôle des pratiques commerciales et des abus de position dominante. Le mécanisme proposé étend aux ententes et aux activités dominantes le système, déjà pratiqué pour les concentrations, de la déclaration facultative soumise à la commission de la concurrence, celle-ci, en cas de non-déclaration, pouvant tout de même sanctionner. Le non-respect des décisions de la commission donne lieu à des sanctions.

Ces principes de base étant posés, on peut classer les pratiques com-

merciales en trois catégories : celles qui sont licites, celles qui sont interdites et celles qui sont obligatoires.

Les pratiques licites : dans la CCIP, les pratiques commerciales deviennent autorisées : les pratiques de vente (prestations gratuites de services d'un industriel fournisseur à un commerçant, ou d'un commerçant à un fournisseur, par exemple), le droit d'une entreprise à une autre (la date de règlement des factures, plus ou moins proche de la date de livraison, peut avantage ou pénaliser un fournisseur, mais le commerçant client), le droit de vente, les « ventes liées » entre professionnels (obligation pour un commerçant d'acheter d'autres produits en plus du produit demandé), les primes et les cadeaux, en nature ou en espèces. Tout cela est considéré comme licite et ne nécessite aucune déclaration.

Les pratiques interdites : ces pratiques sont celles qui constituent une entente ou un abus de position dominante. Elles sont sanctionnées par la commission. Interdite, la « prix imposé » qui tend à éliminer ou indirectement à imposer un revendeur un prix minimum obligatoire, sauf, bien sûr, si la loi en décide ainsi (prix du livre, par exemple). Interdite la concurrence déloyale et la

spécialisation (le droit au détail par des agriculteurs, des industriels ou des artisans qui n'ont pas respecté les règles de la matière en une forme). Interdite la vente à perte (à un prix inférieur au prix de revient) par un industriel à un client commerçant, mais si s'agit de dumping, et la vente à perte (prix d'achat plus haut que le prix de revient) par un commerçant à un client, sauf dans des cas bien précis : produits périssables, biens d'activité, produits saisonniers, produits défectueux, allégement du prix d'un produit, interdites les ventes liées à des achats, les offres au public, dans quelque forme que ce soit, qui font perdre l'opportunité d'un gain dépendant du hasard.

Les soldes, liquidations, ventes d'usine ou au déballage, ventes d'usine sans local spécial sont soumises à l'autorisation du maire de la commune, tandis que les soldes saisonniers ou par des professionnels, les ventes d'usine dans des magasins spéciaux ou par correspondance sont libres.

Les pratiques obligatoires. Il n'en reste que deux : la communication par les industriels des factures et la vente à tous leurs clients commerçants ; l'affichage

des prix dans les boutiques ou les magasins.

#### Autorité indépendante

Pour mettre en œuvre ce dispositif, la CCIP prévoit une réforme de la commission de la concurrence, qui devient une autorité indépendante de nature administrative et juridictionnelle. Elle est dotée d'une compétence consultative d'abord, qui lui permet de donner son avis sur tout ce qui concerne la concurrence, qu'elle soit elle-même d'un problème ou que le gouvernement, le Parlement, les collectivités locales, les organisations professionnelles, les associations de consommateurs lui demandent son avis. Une compétence administrative (et dans ce cas une entreprise qui se juge lésée peut la saisir), les décisions intervenant après recherche des faits (par un propre service ou par un service de justice), audition des parties et de leurs avocats et décisions publiques. Les décisions, en revanche, sont publiées, dans les journaux, le dossier peut être transmis au parquet.

Les sanctions des amendes calculées en fonction du chiffre d'affaires de l'entreprise, ou même du bénéfice licite initial si celui-ci est supérieur à l'amende normale. La commission peut aussi infliger des sanctions par jour de retard pour que cesse une infraction ou qu'on lui donne un renseignement demandé. La « sanction administrative », sanctionnant pratiquement toutes les pratiques, ne peut être sanctionnée que des entreprises et non infliger des peines aux personnes physiques.

La commission, sous la présidence d'un conseiller d'Etat, comprendrait - qui s'en occupent, s'agissant d'un projet de la CCIP ? - pour un tiers des magistrats judiciaires et administratifs, et pour un tiers des personnalités qualifiées représentant toutes les formes de commerce.

JOSÉE DOYÈRE.

### LE GROUPE THOMSON VA RÉDUIRE DE 20 A 25 % SES EFFECTIFS DANS LA TÉLÉVISION

Le groupe Thomson a annoncé, jeudi 27 mars, à la Commission européenne de la branche grand public, qui réunit les syndicats des entreprises européennes, la suppression d'environ 1 500 emplois dans la fabrication des télévisions. Thomson emploie environ 8 500 personnes dans cette activité en Europe. En France, Thomson va supprimer 380 emplois dans la région d'Angers, et plus de 100 FNE déjà engagés sur ses effectifs de 2 200. En RFA, les suppressions d'emplois touchent un millier de personnes. En Espagne, 200 personnes seront concernées sur un effectif de 900. L'activité de fabrication des téléviseurs constitue « le cœur » de l'électronique grand public du groupe. Sur ce marché à concurrence faible (2 % par an), les gains de productivité sont importants. Pour rester compétitif, Thomson se doit, explique-t-on au siège du groupe, de faire des efforts de compétitivité. La branche grand public a perdu 300 millions de francs en 1985. Le groupe Philips a engagé une semblable réduction de ses effectifs en Europe.

SERGE MARTL.

# ÉTRANGER

## En URSS

### DES INCITATIONS MATÉRIELLES POUR AMÉLIORER LA PRODUCTION AGRICOLE

Moscou (AFP) - Le gouvernement soviétique a pris toute une série de mesures destinées à rentabiliser la production agricole et à améliorer l'approvisionnement de la population en produits alimentaires, indique une résolution du comité central du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS) publiée le 29 mars par la Pravda.

Un texte de quelque quatre mille mots institue une série d'incitations matérielles pour les producteurs agricoles. Ainsi, à partir de cette année, les quantités supplémentaires de produits vendus à l'Etat, par rapport à la moyenne des cinq dernières années, leur seront payées le double du prix de base.

Les revenus des responsables de sovkhozes (fermes d'Etat) et de kolchozes (fermes collectives) dépendront du chiffre d'affaires de l'établissement, tandis que des primes d'un montant égal au salaire de base leur seront versées pour les meilleurs résultats agricoles.

Les producteurs de viande et de lait pourront disposer librement de leurs surplus, après avoir réglé leurs obligations envers l'Etat. Ils pourront soit les vendre sur place, soit les livrer à d'autres républiques ou régions, sans payer de taxe, « comme cela était le cas jusqu'à présent ».

Enfin, le comité agro-industriel, créé récemment à l'échelle territoriale, aura le droit de fixer eux-mêmes les prix de détail des fruits et légumes produits et vendus localement.

## En Israël

### LE PARLEMENT ÉTEND UN BUDGET D'AUSTÉRITÉ

Le parlement israélien a entériné à une forte majorité, le mardi 31 mars, un budget d'austérité qui devrait permettre de ramener le taux d'inflation à quelque 25 %, contre 165 % en 1985. Présenté à la Knesset en janvier, ce budget 1986-1987 prévoit le licenciement d'au moins 750 fonctionnaires et une régression des revenus salariaux à leur niveau de 1980. Mais il ne tient pas compte des mesures de soutien financier décidées le 30 mars par le conseil des ministres pour relancer des entreprises en difficulté, et qui représentent un effort global de quelque 220 millions de dollars.

La loi de finances se répartit en cinq grands chapitres : 40 % incompressibles, sont alloués au remboursement de la dette intérieure et extérieure à l'Etat, 25 % sont consacrés à la défense, 15 % au « bien-être social » (éducation, santé, services sociaux, subventions aux produits de base), 15 % aux salaires des fonctionnaires et 7 % aux travaux publics. Le gouvernement a, en outre, décidé de relever la taxe à l'éducation de 10 dollars par enfant et d'imposer les retraités d'un plafond de 550 dollars par mois.

Tenant leurs promesses, les dirigeants israéliens ont par ailleurs accordé une aide de 80 millions de dollars pour sauver Solel Boneh, la grande entreprise de bâtiment, ainsi que 12 millions, plus un prêt à long terme de 100 millions, à la Kapat Holim, principale caisse d'assurance maladie du pays. Les deux milliards font partie du « compte économique » de la puissance centrale syndicale Histadrout. Enfin, un crédit de 30 millions de dollars a été octroyé à l'industrie du coton, elle aussi en situation difficile.

# ENTREPRISES

### BP Chemicals devient le premier vendeur européen de polyéthylène

Les grandes manœuvres se poursuivent dans l'industrie européenne des plastiques. BP Chemicals vient de se mettre d'accord avec le groupe allemand Bayer pour prendre en charge le négoce du polyéthylène basse densité fabriqué par Ethelchemie (300 000 tonnes/an), leur filiale commune (50/50) de Dormagen (RFA).

Tous grades confondus, BP Chemicals aura désormais une capacité de commercialisation de 960 000 tonnes/an de polyéthylène et, à ce titre, deviendra le numéro un européen.

Par cet accord, le groupe britannique sera en mesure d'harmoniser et surtout de mieux réguler l'approvisionnement en matière plastique de grande diffusion sur un marché encore passablement engorgé en Europe (plus de 6 millions de tonnes).

#### Parapétrolier : dépôt de bilan de Doris

Doris, l'un des principaux constructeurs de plates-formes offshore françaises, a déposé son bilan, frappé par le ralentissement de la prospection et de la production en mer, consécutif à la baisse des cours du pétrole. Selon les experts, la crise est encore accentuée par la bataille que se livrent les grands du secteur, Bouygues Offshore et ETPM, autour des dépouilles des sociétés parapétrolières.

Ainsi, en janvier dernier, GTM-Entreprise, filiale du groupe Valoures, avait acquis, auprès de la Société générale d'entreprises (SGE), filiale de Cofinor, la majorité du contrôle de Doris, spécialisée dans la construction de Bouygues. Au contraire, le rapport Levy, publié en avril 1985, préconisait le rapprochement des principales sociétés du secteur (la Bouygues du 20 avril 1985).

#### Lustucru retrouve la santé financière

Le fabricant de plats alimentaires et de riz Lustucru annonce, pour l'exercice 1985, un bénéfice après impôt de 26 millions de francs, un chiffre d'affaires de 830 millions (contre 750 en 1984), qui permet à la société de maintenir

la rentabilité de son activité après trois années de restructuration justifiées par la situation financière de l'entreprise. Celle-ci se trouve confrontée à un imbroglio juridique motivé par les intérêts divergents manifestés par les actionnaires majoritaires et minoritaires de Rivoli et Carret (le Monde daté 7-8 juillet 1985).

#### Promodès : baisse de 25 % des bénéfices

Le groupe succursaliste Promodès (enseignes Continent, Champion) a réalisé, en 1985, un chiffre d'affaires de 30 milliards de francs, en progression de 11,5 % par rapport à 1984 (26,9 milliards de francs), mais qui se traduit net, de 140,5 millions de francs, en recul de 25 % sur l'année précédente (198,4 millions de francs). Ces résultats sont dus à de nombreuses ouvertures de magasins, en France et à l'étranger, ainsi qu'à la restructuration de Promogros (sa filiale pour l'activité de grossiste), dont la modernisation est coûteuse. De plus, Promodès a décidé de se retirer du secteur de la restauration, cédant sa filiale Cafeteria et ses dix-sept unités à la filiale du groupe commercial Rallye.

## LA VENTE PAR CORRESPONDANCE APPLIQUÉE AUX PLACEMENTS FINANCIERS

### Cortal : plus de 1,5 milliard de francs gérés en deux ans d'existence

Faire comme les grands... Prenant exemple sur Sears and Roebuck, numéro un américain, et mondial - de la distribution au détail, qui se fait fort de concurrencer les banques sur leur propre terrain en matière de placements financiers, la société Cortal, filiale du groupe Compagnie bancaire, spécialisée de toute la gamme d'expérience en France. De tout temps, les « non-banques » ont été très actives dans ce domaine, ainsi qu'en témoignent les chiffres de groupes tels que Drayus Corp. aux Etats-Unis, qui gère à elle seule 25 milliards de dollars, ou encore Fidelity (de même nationalité), Robeco aux Pays-Bas et Hambro-Life en Grande-Bretagne.

Mais la grande innovation de Sears and Roebuck consistait à utiliser un réseau national de distribution - un volumineux catalogue de vente par correspondance - pour y inclure des produits financiers adaptés aux besoins du client. Cela a été fait, notamment en janvier 1984, Cortal a procédé de même. La société a commencé par pratiquer la méthode de vente directe par encarts publicitaires insérés dans les journaux et par voie de mailing, avant de lancer, en juin 1985, son guide des placements financiers. L'exercice n'est pas aisé, avec, au menu, cinq produits : deux fonds communs, une SICAV de trésorerie, une société civile de placements immobiliers et un fonds de capitalisation à prime unique.

Il fallait en outre, entre la mesure offerte, la grande frais, une « deux ans familles » et la confiance qui habite plutôt les milieux d'épargnants encore peu familiers avec les modalités de formes

de placements financiers présentes sur le marché, raconte M. Michel Ciorrel, directeur général. « Mais le même temps, nous aspirions que les futurs clients ne seraient pas désemparés par l'absence de contact physique avec un représentant de la banque, mais si, à cet égard, la personnalisation présente dans telle ou telle banque nous a permis de faire la vente de produits d'investissement de gestion collective », explique-t-il. Cette difficulté, véritablement psychologique, a été palliée, semble-t-il, par l'attribution d'un correspondant sérieux à chaque client et la possibilité d'acheter et de vendre des placements Cortal par téléphone, grâce à un service disponible nuit et jour.

Deux ans après le démarrage de cette expérience, la firme, qui ne s'enrichit pas son catalogue de l'adjonction d'un fonds commun de placement à vocation internationale et d'un produit retraite, affirme un bilan satisfaisant : plus de 1,5 milliard de francs d'épargne gérée et un fichier de cent mille clients potentiels, dont vingt mille réellement « actifs ». Pour autant, l'entreprise n'est pas encore parvenue à son but de l'investissement. L'exercice n'est pas aisé, avec, au menu, cinq produits : deux fonds communs, une SICAV de trésorerie, une société civile de placements immobiliers et un fonds de capitalisation à prime unique.

D'où l'intérêt de proposer à son clientèle généralement modeste, mais qui dispose d'un moyen d'épargne de

70 000 francs par trimestre fin 1985, une forme de placement simplifiée. En évitant si possible le piège des produits à la mode, directement inspirés de la « chasse aux jeunes », à laquelle se livrent les banques.

A cet égard, la direction d'étendre, sous l'égide de M. Michel Ciorrel, le système du « Cortal » n'a pas répondu aux attentes. C'est d'ailleurs un problème de rentabilité que connaissent tous les réseaux de distribution de placements financiers et de produits d'assurance. Lancées à grand renfort de publicité, les initiatives de Carrefour et d'Habitat, notamment, sur le marché de l'assurance ont vite dû s'arrêter. Les mêmes, aux Etats-Unis, Sears and Roebuck, après un démarrage très enthousiasmant dans cette activité, éprouve quelques difficultés de rentabilité. Cortal, qui emploie à présent un peu plus d'un centaine de personnes, a décidé de jouer la difficulté. Elle ne se place sur un marché où la concurrence est très forte, mais elle se trouve en concurrence directe, avec certains types de placement, avec des produits offerts par le groupe de la Compagnie bancaire : ceux de la compagnie d'assurance-vie ou de capitalisation Cortal (dont le chiffre d'affaires s'élevait à 3,5 milliards de francs en 1985) ou les produits présentés par le guide de la Compagnie française d'assurances Le Chêne, une société créée à parts égales par Cardif et par La Redoute, le numéro un de la vente par correspondance.

SERGE MARTL.

## M. Ruigan annonce des restrictions commerciales pour compenser les restrictions aux exportations vers l'Espagne et la France

Le ministre israélien du Commerce, M. Ruigan, a annoncé, mardi 31 mars, que le gouvernement israélien envisageait d'imposer des restrictions commerciales pour compenser les restrictions aux exportations vers l'Espagne et la France. Ces mesures seraient prises en réponse aux restrictions imposées par ces deux pays à l'exportation de produits israéliens.

## Une part

Le ministre israélien du Commerce, M. Ruigan, a annoncé, mardi 31 mars, que le gouvernement israélien envisageait d'imposer des restrictions commerciales pour compenser les restrictions aux exportations vers l'Espagne et la France. Ces mesures seraient prises en réponse aux restrictions imposées par ces deux pays à l'exportation de produits israéliens.

Le ministre israélien du Commerce, M. Ruigan, a annoncé, mardi 31 mars, que le gouvernement israélien envisageait d'imposer des restrictions commerciales pour compenser les restrictions aux exportations vers l'Espagne et la France. Ces mesures seraient prises en réponse aux restrictions imposées par ces deux pays à l'exportation de produits israéliens.

Le ministre israélien du Commerce, M. Ruigan, a annoncé, mardi 31 mars, que le gouvernement israélien envisageait d'imposer des restrictions commerciales pour compenser les restrictions aux exportations vers l'Espagne et la France. Ces mesures seraient prises en réponse aux restrictions imposées par ces deux pays à l'exportation de produits israéliens.

Le ministre israélien du Commerce, M. Ruigan, a annoncé, mardi 31 mars, que le gouvernement israélien envisageait d'imposer des restrictions commerciales pour compenser les restrictions aux exportations vers l'Espagne et la France. Ces mesures seraient prises en réponse aux restrictions imposées par ces deux pays à l'exportation de produits israéliens.

Le ministre israélien du Commerce, M. Ruigan, a annoncé, mardi 31 mars, que le gouvernement israélien envisageait d'imposer des restrictions commerciales pour compenser les restrictions aux exportations vers l'Espagne et la France. Ces mesures seraient prises en réponse aux restrictions imposées par ces deux pays à l'exportation de produits israéliens.

Le ministre israélien du Commerce, M. Ruigan, a annoncé, mardi 31 mars, que le gouvernement israélien envisageait d'imposer des restrictions commerciales pour compenser les restrictions aux exportations vers l'Espagne et la France. Ces mesures seraient prises en réponse aux restrictions imposées par ces deux pays à l'exportation de produits israéliens.

Le ministre israélien du Commerce, M. Ruigan, a annoncé, mardi 31 mars, que le gouvernement israélien envisageait d'imposer des restrictions commerciales pour compenser les restrictions aux exportations vers l'Espagne et la France. Ces mesures seraient prises en réponse aux restrictions imposées par ces deux pays à l'exportation de produits israéliens.

Le ministre israélien du Commerce, M. Ruigan, a annoncé, mardi 31 mars, que le gouvernement israélien envisageait d'imposer des restrictions commerciales pour compenser les restrictions aux exportations vers l'Espagne et la France. Ces mesures seraient prises en réponse aux restrictions imposées par ces deux pays à l'exportation de produits israéliens.

Le ministre israélien du Commerce, M. Ruigan, a annoncé, mardi 31 mars, que le gouvernement israélien envisageait d'imposer des restrictions commerciales pour compenser les restrictions aux exportations vers l'Espagne et la France. Ces mesures seraient prises en réponse aux restrictions imposées par ces deux pays à l'exportation de produits israéliens.

Le ministre israélien du Commerce, M. Ruigan, a annoncé, mardi 31 mars, que le gouvernement israélien envisageait d'imposer des restrictions commerciales pour compenser les restrictions aux exportations vers l'Espagne et la France. Ces mesures seraient prises en réponse aux restrictions imposées par ces deux pays à l'exportation de produits israéliens.

Le ministre israélien du Commerce, M. Ruigan, a annoncé, mardi 31 mars, que le gouvernement israélien envisageait d'imposer des restrictions commerciales pour compenser les restrictions aux exportations vers l'Espagne et la France. Ces mesures seraient prises en réponse aux restrictions imposées par ces deux pays à l'exportation de produits israéliens.

Le ministre israélien du Commerce, M. Ruigan, a annoncé, mardi 31 mars, que le gouvernement israélien envisageait d'imposer des restrictions commerciales pour compenser les restrictions aux exportations vers l'Espagne et la France. Ces mesures seraient prises en réponse aux restrictions imposées par ces deux pays à l'exportation de produits israéliens.

Le ministre israélien du Commerce, M. Ruigan, a annoncé, mardi 31 mars, que le gouvernement israélien envisageait d'imposer des restrictions commerciales pour compenser les restrictions aux exportations vers l'Espagne et la France. Ces mesures seraient prises en réponse aux restrictions imposées par ces deux pays à l'exportation de produits israéliens.

Le ministre israélien du Commerce, M. Ruigan, a annoncé, mardi 31 mars, que le gouvernement israélien envisageait d'imposer des restrictions commerciales pour compenser les restrictions aux exportations vers l'Espagne et la France. Ces mesures seraient prises en réponse aux restrictions imposées par ces deux pays à l'exportation de produits israéliens.

Le ministre israélien du Commerce, M. Ruigan, a annoncé, mardi 31 mars, que le gouvernement israélien envisageait d'imposer des restrictions commerciales pour compenser les restrictions aux exportations vers l'Espagne et la France. Ces mesures seraient prises en réponse aux restrictions imposées par ces deux pays à l'exportation de produits israéliens.



# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## M. Reagan annonce des représailles commerciales pour compenser les restrictions aux exportations agricoles vers l'Espagne et le Portugal

Le président Ronald Reagan a annoncé lundi 31 mars que les États-Unis allaient établir des quotas et augmenter les droits de douane sur les produits en provenance de la CEE, en réponse aux restrictions qui affectent depuis le 1<sup>er</sup> mars les exportations américaines de soja et de céréales vers le Portugal et l'Espagne depuis que ces pays font partie de la Communauté.

M. Willy De Clercq, le commissaire européen chargé des relations extérieures, a qualifié la décision américaine de « geste inattendu, d'agressivité inutile, difficile à comprendre ». Dans les milieux communautaires, où l'on s'attendait à ce que les restrictions visent les vins et les produits laitiers, on indique que « la riposte européenne sera certainement plus vive que Washington ne peut l'imaginer ». Les principaux et les agrumes de Californie, dont c'est traditionnellement la saison de récolte, constituent une cible de choix pour des représailles européennes, dit-on encore à Bruxelles.

Brexit de bourses commerciales de part et d'autre de l'Atlantique ou simples mesures d'intimidation ? Lorsqu'il quitta le département de l'Agriculture, M. John Block est une dernière pensée pour l'Europe en l'avertissant que Washington n'aurait pas sans broncher à la perte des trois quarts de ses exportations vers l'Espagne et le Portugal : 600 millions de dollars en soja, 600 millions de dollars en maïs, 100 millions en blé. En effet, en entrant dans la Communauté, les pays de la péninsule ibérique appliquent progressivement les règles de la politique agricole commune (PAC), ce qui se traduit par des quotas à l'importation pour le soja et ses dérivés, et par des droits plus élevés pour les céréales.

Aussitôt, la Commission européenne avait indiqué, en février, qu'elle était prête à négocier, dans le cadre du GATT (Accord général sur le commerce et les tarifs douaniers), celui-ci prévoit qu'un État ne peut imposer de restrictions commerciales pour chaque pays de la CEE d'après Bruxelles. Les États-Unis auraient cinq fois plus à gagner à perdre avec l'élargissement, qui leur procure des facilités pour les exportations industrielles. M. De Clercq, par ailleurs, précise que la CEE était prête à entendre des discussions bilatérales. La proposition, qui en avait été faite, dès février également, « est restée à ce jour sans réponse », a indiqué le commissaire européen.

Les mesures annoncées par la Maison Blanche ont pour objet de faire subir à la CEE un préjudice commercial comparable à celui que les États-Unis prévoient pour eux-mêmes. En réponse aux quotas sur les importations de soja et de produits dérivés, les États-Unis imposent des quotas aux effets restrictifs similaires pour un montant équiva-

### Une partie de poker

D'autres droits enfin seront augmentés sur d'autres produits communautaires : Washington en attend une baisse des exportations européennes d'une valeur de 600 millions de dollars, correspondant à la perte présumée du marché céréalière espagnol.

Les deux mesures concernant le Portugal seraient prises d'ici à un mois : Washington se sent à l'aise sur ce dossier, dans la mesure où les quotas imposés au Portugal violent la règle du GATT qui interdit toute restriction en volume des échanges commerciaux. Par contre, les mesures des droits de douane concernant surtout l'Espagne ne sont pas interdites. D'où un différend dans la date d'application de cette mesure qui d'entrerait en vigueur que le 1<sup>er</sup> juillet 1986 si, d'ici là, la CEE s'accorde pas de compensations.

Les États-Unis, en revanche, ne précisent pas sur quels produits porteront leurs représailles. Selon des sources bien informées, il s'agirait, comme on l'imagine à Bruxelles, des vins et des produits laitiers. Les exportations européennes de vins vers les États-Unis ont atteint la valeur de 850 millions de dollars en 1984, dont 460 millions pour la France et 360 millions pour l'Italie ; les ventes de produits laitiers ont représenté environ 260 millions de dollars.

Tout semble se passer, entre Bruxelles et Washington, au « bluff », comme dans une partie de poker, car aucune des deux parties, compte tenu de la situation des marchés et de l'état de leurs agricultures respectives, n'a intérêt à ouvrir les hostilités. Le ministre français de l'Agriculture, M. Guillaume, faisait récemment remarquer qu'un commerce n'avait pas intérêt à tuer son meilleur client ». La CEE est le premier client agricole des États-Unis, avant même l'Allemagne. Il semble bien que des conversations bilatérales se déroulent à Paris, lors de la réunion ministérielle de l'OCDE, les 17 et 18 avril. Au-delà de la répartition de ce qu'ils estiment être un préjudice commercial, les États-Unis tentent en fait d'enfoncer un coin, à la faveur de l'élargissement, dans les règles de la politique agricole commune qu'ils ont toujours contestées.

JACQUES GRALL

## FINEXTEL

Le conseil d'administration de Finextel, réuni le 25 mars 1986 sous la présidence de M. Jacques Lallemand, a arrêté le bilan au 31 décembre 1985 et le compte de résultats de l'exercice 1985.

Cet exercice est caractérisé par :  
- la signature d'un nouveau protocole avec l'ITT pour un montant de 320 millions de francs, dont 40 millions de francs sur fonds propres ;

- l'importation accrue des nouveaux engagements immobiliers atteignant 205 millions de francs, soit 97 millions de francs en crédits-bail et 108 millions de francs en immeubles destinés à la location ;

- un résultat net de 161 millions de francs en augmentation de 10,6 % sur celui de l'exercice 1984.

Le conseil propose à l'assemblée générale ordinaire qui doit se réunir le 27 mai 1986 la distribution d'un dividende de 20 francs, égal à celui de l'an dernier, à chacune des huit millions d'actions composant le capital social.

Il sera également proposé à l'assemblée générale que ce dividende soit payé, au gré de l'actionnaire, soit en espèces, soit en actions de Finextel, dans les conditions législatives et réglementaires applicables en la matière.

### ROCHFORTAISE SA

Dans une lettre qu'il vient d'adresser aux actionnaires, M. Pierre Maurer, président de Rochfortaise SA, a donné des informations sur le marché du groupe au cours de l'exercice 1985.

Les résultats de l'exercice ne sont pas encore connus, mais on peut d'ores et déjà affirmer que les résultats des filiales sont bons dans leur ensemble.

Justement, grâce à l'augmentation de son chiffre d'affaires, vers son résultat en hausse sensible. Brevets et Circular Distributeurs Europe recommandent leurs bénéfices. La plus grande progression est à mettre à l'actif de l'exportation, qui a vu son chiffre d'affaires augmenter de 38 %.

A Madagascar, la situation ne s'améliore pas en raison, d'une part, du manque chronique de devises qui nous gêne dans nos approvisionnements, d'autre part, de la baisse du pouvoir d'achat qui se reflète sur les ventes.

Les résultats 1985, bien qu'en diminution, doivent nous permettre de distribuer un dividende au moins égal à celui de l'exercice précédent.

### GROUPE BRUNO PETIT

Exercice 1985

Les informations disponibles à ce jour sur l'exercice 1985 semblent indiquer une baisse d'activité du marché de la maison individuelle sur catalogue de l'ordre de 5 %.

Dans ce contexte difficile le groupe Bruno Petit a maintenu sa position en livrant 3 115 chantiers contre 3 098 en 1984, soit +0,5 %. En millions individuels, il a réalisé un chiffre d'affaires TTC de 991,2 millions de francs contre 1 033 en 1984, soit -4,5 %. Les ventes enregistrées en 1985 se sont élevées à 4 471 contre 4 655 en 1984, soit -4 %.

Les activités financières et industrielles (composants de bâtiment), sous les marques France Terre et Archet, ont réalisé un chiffre d'affaires TTC respectif de 107,1 et 76,5 millions de francs, soit 15,6 % du CA total du groupe.

Compte tenu des économies de gestion obtenues, le résultat global se situera à l'équilibre malgré la baisse d'activité.



### AUGMENTATION DE CAPITAL

Devant le succès rencontré par cette opération, les souscriptions ont été closes par anticipation dès le 24 mars 1986.

Rappelons que cette opération a été dirigée par Barclays Bank SA, en qualité de chef de file, avec la participation de Cédit Industriel et Commercial de Paris, du Cédit Foncier, de la Banque générale de France et de European International Securities.

Cette augmentation de capital, d'un montant global de 257 132 890 F, a regu le visa de la CDB n° 86-80 en date du 4 mars 1986. La notice a été publiée au BALO du 17 mars 1986.

### A A A-ACTIONS-AGRO-ALIMENTAIRE

Société d'investissement à capital variable du groupe des Banques populaires et de la banque Eurofin

L'assemblée générale de la société, statuant sur les comptes du premier exercice, s'est réunie le 26 mars 1986, sous la présidence de M. Plescoff, qui a présenté l'allocution suivante :

#### Allocution du président

Monsieur, Mesdames,

L'assemblée générale réunie aujourd'hui à l'issue du premier exercice, d'une durée réduite à sept mois, de la SICAV AAA Actions-Agro-Alimentaire, ne donne l'occasion de vous apporter un certain nombre d'informations sur votre société.

Comme vous le savez, AAA Actions-Agro-Alimentaire a été créée, courant juin 1985, par le groupe des Banques populaires et la banque Eurofin.

S'étant engagée à investir en permanence 60 % au moins de ses actifs en actions françaises, AAA Actions-Agro-Alimentaire a été créée, courant juin 1985, par le groupe des Banques populaires et la banque Eurofin.

De manière plus générale, AAA Actions-Agro-Alimentaire a pour objet de participer, à la croissance d'un secteur important de l'économie française.

L'objectif de votre société est de rechercher une bonne valorisation de ses actions à moyen terme, par la sélection de sociétés disposant de patrimoines financiers importants et performants dans le secteur de l'alimentation (boissons, fromages, charcuterie, surgelés, etc.) ou dans d'autres secteurs très proches, comme ceux de la distribution de produits alimentaires, de la restauration, des biotechnologies, tout sur le marché domestique qu'à l'exportation.

L'activité de votre société au cours du premier exercice a été marquée par une situation contrastée. La fin du premier semestre 1985 a été caractérisée par une période de baisse des cours des actions françaises pendant laquelle le portefeuille de la SICAV AAA Actions-Agro-Alimentaire a vu son chiffre d'affaires augmenter de 38 %.

A Madagascar, la situation ne s'améliore pas en raison, d'une part, du manque chronique de devises qui nous gêne dans nos approvisionnements, d'autre part, de la baisse du pouvoir d'achat qui se reflète sur les ventes.

Les résultats 1985, bien qu'en diminution, doivent nous permettre de distribuer un dividende au moins égal à celui de l'exercice précédent.

## ALSTHOM

### RÉSULTATS 1985

Le conseil d'administration d'ALSTHOM, réuni le 27 mars, sous la présidence de M. Jean-Pierre Desgorges, a arrêté les comptes de l'exercice 1985.

Les comptes de l'exercice se soldent par un bénéfice net de 273 millions de francs contre 270,3 millions de francs en 1984. Ce bénéfice s'élève notamment après dotation de 645,2 millions de francs aux amortissements (contre 582,5 millions de francs).

Le marge brute d'autofinancement exprimée comme la somme du résultat net et des amortissements, compte non tenu de la fraction correspondant à la réévaluation, représente 4,58 % du chiffre d'affaires hors taxes.

Il sera proposé à l'assemblée la mise en paiement, à dater du 30 juin prochain, d'un dividende de 16,50 F par action sur les actions composant le capital avant sa récente augmentation, auquel sera attaché un avoir fiscal de 8,25 F, et d'un dividende de 8,25 F par action sur les actions provenant de l'augmentation de capital, assorti d'un avoir fiscal de 4,125 F. Ces propositions conduisent à une augmentation de 22 % des sommes distribuées, par rapport à la distribution au titre de l'exercice 1984.

Comme les années précédentes, une option sera donnée aux actionnaires pour le paiement d'un dividende en numéraire ou en actions.

L'assemblée générale ordinaire est convoquée le 26 juin 1986 à 10 h 30 au siège social de la société.



## BANQUE LA HENIN

La Banque-orchestre de l'immobilier

Séjour social : 36, rue de la Ville Évoquée, 75384 Paris Cedex 08 - Tél. (1) 265.35.15

Le conseil d'administration de la Banque La Henin, réuni sous la présidence de M. Dominique Bagès, a approuvé le bilan et les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1985.

Le total du bilan consolidé s'élève à 30 875 millions de francs contre 28 140 millions de francs au 31-12-84. Cette variation provient des opérations de trésorerie qui sont passées de 1 800 millions de francs à 2 697 millions de francs, de l'évolution des crédits à la clientèle pour 1 448 millions de francs et du portefeuille titres de placement et de participation qui a augmenté de 389 millions de francs (+40 % par rapport à 1984).

Le total des produits d'exploitation s'élève à 949,07 millions de francs contre 750,75 millions de francs au 31-12-84, soit une progression de 13 %. Pour la Banque La Henin, seule la progression du produit net bancaire a été de 18,85 %. Cet accroissement provient essentiellement de l'amélioration des intérêts nets des prêts aux particuliers, ainsi que des produits issus du développement des activités financières.

L'amortissement des produits, ainsi que le réajustement très significatif de l'évolution des frais généraux (+3,09 % par rapport à 1984) permettent de dégager un résultat brut d'exploitation, après amortissements, de 97,50 millions de francs contre 49,95 millions de francs en 1984, soit une progression de 195 %.

Après constitution des provisions, le groupe présente un bénéfice consolidé, par Banque La Henin, de 3,12 millions de francs contre 2,06 millions de francs au 31-12-84.

Compte tenu de la situation de la Banque La Henin, le conseil propose de verser, à la Banque La Henin, de 3,12 millions de francs de cette dernière une augmentation de 30,97 millions de francs.

### OBICOOP-SICAV

Société d'investissement à capital variable

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires, réunie le 25 mars 1986 sous la présidence de M. Jacques Moreau, a :

● approuvé les comptes du premier exercice clos le 31 décembre 1985 et clos le 31 décembre 1985, ainsi que les résolutions qui lui ont été soumises ;

● pris connaissance avec satisfaction de l'évolution de 24,02 % de la valeur liquidative de l'action au cours de ce premier exercice, d'une durée exceptionnelle de dix-huit mois (soit 15,72 % en taux annuel) ;

● pris acte de la décision du conseil d'administration du 30 janvier 1986 de limiter les investissements de la SICAV aux obligations dites de « première catégorie » et de ne renvoyer, pour les droits d'entrée, qu'un taux unique de 2 % (dont 0,50 % acquis à la SICAV) limités aux cinq cents souscriptions de chaque souscription ;

● décidé la mise en paiement, à partir du 9 avril 1986, d'un dividende de 61,59 F assorti d'un crédit d'impôt de 4,78 F par action.

Rappel : le réajustement du dividende peut s'effectuer, sans versement de droits d'entrée, jusqu'au 9 juillet 1986.

### GROUPEMENT

### POUR LE FINANCEMENT DE LA CONSTRUCTION

Le conseil d'administration du Groupement pour le financement de la construction s'est réuni le 19 mars 1986 sous la présidence de M. Roger Papez pour arrêter les comptes de l'exercice 1985.

La société a poursuivi en 1985 le réajustement de ses patrimoines par l'arbitrage de certains immeubles d'habitation et par l'investissement dans un nouvel immeuble de bureaux de 4 600 mètres carrés situé au Peq.

Les recettes de loyers se sont élevées à 121,59 millions de francs, en progression de 5,9 %.

Les autres ressources (notamment produits financiers et plus-values sur ventes) totalisent 13,50 millions de francs, contre 8,31 millions de francs.

Les charges locatives à la société sont de 41,04 millions de francs pratiquement au même niveau qu'en 1984.

Après dotation aux comptes d'amortissements et de provisions, le bénéfice net de l'exercice s'élève à 82,80 millions de francs, en progression de 10,1 % incluant des plus-values nettes de 4,80 millions de francs, contre 1,50 millions de francs.

Le conseil propose à l'assemblée un dividende de 18,50 francs par action, contre 17,50 francs en 1984.

Il sera également proposé aux actionnaires une option pour le paiement de ce dividende en actions qui porteront jadisance du 1<sup>er</sup> janvier 1986.



### COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

Le conseil d'administration a examiné, dans sa séance du 26 mars 1986, les comptes de résultat de la Compagnie pour l'exercice 1985.

Le chiffre d'affaires hors taxes (hors produits financiers) s'est établi à 6,537 milliards de francs. Il en résulte une progression de 10,2 % au chiffre d'affaires correspondant de l'exercice 1984 compte tenu de la nouvelle répartition des activités de distribution d'eau à Paris, intervenue depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1985, entre la Compagnie générale des eaux et sa filiale, la Compagnie des eaux de Paris.

Le bénéfice net s'élève à 338,429 millions de francs ; il est en progression de 18,47 %. Le résultat courant est lui-même en hausse de 9,56 %.

La dotation de l'exercice aux comptes d'amortissements est de 117,4 millions de francs (contre 104,4 millions de francs pour l'exercice précédent), et les dotations aux provisions d'exploitation ont été fixées à 507,4 millions de francs (contre 448,1 millions de francs).

Le conseil d'administration propose à l'assemblée générale de fixer le dividende à 21,50 francs par action (32,25 francs avec l'avoir fiscal), contre 18,75 francs (28,12 francs avec l'avoir fiscal) pour le précédent dividende. La distribution globale serait ainsi de 241,7 millions de francs.

Les premières estimations relatives aux comptes consolidés indiquent que le taux de progression de la part du groupe dans le résultat de l'année 1985 pourrait être sensiblement supérieur à 10 %.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le conseil d'administration de la Société européenne de propulsion s'est réuni le 26 mars 1986 et a arrêté les comptes de l'exercice 1985 qui seront soumis le 26 juin 1986 à l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires ainsi que les dividendes qu'il lui proposera de verser.

Il ressort de ces comptes :  
- Un chiffre d'affaires de 2 262 millions de francs en progression de 25 % sur celui de 1984.

- Un résultat d'exploitation de 81,6 millions de francs (89,9 millions de francs en 1984). Ce résultat tient compte de produits de cession de technologie pour 20,5 millions de francs ainsi que de dotations aux amortissements et provisions pour

100,9 millions de francs au lieu de 51 millions en 1984.

- Un résultat courant de 54,2 millions de francs (43,6 millions de francs en 1984) en raison notamment d'une annulation de provision sur titres de participation pour 7,1 millions de francs.

- Un bénéfice net social de 25,8 millions de francs (15,5 millions de francs en 1984).

Le conseil d'administration propose un dividende par action identique à celui de l'exercice précédent (16 francs) ce qui, compte tenu de l'augmentation du capital intervenue en 1985, conduit à un dividende global de 10,2 millions de francs pour 8 millions de francs l'an dernier.

Paris, Bangkok, Katmandou, Singapour, Hong Kong, Jakarta, Séoul, Tokyo, Pékin, Sydney, Melbourne...

La lune c'est pour bientôt.



1, rue Champs Élysées, 75008 PARIS - Tél. (1) 47.18.01 - Fax (1) 47.18.02 - Adresse de télécopie 01 47 18 01 02 - Telex 200 100 100



# ÉTRANGER

## POUR DIGÉRER LES RÉFORMES

### La Chine décide de freiner la croissance

L'Assemblée nationale populaire chinoise, réunie le 25 mars pour dix-sept jours de débats à Pékin, est appelée à entériner les grandes options économiques du gouvernement à l'heure du septième plan 1986-1990. Durant ces cinq années, les planificateurs envisagent de consacrer 62 milliards de dollars à des investissements dont les priorités correspondent aux goulets d'étranglement de l'économie : l'énergie, les transports et les télécommunications. Selon l'agence Chine nouvelle, citant la commission du plan, 925 grands projets ont été définis dont 571 ont été engagés durant le dernier plan. La majorité d'entre eux concernent l'est de la Chine, zone phare du développement économique chinois.

Pour l'économie chinoise, 1986 devrait être une année de pause relative, destinée à digérer les nombreuses réformes introduites ces derniers temps et qui ont conduit en 1984 et 1985 à des dérapages de tous ordres : bouillie d'investissements et d'importations, flambée des crédits et poussée inflationniste. Les grandes lignes du budget comme du plan quinquennal 1986-1990 présentées dernièrement devant l'Assemblée nationale populaire, à Pékin, ont confirmé cette intention gouvernementale, proclamée depuis quelques mois déjà.

Echaudés par l'emballage de la machine économique qui a porté la croissance annuelle à 11 % en moyenne entre 1981 et 1985, trois fois plus que ne le prévoyait le plan, les dirigeants chinois visent aujourd'hui une expansion de 7,5 % par an. Un rythme impressionnant, bien que le premier ministre Zhao Ziyang ait souligné le 25 mars qu'il n'était « pas trop ambitieux ». Mis à part la Corée du Sud et le Brésil, on voit mal quel pays au monde pourrait l'envisager, encore moins le considérer comme modéré. A la mesure des multiples retards à rattraper, il exigera malgré tout des autorités chinoises une reprise en main délicate de l'économie pour jouer à la fois la consolidation des acquis et la qualité de la production.

Les objectifs définis par le ministre des finances, M. Wan Biangqian, et le ministre du plan, M. Song Pin, donnent une idée du cadre dans lequel le gouvernement entend agir. Après avoir engrangé, pour la première fois depuis 1978, un excédent de 880 millions de dollars en 1985, le budget 1986 devrait être équilibré, avec des recettes et des dépenses prévues à 70 milliards. Projet des plus vertueux qui recouvre une volonté de privilégier, officiellement tout au moins, le civil sur le militaire. Les crédits alloués à la défense constituent un simple élément d'appréciation, certains postes comme la recherche sur les armements n'y figurant pas. Mais ils ne représentent cette année que 9,3 % du budget contre 11,9 % en 1985. En revanche, l'enveloppe allouée à l'agriculture progresse de 16 % et celle consacrée à l'éducation, à la santé et à la science de 12,6 %.

Plus encore que ce rééquilibrage, les grands axes définis par les deux ministres rappellent les points faibles contre lesquels l'équipe gouvernementale espère pouvoir lutter. En attendant d'être un jour en mesure de remodeler totalement un système de prix toujours complexe et déviant pour des entreprises bénéficiant désormais d'une plus grande autonomie de gestion, Pékin aimerait limiter une inflation officiellement estimée en 1985 à 12,2 % en zone urbaine et 6,4 % en zone rurale. En desserrant le carcan d'une économie planifiée et en introduisant des systèmes de primes, le gouvernement a de toute évidence ouvert une boîte de Pandore. En termes réels, le revenu annuel moyen a fait un bond de 10,6 % en zone urbaine et de 8,4 % en zone rurale selon les statistiques gouvernementales. De quoi alimenter une flambée des prix mal évaluée par un indice officiel tenant peu compte des changements profonds des habitudes de consommation des Chinois, alors même que la production ne pouvait suivre.

Pour réduire ce décalage préoccupant entre l'offre et la demande, le ministre du plan espère que sera limitée à 7 % la progression du salaire moyen dans les villes et entend promouvoir l'épargne en relevant les taux d'intérêt sur les bons

dont l'achat est obligatoire. Autre source indirecte d'inflation, les investissements continueront d'être surveillés de près. Leur hausse débridée de 33,9 % en 1984 et sans doute d'autant l'an dernier, aura été la plus claire illustration d'une poussée de la masse monétaire qui, après la réorganisation du système bancaire, a un temps échappé au contrôle du gouvernement. M. Zhao a pu mettre son auditoire en garde contre la « concurrence aveugle » entre les entreprises d'Etat, mardi dernier. Il aurait pu tout aussi bien dénoncer la surenchère à laquelle se sont livrées les autorités régionales et locales investissant à tour de bras sans vision d'ensemble des besoins de l'économie du pays. Pragmatique, le gouvernement a malgré tout repris les choses en main dès 1985, comme tend à le prouver le net ralentissement de la production industrielle dont le rythme de croissance est retombé de 23 % au premier semestre à 8 % durant le second.

#### Le déséquilibre croissant du commerce extérieur

Préoccupés également de l'écart croissant entre les régions côtières, vitrines d'un développement accéléré appelé à jouer un rôle d'entraînement lent par définition, et le reste du pays, une aide de 250 millions de dollars est prévue pour les régions les plus défavorisées. Elle pourrait être renforcée, selon des observateurs occidentaux, par de nouvelles revalorisations des prix des matières premières et de l'énergie produites dans les régions intérieures.

Ces réglages de la machine économique seront de toute façon dominés par un souci majeur pour Pékin : le déséquilibre du commerce extérieur dont le déficit atteint en 1985 le chiffre sans précédent de 14,9 milliards de dollars. Un déficit qui recouvre un bond de 54 % des importations et une faible hausse de 4,7 % des exportations. Renverser cette tendance ne sera possible qu'au prix d'une forte compression des achats de produits étrangers. Ce n'est pas un hasard si le premier ministre a souligné l'urgence

d'importer plus de logiciels et de matériels de haute technologie, mais beaucoup moins d'équipements « ordinaires » et de biens de consommation durables. La Chine, pour assurer sa modernisation, a besoin de technologie étrangère, mais voit mal comment multiplier ses atouts à l'exportation pour disposer des devises qu'un tel apport exige.

Il suffit de rappeler que le pétrole et le textile constituent la moitié des exportations du géant communiste pour mesurer le casse-tête auquel se heurte Pékin. La chute des cours du pétrole et la montée des pressions protectionnistes des pays industrialisés réduisent dangereusement les débouchés. La Chine se présente plus comme un concurrent direct que comme un partenaire complémentaire pour les pays de la zone Asie-Pacifique avec laquelle elle

réalise les deux tiers de ses échanges. Et ce ne sont pas les pays de l'Est qui suffiront à compenser de tels handicaps en dépit de la multiplication, ces derniers mois, des missions chinoises dans les pays du COMECON. Il y aurait bien une solution permettant d'assurer le financement des importations en attendant une diversification des exportations, notamment dans l'agro-alimentaire, le tourisme ou les services : le recours plus systématique à l'endettement. Mais il s'agit d'une option dont les dangers ont été amplement démontrés ces dernières années dans nombre de pays en voie de développement et qui se heurte à une très solide tradition d'indépendance financière. Le ministre des finances, le 25 mars, a annoncé que les emprunts à l'étranger seraient doublés et interviendraient pour 1,7 milliard de dollars dans les

revenus de l'Etat cette année contre 776 millions l'an dernier.

Des montants très modestes et les appels aux prêts internationaux, dont des lignes de crédit non utilisées, n'ont pas porté le total extérieur global du pays au-delà de 6 à 7 milliards de dollars, mais il s'agit d'un tabou politique plus encore qu'économique auquel le gouvernement n'ose pas s'attaquer. Les partenaires commerciaux potentiels de Pékin peuvent le regretter. Mais il semble plus que probable que Pékin continuera à rechercher un maximum d'accords de compensation pour éviter le dilemme classique : déficit commercial, qu'il a ajusté a posteriori en gonflant un socialisme aux couleurs de la Chine, qui tatonne encore.

FRANÇOISE CHENET-NEAU

### Les Etats-Unis seraient en mesure de créer trois millions d'emplois en 1986

Déclenchée à la fin de 1982, la grande vague de créations d'emplois aux Etats-Unis ne donne aucun signe d'affaiblissement. Selon la dernière étude annuelle réalisée par Dun and Bradstreet, trois millions de nouveaux postes devraient même être créés cette année contre deux millions en 1985. Baromètre de l'optimisme renaissant dans les milieux d'affaires comme chez les consommateurs, ces perspectives, qui feront rêver les Européens, reflètent un bouillonnement persistant dans les services et les petites et moyennes entreprises.

Si les grandes compagnies restent très prudentes et entendent continuer de jouer le travail temporaire ou à temps partiel pour coller au mieux à la conjoncture, les entreprises employant moins de cent personnes comptent pour les deux tiers dans les embauches prévues pour 1986. Il suffit de rappeler que 50 % des sociétés américaines sont de cette taille pour mesurer l'ampleur des changements espérés outre-Atlantique. Des changements dont il reste malgré tout difficile d'analyser les conséquences pour l'économie américaine.

La majorité des nouveaux emplois, selon Dun and Bradstreet,

seront créés dans la sphère financière, l'assurance et l'immobilier où 40,6 % des personnes interrogées prévoient des embauches. On retrouve là une des caractéristiques de l'évolution du marché du travail américain depuis trois ans, l'importance croissante des services, ainsi que les interrogations qui en découlent : assiste-t-on à une déqualification des nouveaux salariés parallèlement à une désindustrialisation des Etats-Unis ? La réponse des économistes reste des plus circonspectes.

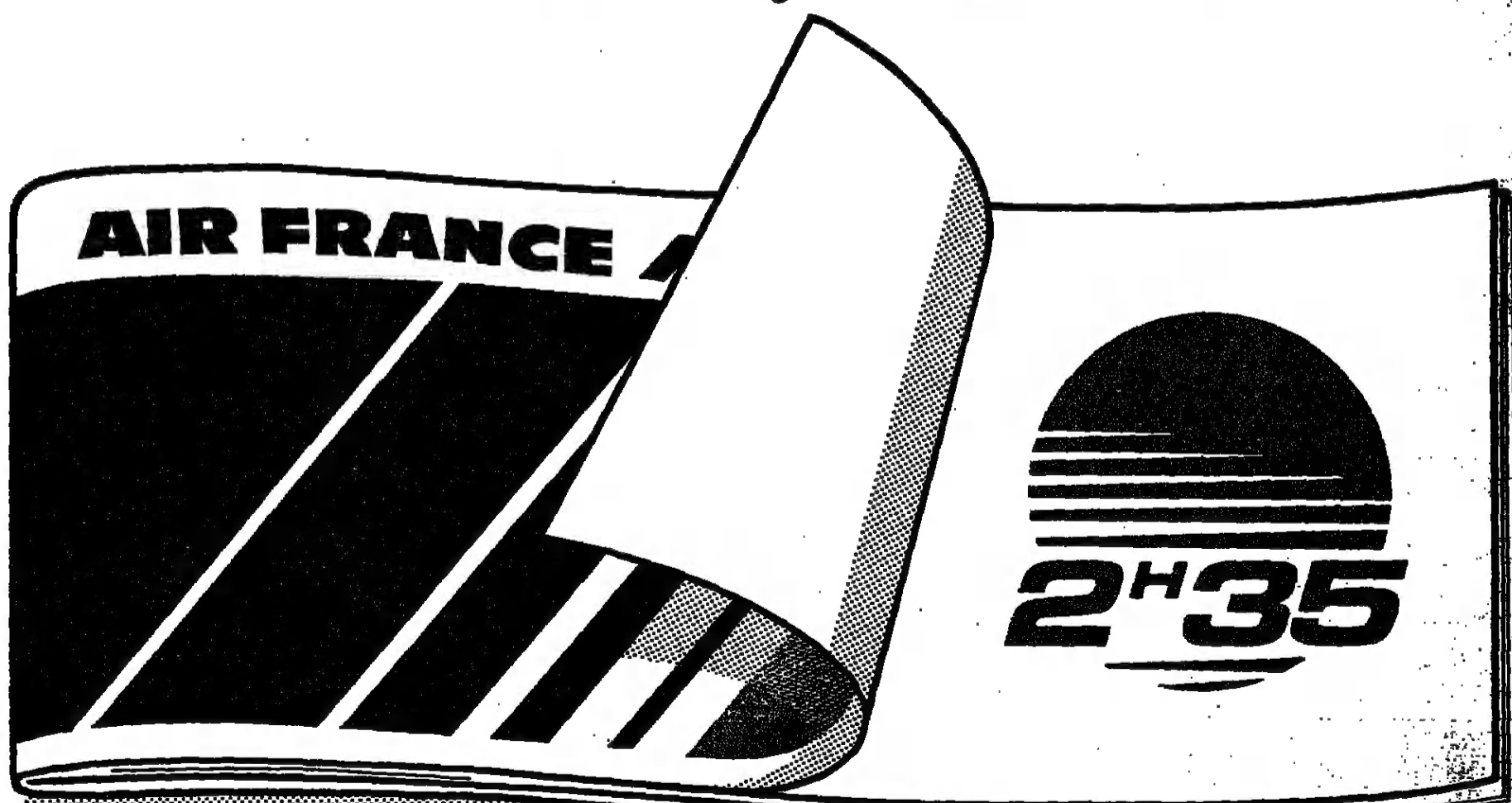
En considérant les mouvements de l'emploi sur une longue période, il apparaît que, en dépit des rebonds conjoncturels comme en 1984 et 1985, la tendance va dans le sens d'un développement plus rapide des emplois dans les services, l'industrie en ce domaine n'ayant pas encore retrouvé son niveau de 1980. Les industries de technologies de pointe, peu créatrices d'emplois, ne permettent pas de compenser les reculs enregistrés par les secteurs traditionnels en difficulté ou en cours d'automatisation. Un phénomène qui ne doit pas faire perdre de vue le fait que l'industrie manufacturière, si elle n'emploie que 20 % de la population active non agricole, contribue pour

près de 50 % au produit national brut américain.

L'évolution dans l'industrie mériterait elle aussi une analyse plus approfondie. Retrouvant pêle-mêle les avocats et les médecins, les chauffeurs de taxi et les vendeurs de hamburgers, l'explosion des postes dans les services a poussé certains à conclure que le plus grand nombre des nouveaux emplois étaient sous-qualifiés et sous-payés. Une récente étude de l'université du Maryland tend toutefois à prouver que d'ici à 1995 les métiers hautement qualifiés augmenteraient plus vite que les emplois de basse qualification.

Il est sans doute trop tôt pour apporter une réponse claire. D'autant que les contraintes budgétaires pourraient peser sur les crédits sociaux et par là même sur le nombre de postes qui en dépendent. Mais l'étude de Dun and Bradstreet, en estimant entre 20 % et 30 % le nombre d'industriels prêts à embaucher — à l'exception notable du secteur minier, où le pourcentage tombe à 8,7 %, se tend à indiquer que la pointe supposée à 7,3 % du chômage en février pourrait avoir longtemps à durer qu'un mauvais souvenir.

## Combien de temps gagnez-vous avec le Soleil Levant le vol Paris-Tokyo sans escale?



Nouveau. A partir du 4 avril 1986, Air France vous emmène de Paris à Tokyo sans escale. Ce vol s'appelle "Le Soleil Levant". Ainsi, vous gagnez 2h35 mn par rapport à la route sibérienne via Moscou et 6h05 mn par rapport

à la route polaire. Le Soleil Levant, c'est un départ tous les vendredis de Paris et les samedis de Tokyo, avec arrivée le samedi dans les deux sens, ce qui laisse le temps de se reposer avant les rendez-vous du lundi.

Le billet Air France sur Le Soleil Levant, c'est aussi une Classe Club agrandie et de nouveaux fauteuils en Première Classe. Le billet Air France sur Paris-Tokyo sans escale, c'est l'efficacité au service des hommes d'affaires.

Le billet tous services

## MARCHÉS FINANCIERS

NEW YORK

plus irrégulier

INDICES		VALEURS	CHANGEMENTS
Dow Jones	2.845,12	+12,34	
S&P 500	228,45	+1,23	
NASDAQ	1.234,56	+5,67	
NYSE	1.567,89	+3,45	
AMEX	987,65	+2,10	
FTSE 100	1.098,76	+8,90	
DAX	1.234,56	+4,32	
CAC 40	1.567,89	+6,54	
IBEX 35	1.890,12	+7,89	
EURO STOXX	2.123,45	+9,01	
NIKKEI 225	2.345,67	+10,23	
HANG SENG	2.567,89	+11,45	
TOPIX	2.789,01	+12,67	
SENSEX	2.901,23	+13,89	
BSE SENSEX	3.012,34	+14,90	
COSE	3.123,45	+15,01	
ASX	3.234,56	+16,12	
NZX	3.345,67	+17,23	
NYSE	3.456,78	+18,34	
AMEX	3.567,89	+19,45	
FTSE 100	3.678,90	+20,56	
DAX	3.789,01	+21,67	
CAC 40	3.890,12	+22,78	
IBEX 35	3.901,23	+23,89	
EURO STOXX	4.012,34	+24,90	
NIKKEI 225	4.123,45	+25,01	
HANG SENG	4.234,56	+26,12	
TOPIX	4.345,67	+27,23	
SENSEX	4.456,78	+28,34	
BSE SENSEX	4.567,89	+29,45	
COSE	4.678,90	+30,56	
ASX	4.789,01	+31,67	
NZX	4.890,12	+32,78	
NYSE	4.901,23	+33,89	
AMEX	5.012,34	+34,90	
FTSE 100	5.123,45	+35,01	
DAX	5.234,56	+36,12	
CAC 40	5.345,67	+37,23	
IBEX 35	5.456,78	+38,34	
EURO STOXX	5.567,89	+39,45	
NIKKEI 225	5.678,90	+40,56	
HANG SENG	5.789,01	+41,67	
TOPIX	5.890,12	+42,78	
SENSEX	5.901,23	+43,89	
BSE SENSEX	6.012,34	+44,90	
COSE	6.123,45	+45,01	
ASX	6.234,56	+46,12	
NZX	6.345,67	+47,23	
NYSE	6.456,78	+48,34	
AMEX	6.567,89	+49,45	
FTSE 100	6.678,90	+50,56	
DAX	6.789,01	+51,67	
CAC 40	6.890,12	+52,78	
IBEX 35	6.901,23	+53,89	
EURO STOXX	7.012,34	+54,90	
NIKKEI 225	7.123,45	+55,01	
HANG SENG	7.234,56	+56,12	
TOPIX	7.345,67	+57,23	
SENSEX	7.456,78	+58,34	
BSE SENSEX	7.567,89	+59,45	
COSE	7.678,90	+60,56	
ASX	7.789,01	+61,67	
NZX	7.890,12	+62,78	
NYSE	7.901,23	+63,89	
AMEX	8.012,34	+64,90	
FTSE 100	8.123,45	+65,01	
DAX	8.234,56	+66,12	
CAC 40	8.345,67	+67,23	
IBEX 35	8.456,78	+68,34	
EURO STOXX	8.567,89	+69,45	
NIKKEI 225	8.678,90	+70,56	
HANG SENG	8.789,01	+71,67	
TOPIX	8.890,12	+72,78	
SENSEX	8.901,23	+73,89	
BSE SENSEX	9.012,34	+74,90	
COSE	9.123,45	+75,01	
ASX	9.234,56	+76,12	
NZX	9.345,67	+77,23	
NYSE	9.456,78	+78,34	
AMEX	9.567,89	+79,45	
FTSE 100	9.678,90	+80,56	
DAX	9.789,01	+81,67	
CAC 40	9.890,12	+82,78	
IBEX 35	9.901,23	+83,89	
EURO STOXX	10.012,34	+84,90	
NIKKEI 225	10.123,45	+85,01	
HANG SENG	10.234,56	+86,12	
TOPIX	10.345,67	+87,23	
SENSEX	10.456,78	+88,34	
BSE SENSEX	10.567,89	+89,45	
COSE	10.678,90	+90,56	
ASX	10.789,01	+91,67	
NZX	10.890,12	+92,78	
NYSE	10.901,23	+93,89	
AMEX	11.012,34	+94,90	
FTSE 100	11.123,45	+95,01	
DAX	11.234,56	+96,12	
CAC 40	11.345,67	+97,23	
IBEX 35	11.456,78	+98,34	
EURO STOXX	11.567,89	+99,45	
NIKKEI 225	11.678,90	+100,56	
HANG SENG	11.789,01	+101,67	
TOPIX	11.890,12	+102,78	
SENSEX	11.901,23	+103,89	
BSE SENSEX	12.012,34	+104,90	
COSE	12.123,45	+105,01	
ASX	12.234,56	+106,12	
NZX	12.345,67	+107,23	
NYSE	12.456,78	+108,34	
AMEX	12.567,89	+109,45	
FTSE 100	12.678,90	+110,56	
DAX	12.789,01	+111,67	
CAC 40	12.890,12	+112,78	
IBEX 35	12.901,23	+113,89	
EURO STOXX	13.012,34	+114,90	
NIKKEI 225	13.123,45	+115,01	
HANG SENG	13.234,56	+116,12	
TOPIX	13.345,67	+117,23	
SENSEX	13.456,78	+118,34	
BSE SENSEX	13.567,89	+119,45	
COSE	13.678,90	+120,56	
ASX	13.789,01	+121,67	
NZX	13.890,12	+122,78	
NYSE	13.901,23	+123,89	
AMEX	14.012,34	+124,90	
FTSE 100	14.123,45	+125,01	
DAX	14.234,56	+126,12	
CAC 40	14.345,67	+127,23	
IBEX 35	14.456,78	+128,34	
EURO STOXX	14.567,89	+129,45	
NIKKEI 225	14.678,90	+130,56	
HANG SENG	14.789,01	+131,67	
TOPIX	14.890,12	+132,78	
SENSEX	14.901,23	+133,89	
BSE SENSEX	15.012,34	+134,90	
COSE	15.123,45	+135,01	
ASX	15.234,56	+136,12	
NZX	15.345,67	+137,23	
NYSE	15.456,78	+138,34	
AMEX	15.567,89	+139,45	
FTSE 100	15.678,90	+140,56	
DAX	15.789,01	+141,67	
CAC 40	15.890,12	+142,78	
IBEX 35	15.901,23	+143,89	
EURO STOXX	16.012,34	+144,90	
NIKKEI 225	16.123,45	+145,01	
HANG SENG	16.234,56	+146,12	
TOPIX	16.345,67	+147,23	
SENSEX	16.456,78	+148,34	
BSE SENSEX	16.567,89	+149,45	
COSE	16.678,90	+150,56	
ASX	16.789,01	+151,67	
NZX	16.890,12	+152,78	
NYSE	16.901,23	+153,89	
AMEX	17.012,34	+154,90	
FTSE 100	17.123,45	+155,01	
DAX	17.234,56	+156,12	
CAC 40	17.345,67	+157,23	
IBEX 35	17.456,78	+158,34	
EURO STOXX	17.567,89	+159,45	
NIKKEI 225	17.678,90	+160,56	
HANG SENG	17.789,01	+161,67	
TOPIX	17.890,12	+162,78	
SENSEX	17.901,23	+163,89	
BSE SENSEX	18.012,34	+164,90	
COSE	18.123,45	+165,01	
ASX	18.234,56	+166,12	
NZX	18.345,67	+167,23	
NYSE	18.456,78	+168,34	
AMEX	18.567,89	+169,45	
FTSE 100	18.678,90	+170,56	
DAX	18.789,01	+171,67	
CAC 40	18.890,12	+172,78	
IBEX 35	18.901,23	+173,89	
EURO STOXX	19.012,34	+174,90	
NIKKEI 225	19.123,45	+175,01	
HANG SENG	19.234,56	+176,12	
TOPIX	19.345,67	+177,23	
SENSEX	19.456,78	+178,34	
BSE SENSEX	19.567,89	+179,45	
COSE	19.678,90	+180,56	
ASX	19.789,01	+181,67	
NZX	19.890,12	+182,78	
NYSE	19.901,23	+183,89	
AMEX	20.012,34	+184,90	
FTSE 100	20.123,45	+185,01	
DAX	20.234,56	+186,12	
CAC 40	20.345,67	+187,23	
IBEX 35	20.456,78	+188,34	
EURO STOXX	20.567,89	+189,45	
NIKKEI 225	20.678,90	+190,56	
HANG SENG	20.789,01	+191,67	
TOPIX	20.890,12	+192,78	
SENSEX	20.901,23	+193,89	
BSE SENSEX	21.012,34	+194,90	
COSE	21.123,45	+195,01	
ASX	21.234,56	+196,12	
NZX	21.345,67	+197,23	
NYSE	21.456,78	+198,34	
AMEX	21.567,89	+199,45	
FTSE 100	21.678,90	+200,56	
DAX	21.789,01	+201,67	
CAC 40	21.890,12	+202,78	
IBEX 35	21.901,23	+203,89	
EURO STOXX	22.012,34	+204,90	
NIKKEI 225	22.123,45	+205,01	
HANG SENG	22.234,56	+206,12	
TOPIX	22.345,67	+207,23	
SENSEX	22.456,78	+208,34	
BSE SENSEX	22.567,89	+209,45	
COSE	22.678,90	+210,56	
ASX	22.789,01	+211,67	
NZX	22.890,12	+212,78	
NYSE	22.901,23	+213,89	
AMEX	23.012,34	+214,90	
FTSE 100	23.123,45	+215,01	
DAX	23.234,56	+216,12	
CAC 40	23.345,67	+217,23	
IBEX 35	23.456,78	+218,34	
EURO STOXX	23.567,89	+219,45	
NIKKEI 225	23.678,90	+220,56	
HANG SENG	23.789,01	+221,67	
TOPIX	23.890,12	+222,78	
SENSEX	23.901,23	+223,89	
BSE SENSEX	24.012,34	+224,90	
COSE	24.123,45	+225,01	
ASX	24.234,56	+226,12	
NZX	24.345,67	+227,23	
NYSE	24.456,78	+228,34	
AMEX	24.567,89	+229,45	
FTSE 100	24.678,90	+230,56	
DAX	24.789,01	+231,67	
CAC 40	24.890,12	+232,78	
IBEX 35	24.901,23	+233,89	
EURO STOXX	25.012,34	+234,90	
NIKKEI 225	25.123,45	+235,01	
HANG SENG	25.234,56	+236,12	
TOPIX	25.345,67	+237,23	
SENSEX	25.456,78	+238,34	
BSE SENSEX	25.567,89	+239,45	
COSE	25.678,90	+240,56	
ASX	25.789,01	+241,67	
NZX	25.890,12	+242,78	
NYSE	25.901,23	+243,89	
AMEX	26.012,34	+244,90	
FTSE 100	26.123,45	+245,01	
DAX	26.234,56	+246,12	
CAC 40	26.345,67	+247,23	
IBEX 35	26.456,78	+248,34	
EURO STOXX	26.567,89	+249,45	
NIKKEI 225	26.678,90	+250,56	
HANG SENG	26.789,01	+251,67	
TOPIX	26.890,12	+252,78	
SENSEX	26.901,23	+253,89	
BSE SENSEX	27.012,34	+254,90	
COSE	27.123,45	+255,01	
ASX	27.234,56	+256,12	
NZX	27.345,67	+257,23	
NYSE	27.456,78	+258,34	
AMEX	27.567,89	+259,45	
FTSE 100	27.678,90	+260,56	
DAX	27.789,01	+261,67	
CAC 40	27.890,12	+262,78	
IBEX 35	27.901,23	+263,89	
EURO STOXX	28.012,34	+264,90	
NIKKEI 225	28.123,45	+265,01	
HANG SENG	28.234,56	+266,12	
TOPIX	28.345,67	+267,23	
SENSEX	28.456,78	+268,34	
BSE SENSEX	28.567,89	+269,45	
COSE	28.678,90	+270,56	
ASX	28.789,01	+271,67	
NZX	28.890,12	+272,78	
NYSE	28.901,23	+273,89	
AMEX	29.012,34	+274,90	
FTSE 100	29.123,45	+275,01	
DAX	29.234,56	+276,12	
CAC 40	29.345,67	+277,23	
IBEX 35	29.456,78	+278,34	
EURO STOXX	29.567,89	+279,45	
NIKKEI 225	29.678,90	+280,56	
HANG SENG	29.789,01	+281,67	
TOPIX	29.890,12	+282,78	
SENSEX	29.901,23	+283,89	
BSE SENSEX	30.012,34	+284,90	
COSE	30.123,45	+285,01	
ASX	30.234,56	+286,12	
NZX	30.345,67	+287,23	
NYSE	30.456,78	+288,34	
AMEX	30.567,89	+289,45	
FTSE 100	30.678,90	+290,56	
DAX	30.789,01	+291,67	
CAC 40	30.890,12	+292,78	
IBEX 35	30.901,23	+293,89	
EURO STOXX	31.012,34	+294,90	
NIKKEI 225	31.123,45	+295,01	
HANG SENG	31.234,56	+296,12	
TOPIX	31.345,67	+297,23	
SENSEX	31.456,78	+298,34	
BSE SENSEX	31.567,89	+299,45	
COSE	31.678,90	+300,56	
ASX	31.789,01	+301,67	
NZX	31.890,12	+302,78	
NYSE	31.901,23	+303,89	
AMEX	32.012,34	+304,90	
FTSE 100	32.123,45	+305,01	
DAX	32.234,56	+306,12	
CAC 40	32.345,67	+307,23	
IBEX 35	32.456,78	+308,34	
EURO STOXX	32.567,89	+309,45	
NIKKEI 225	32.678,90	+310,56	
HANG SENG	32.789,01	+311,67	
TOPIX	32.890,12	+312,78	
SENSEX	32.901,23	+313,89	
BSE SENSEX	33.012,34	+314,90	
COSE	33.123,45	+315,01	
ASX	33.234,56	+316,12	
NZX	33.345,67	+317,23	
NYSE	33.456,78	+318,34	
AMEX	33.567,89	+319,45	
FTSE 100	33.678,90	+320,56	
DAX	33.789,01	+321,67	
CAC 40	33.890,12	+322,78	
IBEX 35	33.901,23	+323,89	
EURO STOXX	34.012,34	+324,90	
NIKKEI 225	34.123,45	+325,01	
HANG SENG	34.234,56	+326,12	
TOPIX	34.345,67	+327,23	
SENSEX	34.456,78	+328,34	
BSE SENSEX	34.567,89	+329,45	
COSE	34.678,90	+330,56	
ASX	34.789,01	+331,67	
NZX	34.890,12	+332,78	
NYSE	34.901,23	+333,89	
AMEX	35.012,34	+334,90	
FTSE 100	35.123,45	+335,01	
DAX	35.234,56	+336,12	
CAC 40	35.345,67	+337,23	
IBEX 35	35.45		







# Le Monde

## La baisse des prix du pétrole continue : autour de 10 dollars le baril

Les prix du pétrole ont repris leur chute en début de semaine. Dès lundi 31 mars sur le marché spot de New-York, le cours du baril a perdu 1 dollar pour tomber à moins de 11 dollars, son plus bas niveau depuis huit ans. Les contrats de West Texas Intermediate - le brut américain de référence - se sont négociés à 10,4 dollars pour livraison en mai.

Le marché spot de Londres, fermé lundi à cause des fêtes de Pâques, a ouvert mardi en emboîtant le pas de son homologue américain. Les contrats de Brent - qualité du brut de la mer du Nord, qui sert de référence à Londres - se négociaient aux alentours des 10 dollars le baril. Depuis novembre dernier, où les cours étaient encore de 30 dollars le baril, le pétrole aura donc vu son prix divisé par trois en moins de cinq mois.

Depuis l'échec de la conférence de l'OPEP à Genève, il y a une semaine, les pays producteurs poursuivent leurs négociations mais sans parvenir à progresser en vue d'un accord de réduction de la production mondiale. Selon l'agence de presse Reuters, l'Arabie saoudite aurait pourtant réduit sa production au mois de mars de 500 000 barils par jour. Son extraction aurait ainsi été de 3,9 millions de barils par jour en moyenne, niveau qui est inférieur à son quota de 4,35 millions de barils par jour.

Mais le ministre saoudien du pétrole, M. Yamani, a réaffirmé au Middle East Economic Survey, que sa politique en la matière ne changera pas. L'Arabie saoudite est per-

suadée que seule une entente de l'OPEP avec les autres producteurs non membres de l'organisation, notamment la Grande-Bretagne et la Norvège, est susceptible de redresser les cours : « Les pays membres de l'OPEP ne peuvent plus réduire davantage leur production », a déclaré M. Yamani.

La baisse de production en mars du Royaume, si elle était confirmée, s'expliquerait donc assez mal, si ce n'est comme un geste d'accommodement destiné uniquement aux pays membres comme l'Iran, qui rendent le royaume responsable de l'effondrement des cours pour ne pas vouloir limiter sa production. Vis-à-vis des pays non membres, dont la Grande-Bretagne, la politique resterait la même : aucune coupe n'est plus possible. Le ministre koweïtien M. Ali Khalifa, a d'ailleurs, dans une interview au Guardian, sévèrement mis en garde la Grande-Bretagne en l'accusant de « préparer une pénurie future » de pétrole. Le déficit des puits de la mer du Nord risque de devenir « énorme » si les prix restent bas, a-t-il prévenu. M. Oteiba, ministre du pétrole des Emirats arabes unis, enfonçant le clou, a déclaré, de son côté, que les prix pourraient tomber « à 8 dollars ou même à 5 dollars le baril ».

L'incapacité des pays producteurs à s'entendre, semble d'autre part commencer à provoquer des dissensions aux Etats-Unis. Les Sénateurs doivent clairement prendre conscience que des dégâts sont infligés aux producteurs américains », a déclaré M. John Herrington, secrétaire à l'énergie, qui est le premier ministre américain à redouter publiquement les effets d'une baisse trop forte des prix. Washington était jusqu'ici officiellement favorable à la chute des cours du brut.

### Bourse du matin

#### TOUJOURS BIEN ORIENTÉE

Après quatre jours de chômage, la Bourse de Paris a rouvert ses portes mardi. Au cours de la séance matinale, le marché a poursuivi son avance mais à une cadence ralentie. A la clôture de 11 heures, l'indice instantané enregistré une modeste progression de 0,3 % environ. Hausse de Charbonnages (+ 7 %), L'Oréal (+ 2,8 %), Michelin (+ 2 %), CSF (+ 2 %), Miot (+ 1 %), Cie Bouteilles (+ 1 %), Carrefour (+ 1 %), Replis de Bougain (+ 3 %), Elf (- 1 %) et Lafarge.

#### A LA BOURSE DE PARIS

Valeurs françaises négociées dans la matinée du 1<sup>er</sup> AVRIL  
Indicateur de séance (%) : + 0 30

VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Accor	440 80	450	450
Agence France	1830	1830	1820
Air Liquide S.A.	875	875	880
Aldenor	468	468	472
Banque Paribas	1250	1250	1255
Bouygues	1858	1850	1850
Bourgeois	1108	1100	1100
B.S.M.	4110	4110	4140
Carrefour	3380	3420	3420
Chemin de fer	1280	1320	1330
Cie Bouteilles	8280	8200	8200
Dunlop	1185	1188	1182
ELF-Aquitaine	224	220	221
Elf-Paris	2468	2465	2460
Elf-Lorraine	1215	1210	1200
L. Vuitton S.A.	1210	1170	1220
Michelin	2970	3000	3040
Midi (Cie)	8280	8200	8200
Mot-Hennessy	2225	2225	2225
Navig. Méditerranée	320	325	325
Oréal S.A.	3380	3470	3480
Paros-Financ	1100	1100	1100
Peugeot S.A.	1115	1088	1115
Renault	720	720	721
Suez-Panama	837	715	715
Télécom France	2690	2690	2690
Thomson C.S.F.	1128	1125	1174
Toutat-C.F.P.	237	234	238
T.S.T.	2785	2785	2785
Vallo	580	...	...

#### DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT

#### PRIX EXCEPTIONNELS

avec la garantie d'un grand maître tailleur

#### PANTALONS

MESURE 650 F

A partir de

#### COSTUMES

MESURE 1 950 F

A partir de

#### NOUVELLE COLLECTION

3000 pièces

Luxeuses draperies anglaises

Fabrication traditionnelle

TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX

sur mesure

UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES

#### LEGRAND Tailleur

27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra

Téléphone : 47-42-70-61.

Du lundi au samedi de 10 h à 18 h.

## SECON LE QUOTIDIEN CAIROTE « AL AHAM »

### L'Egypte a refusé trois propositions américaines d'intervention commune contre la Libye

Le Caire (AFP). - L'Egypte a refusé ces derniers mois trois propositions américaines d'entreprendre des opérations militaires communes contre la Libye, a affirmé lundi 31 mars le quotidien cairote *Al Ahram*, sous la signature de son directeur général, M. Ibrahim Nafec. « L'Egypte ne prendra jamais les armes contre un autre pays arabe, même si ce pays est la Libye, qui ne manque jamais l'occasion de s'ingérer dans les affaires intérieures égyptiennes et d'ouvrir dans le but de nuire à ses intérêts économiques », a souligné M. Nafec. Il réaffirmait ainsi les menaces du colonel Kadhafi de faire porter à l'Egypte « la responsabilité de la confrontation américano-libyenne » dans le golfe de Syrie.

Selon le quotidien, des émissaires officiels américains ont proposé à l'Egypte en juillet, à la fin décembre et enfin à la suite de l'attentat contre les aéroports de Rome et de Vienne, d'entreprendre des « opérations militaires contre la Libye ». Ces trois propositions correspondaient à des phases de très vive tension aux frontières égypto-libyennes.

« Pour les Etats-Unis, l'existence d'une frontière commune de 1000 kilomètres entre les deux pays offre à l'Egypte une occasion propice pour une attaque contre la Libye avec une assistance américaine », a ajouté M. Nafec, en soulignant que l'Egypte a refusé cette proposition.

Selon l'hebdomadaire américain *Time*, citant sans le nommer un haut responsable de la CIA, les Etats-Unis avaient envisagé l'été dernier « plusieurs plans » contre la Libye, parmi lesquels figurait une opération américano-égyptienne destinée à renverser le colonel Kadhafi.

### LA PRÉPARATION

#### DE LA RÉFORME ÉLECTORALE

M. Jacques Chirac, après avoir assisté à la réunion du bureau du groupe RPR à l'Assemblée nationale a présidé mardi matin, 1<sup>er</sup> avril, à l'hôtel Matignon - ainsi qu'il le fera désormais chaque mardi - le déjeuner qui réunit les représentants des diverses formations de la majorité (le Monde daté 30-31 mars).

Les participants à ce déjeuner devaient poursuivre comme ils l'ont fait la semaine dernière l'analyse des conditions de la rentrée parlementaire du 2 avril. Les modalités de préparation de la réforme électorale ont également été envisagées. Le rétablissement du scrutin majoritaire et le redécoupage des circonscriptions électorales demeurent naturellement de la compétence du ministère de l'Intérieur. Les services de celui-ci, sous l'autorité de M. Charles Pasqua, le nouveau ministre élaboreront donc un avant-projet de remodelage des circonscriptions. Celui-ci sera alors soumis à la Commission de hauts magistrats dont le Monde a annoncé la création dans son numéro daté du 1<sup>er</sup> avril.

Cette commission vérifiera si les critères souhaités par le gouvernement sont effectivement respectés, et elle formulera éventuellement remarques et avis. Le nouveau président de la procédure électorale par M. Chirac réside à la fois dans les modalités de désignation de hauts magistrats et dans les vérifications que cette commission pourra opérer.

Quant au fond, le tribunal des prudhommes de Lyon a estimé que le licenciement de M<sup>me</sup> Penverne avait une « cause réelle et sérieuse ». Il était reproché à cette secrétaire de « se sentir peu concernée par son travail » et de s'absenter sans motif en période électorale, « moment exceptionnel et crucial pour un homme public », a estimé le tribunal des prudhommes de Lyon.

En conséquence les prudhommes ont rejeté la demande de M<sup>me</sup> Penverne qui réclamait 200 000 F de dommages et intérêts à M. Barre.

« Le premier ministre assistera à une messe anniversaire pour Georges Pompidou. - M. Jacques Chirac se rendra mercredi matin 2 avril à 9 heures en l'église Saint-Louis-en-l'Isle, où sera célébrée une messe à la mémoire de l'ancien président de la République, à l'occasion du douzième anniversaire de sa mort.

« Décès accidentel de quatre religieuses françaises en Côte-d'Ivoire - Quatre religieuses - les sœurs Marie-Stéphane Giroguy, Jeanne Gasté, Marie-Joseph Balet et Paulette Berson -, membres de l'ordre de la Providence, ont été tuées, dimanche 30 mars, dans un accident de voiture qui a fait au total sept morts, sur la route d'Agboville à Abidjan. - (AFP.)

### STAGE LECTURE RAPIDE

15-16-17 avril 1986

possibilités de stages en entreprises

GEICA-FORMATION/42-96-41-12

56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

Le Monde Infos-Spectacles

sur Minitel

36-15-91-77 + ISLM

Le numéro du « Monde » daté 1<sup>er</sup> avril 1986

a été tiré à 382 947 exemplaires

A B C D E F G

VENDEZ

TOUTE L'ANNÉE

LIVRES - DISQUES

A LA

SACELP

2, rue de l'Ecole-de-Médecine

angle 26, BOULEVARD Saint-Michel

Tél. : 40-16-02-45 75006 Paris

4<sup>e</sup> Odéon - RER Luxembourg

## Sur le vif

### Epinglé

Ce matin, je dégringole au service politique : Henu, sa Légion d'honneur, c'est une blague ? C'est un poisson d'avril, hein ?

- Mais non, pourquoi ? C'est vrai.

- Je vous crois pas.

- Enfin, puisqu'on te le dit. C'est encore une vache de José.

- Comment ça ?

- Tes complètement débile ou quoi ? Réfléchis trente secondes. José, il le déteste, Henu. C'est lui qui l'a fait renvoyer. Dans l'affaire Gracq, c'est lui qui a tout mis sur le dos. Il l'a dénoncé. C'est un fuyot. A la mi-juillet, il est allé trouver ton Mimi et il a dit : M'sieur ! M'sieur le président ! Le *Rainbow Warrior*, c'est pas nous qui l'avons fait sauter. C'est lui, c'est Henu.

- Alors pourquoi, là, maintenant, il lui épingle une décoration ? Parce qu'elle a des palmes ?

- Non, même pas. C'est rien qu'un ruban, un truc minable. C'est pour lui mettre le nez dans son caca. Pour bien montrer qu'il n'y avait jamais eu droit, à la Légion d'honneur. Tout ce qu'il était, Henu, c'est compagnon du

Beaujolais. Il n'a pas été soldat, alors à titre militaire, tiré...

- Oui, mais il a fait ministre de la guerre.

- Et alors ? Ses uniformes, il les louait au Châtelet. C'étaient des tenues d'opéra. De toute façon, un ministre ne peut pas recevoir de médailles. C'est le règlement. Il peut en donner, il peut pas en demander. Ça le rendait malade. Charles. Du coup, dès qu'il a été foutu à la porte, il est rentré par la fenêtre. Il s'est roulé aux pieds de José : Allé, Pierrot, sois chic, file-la-moi ! L'autre - pour gratifier, c'est le roi - lui a fait remettre tout un tas de formidables. Et aujourd'hui, il lui balance, en pleine poire, un beau pétard à retardement, façon Audoland.

- Pourtant, il se répand en remerciements. Henu. Il dit qu'il est très ému, très touché.

- Bien obligé. Mais, c'inquiète, il va se venger.

- Comment ?

- Il va créer l'Ordre du parapluie. Et il va bombarder José commandeur. Et Fabius, grand-croix.

CLAUDE SARRAUTÉ

### Hachette vend à Moët-Hennessy ses parts dans la CLT

Comme ses responsables l'avaient laissé entendre, le groupe Hachette - qui a récemment pris le contrôle d'Europe 1 - vient de vendre la participation (8,2 %) qu'il détenait dans la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT), propriétaire de RTL. L'acheteur est la société Moët-Hennessy. La transaction, dont le montant n'a pas été révélé, doit être soumise à l'agrément du

gouvernement luxembourgeois. Le capital de la CLT est contrôlé majoritairement par le holding Audiofina (54,5 %), qui regroupe Havas (29,98 %), le groupe belge Bruxelles-Lambert (38,04 %) et Electrafina (14,98 %). Les autres actionnaires sont la Compagnie des compteurs Schlumberger (12,3 %), Paribas (10,3 %) et divers porteurs, dont M. Edmond de Rothschild.

2 500 emplois supprimés à United Newspapers. - Le groupe de presse britannique United Newspapers, qui édite les quotidiens *Daily Express* et *Daily Star* et l'hebdomadaire *Sunday Express*, a fait accepter aux syndicats, le 31 mars, la suppression de deux mille cinq cents emplois sur six mille huit cents, dont cent cinquante emplois de journalistes. La direction avait annoncé de couper les activités du groupe si un

accord n'était pas trouvé. D'autre part, un accord a été passé, le 30 mars, entre M. Robert Maxwell, PDG du groupe Mirror, et le syndicat du livre Sogit 82. A la suite du conflit qui avait éclaté au quotidien *Daily Record*, il y a trois semaines, M. Maxwell avait licencié les huit cent vingt salariés du journal. L'accord stipule que les six cents membres du Sogit 82 seront réembauchés.

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde